

# programme communiste

## REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

### SOMMAIRE

- ***Dix ans après la faillite de Lehman Brothers***  
Les mesures prises par les classes dirigeantes pour surmonter la crise économique et financière ne font que préparer des crises encore plus générales et plus violentes 1
- **Russie et révolution dans la théorie marxiste.**  
Première partie. Révolution européenne et aire «Grand-slave» (2) 7
- **Histoire de la Gauche communiste**
  - La question du Front Unique (4) 25
  - Thèses sur la tactique du Parti Communiste d'Italie.  
Rome, mars 1922 (1) 32
  - Contribution au projet de programme du Parti  
Communiste Italien 43
  - Amadeo Bordiga. Les Tâches de notre parti.  
(*Il Comunista*, 21/3/1922) 46
- **La Guerre d'Espagne.**  
Une première synthèse des positions du parti (1) 49
- **Brève chronologie** 61
- **Notes d'actualité. Sur la situation des sans-papiers en Belgique** 63

**CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI** : La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

**PROGRAMME COMMUNISTE**  
 Revue théorique du  
**Parti Communiste International**  
 ISSN - 0033-037 X

**Administration et diffusion :**  
 Programme, B.P. 57428; 69347 Lyon Cedex 07 - F

**Prix au numéro:** 4 €, 8 FS, £ 3, 1000 CFA, 100 DA, 4 DT, 20 DH, USA + Cdn US \$ 4, Amérique latine US \$ 2 - **Abonnement simple:** Le prix de 4 numéros - **Abonnement de soutien:** Pour 4 numéros: 40 €, 80 FS, £ 20, 8000 CFA, 1000 DA, 40 DT, USA + Cdn US \$ 40, Amérique latine US \$ 10

**Paiement par mandat ou chèque: A l'ordre de DESSUS,**  
 Toute correspondance doit être envoyée à l'adresse ci-dessous.

**CORRESPONDANCE**

**France :** Programme - B.P. 57428 - 69347 Lyon Cedex 07  
**Suisse :** Pour contact, écrire à l'adresse de Lyon.  
**Italie :** Il Comunista - C.P. 10835 - 20110 Milano  
**Espagne :** Apartado de Correos 27023 - 28080 Madrid

**E-MAIL**

leproletaire@pcint.org  
 ilcomunista@pcint.org  
 proletarian@pcint.org  
 elprogramacomunista@pcint.org

**SITE INTERNET DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL**  
**www.pcint.org**

**Lisez, diffusez, soutenez  
 la presse internationale du parti ! Souscrivez !**

**« le prolétaire » - Journal bimestriel**  
 Le numéro: 1 €, 3 FS, £ 1,5, 500 CFA, 1 DT, 60 DA, 5 DH, US \$ 1,5, CDN \$ 1,5. Abonnement annuel (5 n<sup>os</sup>): 7,5 €, 30 FS / £ 10 / 1500 CFA - Abonnement de soutien: 15 €, 60 FS / £ 20 / 3000 CFA

**« il comunista » - Journal bimestriel en italien**  
 Le numéro: 1,5 €, 5 FS, £ 1,5 - **Abonnement:** 8 €, 25 FS, £ 6 - **Abonnement de soutien:** 16 €, 50 FS, £ 12

**«el programa comunista» - Revue théorique en espagnol**  
 Le numéro: 3 €, 8 FS, £ 2 / 20 Krs. / America latina: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 3 - **Prix de soutien, le numéro:** 6 €, 16 FS, £ 4 / 40 Krs. / America latina: US \$ 3 / USA et Cdn: US \$ 6

**« el proletario » - Journal en espagnol**  
 Le numéro: Europe : 1,5 €, 3 FS, 1,5£ / Amérique latine: US\$ 1,5; USA et Cdn: US\$ 2.

**« Proletarian » - Supplément en anglais à «le prolétaire»**  
 Le numéro: 1,5 €, £ 1, 3 CHF, US\$ 1,5

*Imprimé par nos soins*

**PROGRAMME COMMUNISTE**  
 Theoretical Review in french of the International Communist Party  
 Editorial office: Programme B.P. 57428; 69347 Lyon Cedex 07; France

Payment by eurochek or international money order to: DESSUS  
 All correspondence should be sent to the above address.

49<sup>e</sup> ANNEE      Juin 2006      N° 99

**programme communiste**

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

---

**SOMMAIRE**

**le prolétaire**  
 organe du parti communiste international  
 N° 490  
 Juin 2006  
 100 pages

**Pour l'organisation indépendante de classe  
 Les leçons des luttes du printemps**

---

**il comunista**  
 organo del partito comunista internazionale  
 N° 490  
 Giugno 2006  
 100 pagine

**Iraq: guerra di rapina e di spartizione**

---

**il proletario**  
 foglio di intervento sul terreno immediato del Partito Comunista Internazionale per la riorganizzazione operaia indipendente e per la ripresa della lotta di classe  
 N° 490  
 Giugno 2006  
 100 pagine

**Per un Primo Maggio proletario e di lotta!**

---

**Proletarian**  
 Organ of the International Communist Party  
 N° 3  
 October 2007  
 100 pages

**Multiform and indissociable  
 Tasks of the Class Party**

---

NÚMERO 46      Diciembre de 2005

**el programa comunista**  
 ÓRGANO DEL PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL  
 EN ESTE NÚMERO

- Lo que distingue a nuestro partido
- Europa: lesaños burgueses, guerra proletaria

---

**el programa comunista**  
 ÓRGANO DEL PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL

**Venezuela:  
 Crónica de una burguesísima  
 "revolución hollivariana"**

---

**el proletario**  
 ÓRGANO DEL PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL  
 N° 3  
 Noviembre de 2013  
 100 páginas

**Del 15 de Mayo al 25 de Abril**

*Desde que en el año 2011 la llamada Primavera árabe...*

---

**Accidente ferroviario en la línea Madrid-Ferrol  
 A alta velocidad hacia la muerte**

*El pasado 17 de mayo se volvió...*

---

**¿Dónde está Nin?**

*El pasado 17 de mayo se volvió...*

# **Dix ans après la faillite de Lehman Brothers**

## **Les mesures prises par les classes dirigeantes pour surmonter la crise économique et financière ne font que préparer inexorablement des crises encore plus générales et plus violentes**

Il y a dix ans, la faillite de Lehman Brothers, quatrième banque d'affaires américaine, signa l'importance globale de la crise financière et économique internationale qui, à partir des États-Unis, avait touché l'Europe et le monde entier en l'espace d'un an.

Par rapport à la crise de 2001-2002 (provoquée par la soi-disant «bulle internet», c'est-à-dire la spéculation frénétique sur les entreprises des dites «nouvelles technologies») et les précédentes, la crise des subprimes de 2007, qui conduisit à la crise financière générale et à la faillite de nombreuses banques, surtout aux États-Unis et en Grande-Bretagne – les deux centres financiers les plus importants du monde – a été considérée par les experts bourgeois les plus attentifs (qui avaient d'abord minimisé son ampleur, comme l'accélération de la dynamique économique et sociale du capitalisme et la «croissance des inégalités»). Ils ont donc été contraints de reconnaître que ces inégalités n'étaient pas seulement congénitales au capitalisme, mais qu'elles tendaient à s'accroître.

Les États-Unis parvinrent à surmonter la crise avant tous les autres pays impérialistes: «au deuxième semestre de 2009, le PIB américain a recommencé à augmenter et, malgré quelques secousses, les niveaux d'avant la crise ont été atteints en 2011. Les banques reprennent rapidement leurs valeurs boursières et reviennent à des bénéfices bruts. Aujourd'hui, les actions de Morgan et de Goldman Sachs valent le triple d'octobre 2008; mais dès 2009, les valeurs d'avant le crash de Lehman avaient été retrouvées» (1). Il n'en reste pas moins que «sur le dos des contribuables [pèsent] presque

*4 milliers de milliards de dette publique supplémentaires sur lesquels les intérêts seront prélevés, ce qui ôtera des ressources pour d'autres types de dépenses, y compris sociales»* (2). L'économie américaine a réussi à se remettre sur les rails assez rapidement – poursuit le même journal – grâce à l'aide publique colossale fournie sous différentes formes: 7 700 milliards de dollars au total, dont ont principalement bénéficié les banques, les compagnies d'assurance, l'industrie automobile et d'autres.

Les crises économiques, notamment dans la phase impérialiste du développement capitaliste sont provoquées comme l'affirment depuis toujours les marxistes, par la surproduction de marchandises et de capital; à un moment donné, les marchandises et le capital ne peuvent plus trouver de débouchés sur le marché au taux de profit moyen qui était de règle auparavant. Fondamentalement, le développement économique pose objectivement les contradictions qu'Engels résume ainsi: «Dans tous les domaines de la grande industrie la capacité de produire se développe avec une rapidité extraordinaire et rencontre comme obstacle la lenteur de l'extension du marché, qui met des années à absorber ce qui est produit en quelques mois. De là la politique protectionniste par laquelle chaque pays cherche à se défendre contre les autres et surtout contre l'Angleterre, politique qui a pour conséquence d'augmenter artificiellement l'activité de la production intérieure. Le grand principe de la libre concurrence, tant vanté et tant adulé, en est réduit à annoncer lui-même sa banqueroute» (3).

La lenteur avec laquelle le marché peut absorber les marchandises et le capital produits lors de chaque cycle de production contraste de plus en plus avec la rapidité avec laquelle ils sont déversés sur le marché. Toute activité de production nécessite un capital; c'est pourquoi le système de crédit se développe et, comme conséquence inévitable de celui-ci, la spéculation. Marx précise: «Si le crédit est le levier principal de la surproduction et de la spéculation à l'excès, il en est ainsi parce que le procès de reproduction, naturellement très élastique, est forcé à l'extrême, ce qui est dû à ce que une grande partie du capital social est appliquée par des individus qui n'en sont pas propriétaires et qui s'en servent avec bien moins de prudence que les capitalistes produisant avec leurs propres capitaux. Les entraves et les limites immanentes que la mise en valeur du capital oppose à la production dans la société capitaliste, sont donc continuellement brisées par l'organisation du crédit, qui accélère le développement matériel des forces productives et la création du marché mondial, base matérielle de l'avènement de la nouvelle forme de production [nouvelle, évidemment, par rapport à la forme de production féodale, NdIR] La dissolution de l'ancienne forme est d'autre part activée par les crises, dont le crédit accentue la fréquence» (4).

Mais si le système de crédit a donné au mode de production capitaliste l'élan nécessaire pour accélérer et renforcer la production sociale, en provoquant et en précipitant «les violentes éruptions de cet antagonisme, les crises, puis les éléments dissolvants de l'ancien

## Dix ans après

*mode de production*» (5), par son propre développement, il entraîne et accélère les violentes éruptions de l'antagonisme entre la capacité de production et l'absorption des produits par le marché, il provoque et accélère ses crises, et donc en définitive la dissolution des éléments du mode de production capitaliste lui-même.

La crise de surproduction débouche inévitablement sur une baisse de la production dans de nombreux secteurs de l'industrie, des services et du commerce, avec les faillites et les licenciements qui s'en suivent. La consommation diminue de manière drastique, des masses de biens et de capitaux toujours croissantes restent invendues ou ne peuvent plus être vendues ou investies de manière rentable. La tendance à la surproduction et les difficultés accrues à capitaliser rapidement sur les capitaux investis dans l'industrie, l'agriculture, le commerce et les services, poussent les capitalistes à orienter leurs capitaux vers la spéculation financière; ce qui débouche à un moment donné sur une crise plus générale que ni les capitalistes ni les États ne peuvent éviter.

Les capitalistes, habitués à défendre leurs profits à court terme ont essentiellement deux voies à suivre face à la crise: appeler l'État – donc les finances publiques – à la rescousse pour sauver les entreprises et en soutenant au moins partiellement les masses sans travail; et appeler les institutions bancaires et financières à ouvrir la bourse en prêtant de l'argent, en particulier à la classe moyenne dont le pouvoir d'achat s'est érodé rapidement, pour que les marchandises non vendues puissent être «écoulées», que ce soit des logements, des voitures ou autres. Pour retarder la crise, il devient alors plus facile d'emprunter de l'argent: «De 2000 à 2007, le montant total de la dette des ménages américains a doublé et il atteint 14 milliards de dollars. Comment est-ce possible? Grâce aux innovations financières qui se sont accumulées depuis les années 1980» (6).

Le même journal résume ces «innovations financières»: «L'axiome qui sous-tend l'ensemble du système est le suivant: en répartissant le risque d'un investissement entre autant de sujets que possible, il est

*possible de le neutraliser. La banque fournit une hypothèque et la revend à une entreprise financée par l'émission d'obligations. La banque a gagné sur les commissions et sur la vente et se débarrasse du risque d'insolvabilité de l'emprunteur. La société qui a acheté le prêt en fait un paquet avec beaucoup d'autres car il est peu probable que tous les types de logements, situés dans différentes régions du pays, perdent de la valeur ensemble et simultanément – ce qui se produira en réalité. Avec les versements des emprunteurs elle paye des intérêts sur les obligations qu'elle a émises. Une partie du risque est donc transférée à ceux qui ont acheté ces obligations (souvent des fonds de pension). Ces titres peuvent être assurés avec des polices appelées "credit default swaps". De cette manière, une autre partie du risque est transférée aux assureurs. A chaque passage, quelqu'un gagne. La réalité est que tout le monde court un risque, mais l'illusion d'optique est que personne n'est engagé. Cela aboutira à des prêts quasiment à n'importe qui, comme dans le cas des hypothèques "Ninja", qui ne représentent aucun revenu, aucun travail ou actif, accordées à des personnes sans travail, revenu ni autre bien. Et cela entraînera de véritables escroqueries» (7).*

A la lecture de ce qu'écrivait le journaliste ainsi que beaucoup d'autres spécialistes de l'économie et de la finance, on voit que les bourgeois sont tout-à-fait capables de comprendre les effets de certaines «politiques», qu'elles soient mises en œuvre par l'État ou par les banques. Ce qu'ils ne peuvent pas comprendre, c'est la cause profonde des crises capitalistes; et ils ne pourront jamais le comprendre parce que cela impliquerait d'abandonner leur appartenance à la classe dirigeante et la défense du mode de production capitaliste dont ils tirent tous leurs privilèges de classe.

Cette cause profonde est le mode de production capitaliste qui, dans son mouvement historique, ne peut se réformer et faire disparaître les causes de ses crises. Les bourgeois d'aujourd'hui, bien que «éclairés», sont en réalité beaucoup plus hypocrites que les représentants classiques de la bourgeoisie au XIXe siècle, les David Ricardo, James Mill,

etc.; ils peuvent tout au plus enregistrer les phénomènes contradictoires de l'économie capitaliste, et donc de la société bourgeoise, mais leur attachement aux fondements de cette société – propriété privée, appropriation privée de la production sociale, production, reproduction et valorisation du capital, course féroce au profit etc. – les empêchent de tirer les conclusions auxquelles le marxisme est arrivé: le développement des forces productives par le capitalisme lui-même, se heurte aux rapports de production et de développement sociaux bourgeois, provoquant périodiquement des crises économiques et sociales toujours plus profondes et plus étendues.

L'éclatement et l'aggravation de la crise financière et économique de 2007-2008 qui a conduit à la faillite de nombreuses banques, dont la plus retentissante a été celle de Lehman Brothers, a conduit les différents États (États-Unis, Grande Bretagne, France, Suisse, Allemagne, Italie, etc.) à intervenir directement à la rescousse de leurs systèmes bancaires nationaux. Nous avons écrit à propos de la dite «Union européenne»: «Compte tenu de sa gravité, la crise ne peut que raviver tous les antagonismes nationaux existant dans ce cartel d'États qui constitue l'Europe, rendant problématique toute action commune d'une certaine ampleur.

*Cette incapacité des Européens à décider d'une action commune a contribué à l'affaiblissement de la monnaie unique, l'euro, par rapport au dollar et au yen; ainsi, la fragilité de la soi-disant "construction européenne" et l'impossibilité insurmontable de l'Europe de se présenter comme un rival potentiel par rapport aux États-Unis sur la scène mondiale se manifestent de manière frappante. Si un rival émerge dans un avenir proche, il ne pourra s'agir que d'un État, et non d'un cartel d'États, économiquement aussi fort et historiquement poussé à rivaliser sur le marché mondial avec les plus grandes puissances impérialistes existantes, en premier lieu les États-Unis d'Amérique, comme un pôle d'attraction vital pour d'autres pays, comme cela a été le cas avec l'Allemagne dans les années 1930» (8).*

Le fait que les États-Unis aient pu se relever de la crise avant les pays européens n'est pas seule-

ment dû à leur pouvoir économique et financier, mais également au fait que ce pouvoir économique et financier est représenté par un seul État centralisé.

Le continent européen a vu le capitalisme naître et se développer; il a vu aussi les divers pays capitalistes devenir, au travers d'un «développement inégal et combiné» y compris dans le temps, des puissances impérialistes rivales les unes des autres. Cette rivalité n'a cependant pas empêché, comme cela se produit entre entreprises et trusts, que certaines d'entre elles – à la suite d'une concordance d'intérêts plus ou moins temporaire – ont formé des alliances et des cartels.

Pendant une longue période, après la fin de la Seconde Guerre mondiale, les seuls pôles d'attraction internationaux ont été les États-Unis d'Amérique et la Russie (seuls véritables vainqueurs de la guerre); ils se sont partagé le contrôle du monde sur les plans politique, militaire et militaire, construisant autour d'eux des groupes de pays alliés, soumis en fait à une dépendance économique et militaire, puis politique. Cette situation a duré une trentaine d'années, jusqu'à l'éclatement de la première grande crise capitaliste mondiale qui, en 1975, a frappé en même temps les pays occidentaux et le Japon.

Les effets, bien que «retardés», de cette crise ont été ressentis aussi dans le soi-disant «camp socialiste» sous le contrôle de la Russie. Ils y ont développé inexorablement, au travers du prétendu «rideau de fer», les facteurs de crise qui déchireront – à travers les antagonismes nationaux typiques des pays capitalistes (faussement appelés «socialistes» depuis cinquante ans) – le cartel d'États dominés par Moscou, remettant en pleine lumière ce que la contre-révolution stalinienne et post-stalinienne avait voilé pendant tant d'années: en URSS, comme dans tous ses pays satellites, il n'y a jamais eu de «construction du socialisme», encore moins sa «réalisation», mais un capitalisme pur, impitoyable, féroce et agressif qui, en l'espace de cinquante ans, a tenté de brûler les étapes de son développement pour rivaliser avec les plus grandes puissances impérialistes du monde.

La crise de 1975 a marqué la fin du cycle d'expansion du capitalisme

d'après-guerre mené par les puissances impérialistes qui s'étaient affrontées au cours de la Seconde Guerre mondiale; mais elle a entraîné en même temps la formation de facteurs de crise plus profonds. En s'élargissant le marché est capable d'absorber des quantités de biens et de capitaux supplémentaires; mais la production se révèle toujours rapidement quantitativement supérieure aux capacités d'absorption du marché. Bien que la crise supprime d'importantes quantités de marchandises et de capital et que cette destruction constitue le point de départ de cycles productifs ultérieurs, le marché ne peut arriver à équilibrer les contradictions congénitales du capitalisme.

En surmontant sur le mode capitaliste une période de crise, la bourgeoisie se retrouve inévitablement au bout de quelques années face aux mêmes facteurs qui ont conduit à la précédente crise de surproduction; il lui faut donc affronter des crises qui tendent à devenir de plus en plus graves, jusqu'à passer des guerres commerciales, monétaires et financières à la guerre tout court qui seule peut détruire une quantité suffisante de marchandises, de moyens de production et de capitaux qui encombrant les marchés. La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens, par des moyens militaires; c'est par la guerre que les bourgeoisies dirigeantes les plus puissantes du monde se partagent pour la énième fois le marché mondial.

Au cours de la deuxième période d'expansion impérialiste d'après-guerre, les bourgeoisies du monde ne purent que suivre les lignes classiques du développement du capitalisme et de ses crises, à savoir l'intensification de l'exploitation des marchés existants et l'ouverture de nouveaux marchés et nouveaux pôles de concentration capitaliste, ne cessant jamais de se heurter les unes aux autres, avec des armes financières de plus en plus sophistiquées et des armées de plus en plus puissantes.

Le développement inégal du capitalisme, thèse désormais acceptée par la bourgeoisie, ne signifie pas que le développement du capitalisme dans tous les secteurs de l'activité économique, commerciale et financière concerne essentiellement les premiers pays capitalistes de

l'histoire. Il était inévitable que l'ouverture de nouveaux marchés entraîne un développement capitaliste, même dans les pays qui, historiquement, étaient arrivés tardivement à la transformation de leur économie d'un système économique précapitaliste en un système économique capitaliste. Le développement capitaliste mondial implique que tôt ou tard le nombre de protagonistes de la concurrence internationale augmente; c'est le cas en particulier des pays qui possèdent des quantités considérables de matières premières nécessaires à la production capitaliste, comme par exemple le pétrole et le gaz naturel. Les rivalités s'accroissent ainsi non seulement entre les grands pays capitalistes les plus anciens, mais aussi par rapport à des pays plus faibles, mais qui jouent un rôle de puissance dans leur environnement.

Jusqu'à la fin du XIXe siècle, une seule grande puissance capitaliste dominait le monde: le Royaume-Uni. Mais à côté de cette domination, d'autres puissances émergent et devinrent de dangereux concurrents: l'Allemagne, les États-Unis, la France. A l'occasion de la Première Guerre mondiale, les États-Unis dépassèrent le Royaume-Uni, les autres puissances européennes et le Japon, qui était entre-temps apparu comme une puissance montante en Extrême-Orient. Avec la deuxième guerre impérialiste, les États-Unis d'Amérique ont définitivement pris la place occupée par la Grande-Bretagne au XIXe siècle et ils se sont affirmés comme la première puissance impérialiste au monde.

Indiscutablement, les États-Unis sont toujours la première économie mondiale: toutes les données le confirment. Mais cela ne fait plus d'eux, comme lors des trente années qui ont suivi la dernière guerre mondiale, une puissance impérialiste capable de contrôler et d'influencer directement tous les marchés, tous les continents, toutes les régions. Au cours des décennies qui ont suivi 1975, la montée irrésistible d'économies fortes comme l'Allemagne ou le Japon, a été suivie par celle des puissances pétrolières et surtout par la Chine et d'autres pays «émergents».

Cela a contraint dans une certaine mesure les États-Unis à sélectionner les régions du monde où lesquels ils peuvent assumer des inter-

## Dix ans après

ventions directes ou indirectes, et celles où ils s'abstiennent d'intervenir, laissant ainsi la place à l'intervention des autres pays impérialistes concurrents, en attendant de voir les conséquences des crises et des affrontements régionaux.

Les États-Unis ne veulent ni ne peuvent plus jouer partout les gendarmes du capitalisme mondial. La concurrence économique, financière, politique et militaire mondiale fait que la plus grande économie mondiale n'a plus la capacité de soutenir l'engagement financier et le contrôle que nécessiteraient les activités et les initiatives des autres puissances impérialistes.

Comme il est normal dans la société bourgeoise, face à un changement profond d'intérêts et de situations, les alliés d'hier peuvent devenir les ennemis d'aujourd'hui ou de demain et, inversement, les ennemis d'hier peuvent devenir les amis ou les alliés d'aujourd'hui et de demain. En temps de paix et de guerre, on ne dit absolument pas que les pays restent des alliés ou des ennemis tels qu'ils étaient ou étaient auparavant.

Ce qu'affirme le Manifeste communiste de 1848 reste toujours d'actualité :

*«La bourgeoisie est toujours en lutte; d'abord contre l'aristocratie, plus tard contre les membres de la même bourgeoisie dont les intérêts sont en opposition avec le progrès de l'industrie, et toujours contre la bourgeoisie de tous les pays étrangers».*

A l'appui de cette thèse, on peut citer la concurrence entre les factions bourgeoises d'un même secteur industriel, financier ou commercial, la rivalité des États, de sorte qu'il y a une lutte non seulement au niveau politique, mais aussi militaire. Mais plus la concurrence s'aggrave, plus les domaines du «libre-échange» se restreignent, et plus les politiques protectionnistes s'imposent, peu importe qu'elles soient déclarées ouvertement pour ce qu'elles sont – comme le fait Trump – ou qu'elles soient masquées derrière discours de «concurrence loyale», des accords commerciaux avec des pénalités si les accords signés ne sont pas respectés, etc.

Au début de ce siècle, en 2002, la Russie, la Chine et l'Inde se sont engagées dans un processus de collaboration, jetant les bases de ce

qui allait devenir le groupe de pays dits «BRICS»: outre la Russie, l'Inde et la Chine, le Brésil et l'Afrique du Sud. Il se constituait ainsi un nouveau regroupement géo-économique – en plus de ceux existant déjà: Union européenne, Mercosur, pays du Nafta, OCS et d'autres (9) – mais avec une différence non secondaire: les BRICS, appartenant à des continents différents, n'ont pas de continuité territoriale, comme dans les cas mentionnés ci-dessus; et cette discontinuité territoriale est un obstacle sur la création d'un marché unique de la zone.

Ceci n'empêche pas que ces alliances et les accords qui en découlent facilitent les échanges et les diverses activités économiques entre les pays membres; constituant des *entités de marché* qui appliquent en leur sein les mêmes règles et principes ces regroupements peuvent donc se présenter à la fois comme des pôles d'attraction du capital et, parallèlement, comme des zones à défendre contre l'agression capitaliste d'autres États ou d'autres «marchés». Comme nous l'avons dit, bien que les différents États bourgeois signent des accords et organisent des liens précis avec leurs alliés, rien ne garantit que dans certaines situations de crise, ces accords ne soient tout bonnement déchirés et reniés.

Les initiatives de l'administration américaine dirigée par Trump, notamment en matière de tarifs douaniers, sont une démonstration supplémentaire que, malgré la «mondialisation», le capitalisme a toujours des racines nationales protégées par les États nationaux respectifs. Les rapports de puissance entre pays reposent sur la force de l'économie nationale de chacun d'entre eux.

Forts de cette réalité, les dirigeants des grandes puissances impérialistes peuvent s'imaginer qu'il est possible de trouver des solutions diplomatiques pour atténuer les coups portés par les pays concurrents; mais ils doivent nécessairement répondre aux intérêts du capitalisme national qu'il leur faut défendre non seulement en termes de parts du marché mondial et de valorisation des capitaux nationaux, mais aussi par des actions **préventives** vis-à-vis des crises à venir. Et ces actions préventives consistent d'une part à imposer avec toute leur

force économique, politique ou militaire, de nouvelles règles et de nouveaux accords; et d'autre part à renforcer constamment les armements disponibles parce que la guerre, non seulement locale ou régionale, mais mondiale, est toujours à l'horizon.

Le capitalisme, avec son développement international, a tendance à franchir aux niveaux industriel, commercial et financier, toutes les frontières aussi rapidement et aussi largement que tout autre obstacle pour battre la concurrence; chaque État national tend à pénétrer économiquement et politiquement autant que possible à l'intérieur des autres pays, tout en empêchant son territoire national de devenir une réserve de chasse pour d'autres puissances économiques, que ce soit des institutions bancaires et de crédit, des industries ou des États.

La bourgeoisie ne réussira jamais à échapper à cette contradiction; c'est aussi pourquoi la classe dirigeante bourgeoise doit mobiliser les autres classes de la société, et en particulier le prolétariat, la classe dont le travail salarié fournit sa plus-value et, par conséquent, ses bénéfices, en plus d'être la classe la plus nombreuse. Cette mobilisation est nécessaire, car seule la collaboration de classes lui permet d'obtenir au sein du pays une compacité sociale lui permettant d'organiser toute la vie sociale, en l'orientant uniquement vers la défense des intérêts capitalistes et impérialistes qu'elle représente, en temps de paix comme en temps de guerre. Et c'est précisément au niveau de la collaboration des classes ou de l'antagonisme de classe que la bourgeoisie et le prolétariat jouent leur destin.

Malgré la collaboration entre les classes que la bourgeoisie entretient constamment par tous les moyens, l'antagonisme de classe issu du mode de production capitaliste lui-même est toujours présent.

La collaboration entre les classes ne fait pas disparaître l'exploitation du travail salarié; les contradictions inhérentes au capitalisme lui-même ne peuvent pas disparaître parce qu'elles sont engendrées par les rapports de production et la propriété bourgeoise qui font obstacle au développement des forces productives.

La collaboration entre les classes ne fait pas disparaître les clas-

ses, les différences de classes ou, comme disent les médias bourgeois, les inégalités sociales; elles sont cachées, déformées, camouflées. C'est pure propagande bourgeoise que la lutte pour la liberté, l'égalité et la fraternité est couronnée de succès grâce au développement économique et à la volonté politique que la démocratie mettrait entre les mains de l'électeur afin de réaliser l'harmonie sociale dans laquelle chacun pourrait satisfaire ses besoins et ses désirs.

La force objective du mode de production capitaliste, qui repose sur l'exploitation de plus en plus intense du travail salarié ainsi que sur la production et la reproduction du capital, remet constamment en question toute aspiration d'égalité et de fraternité: la société moderne est divisée en classes antagonistes – la classe bourgeoise dominante et la classe prolétarienne dominée. Les intérêts communs, en tant que classes sociales et non en tant qu'individus, n'existent pas. La lutte des classes, même si elle peut être atténuée dans les périodes d'expansion capitaliste grâce aux amortisseurs sociaux, n'est peut-être pas menée par la classe prolétarienne contre la classe bourgeoise; mais elle est assurément menée constamment par la classe bourgeoise contre la classe prolétarienne en termes d'exploitation, de licenciements, de chômage, de concurrence entre prolétaires.

La lutte entre les classes ne connaît pas de répit; même quand le prolétariat n'a pas la force de lutter avec ses moyens et ses méthodes classiste, la bourgeoisie ne cesse jamais de lutter contre le prolétariat. L'affrontement entre les classes connaît des stades divers mais il débouche inévitablement à un certain point sur la lutte révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie pour la conquête du pouvoir politique, l'instauration de la dictature du prolétariat et la transformation économique de la société dans le monde entier.

Marx affirme dans une fameuse lettre à J. Weydemayer que ce n'est pas lui qui a «découvert» l'antagonisme et la lutte entre les classes:

*«Maintenant, en ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société moderne, pas plus que la lutte qu'elles s'y livrent. Des histo-*

*riens bourgeois avaient exposé bien avant moi l'évolution historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient décrit l'anatomie économique. Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est:*

*1 de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases historiques déterminées du développement de la production ;*

*2 que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat ;*

*3 que cette dictature elle-même ne représente qu'une transition vers l'abolition de toutes les classes et vers une société sans classes».* (10).

C'est le processus de développement de la production qui est à la base de la formation et de l'existence des classes. La classe bourgeoise ne peut apparaître qu'à une certaine étape du développement historique de la production sociale, caractérisée par l'expansion des marchés et le développement continu de la production industrielle: l'économie capitaliste de marché repose sur l'accumulation de capital, sa production et sa reproduction par le travail salarié. C'est ce développement économique et social lui-même qui produit la lutte des classes et qui, provoquant des crises toujours plus catastrophiques, pose historiquement le problème d'une révolution totale dans laquelle la dictature du capital, la dictature de la classe bourgeoise, est supprimée: à sa place s'instaure la dictature du prolétariat, seule classe qui, n'ayant rien à défendre dans cette société, est le porteur d'une organisation sociale qui n'est plus divisée en classes opposées, d'une société sans classes et, partant, d'un mode de production centrée sur les besoins des hommes et non ceux du capital.

Les crises ont tendance à se répéter et à non à disparaître au cours du développement du capitalisme, à devenir de plus en plus graves et catastrophiques. En s'emparant de l'ensemble du globe planétaire et en créant de nouveaux marchés, le capitalisme n'a fait en réalité que renforcer les facteurs de crises qui, en dernière analyse, sont toujours la surproduction des marchandises, bien que, comme lors de la crise de 2007-2008, elles peuvent apparaître au départ comme des crises financières. Et ce sont les «experts» bour-

geois eux-mêmes qui s'inquiètent que la crise réapparaisse à brève échéance, en redoutant que les leçons nécessaires n'aient pas été tirées des crises précédentes.

Par exemple, Gordon Brown, le successeur du premier ministre britannique Tony Blair, dont le gouvernement a été plongé dans le séisme financier mondial provoqué par la faillite de Lehman Brothers, déclare exactement 10 ans après ces événements: *«Nous sommes dans un monde sans direction et je crois que la prochaine crise est imminente et que, lorsqu'elle arrivera, nous nous rendrons compte que nous n'avons aucune marge de manœuvre budgétaire ou monétaire, ni la volonté de réagir. (...) Mais ce qui est peut-être le plus inquiétant, c'est que nous n'aurons même pas la coopération internationale nécessaire»* pour sortir de l'hypothétique nouveau trou noir financier. D'où l'image du somnambulisme: *«J'ai le sentiment que nous marchons comme un somnambule vers une nouvelle crise»*. En 2008, des *«mesures d'urgence coordonnées»* avaient été adoptées car, selon Gordon Brown, il existait une *«confiance»* entre les différents gouvernements et les autorités de régulation; tandis qu'aujourd'hui, insiste-t-il, *«en plein désaccord sur le changement climatique ou sur les accords nucléaires, il n'y a plus d'esprit de coopération, mais seulement des divisions et du protectionnisme. Et je crains de ne voir face à une nouvelle crise que des nations qui essaieront mutuellement de se rejeter la faute»* (11).

L'incapacité de la bourgeoisie à résoudre les crises capitalistes est démontrée par le fait que les moyens adoptés ne sont que de nouvelles règles, de nouvelles réformes pour mieux contrôler l'activité bancaire et financière.

Comme nous l'écrivions en 2008, la bourgeoisie ne peut comprendre que *«c'est le mécanisme fondamental de la production capitaliste, sa structure économique, qui provoque inévitablement des crises de plus en plus violentes jusqu'à ce qu'il n'y ait plus d'autre perspective qu'une nouvelle guerre mondiale visant à détruire les forces productives en surabondance et recommencer un nouveau cycle d'accumulation – à moins que la révolution prolétarienne renverse le ca-*

## Dix ans après

pitalisme» (12).

Il n'en reste pas moins que le capitalisme ultra-développé de ce siècle, par le biais de l'intervention de l'État dans l'économie – ce qui n'est pas nouveau, car le fascisme l'avait déjà fait à son époque, de même que Roosevelt en Amérique – «a réussi jusqu'à présent à freiner la crise, de l'amortir et d'en différer les conséquences» (13).

Mais la bourgeoisie ne réussira pas éternellement à repousser dans le temps la crise du capitalisme; et il est encore moins possible de se leurrer en imaginant que la décadence du capitalisme le mène progressivement à la mort, à l'autodestruction.

Aucune société de classes ne se suicide, la société bourgeoise pas plus qu'une autre. Comme l'avertissait Trotsky, plus la défaite générale provoquée par la révolution prolétarienne devient un fait, plus la bourgeoisie décuple ses forces pour résister et reprendre le pouvoir que la révolution prolétarienne lui a enlevé. C'est pourquoi Marx n'a cessé de répéter que la lutte de classe du prolétariat a comme perspective historique la conquête effective du pouvoir politique et sa dictature de classe. Pour renverser et mettre définitivement fin au capitalisme, il faut la révolution prolétarienne et la dictature de classe, exercée et dirigée par le parti de classe.

Toutes les autres voies ne mènent qu'à la restauration du pouvoir bourgeois et à la revitalisation du mode de production capitaliste.

---

(1) Cf *Il Fatto Quotidiano*,

15.9.2018.

(2) Ibidem.

(3) Cf Le Capital, Livre Trois, chap. XXVII, «Rôle du crédit dans la production du capitalisme», note de F. Engels insérée dans le texte. On sait que c'est grâce à la mise en ordre, la réécriture voire l'achèvement des cahiers écrit par Marx entre 1864 et 1865, par Engels qu'a pu paraître le troisième livre du Capital en 1894. Cf [https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-III/kmcap3\\_26.htm](https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-III/kmcap3_26.htm)

(4) Cf K. Marx, Le Capital, Livre Trois, op. cit.

(5) Cf la note de F. Engels dans ce même chapitre.

(6) *Il Fatto Quotidiano*, Ibidem

(7) Ibid..

(8) Cf: «Malgré ses crises, le capitalisme ne s'effondrera que sous les coups de la lutte prolétarienne» *Le Prolétaire* n° 490, août-octobre 2008.

(9) L'Union européenne, créée en 1993, remplace les anciennes organisations communautaires (CECA de 1951, CEE et Euratom de 1957) et, compte tenu des multiples adhésions au fil des ans, a regroupé 28 pays, est restée à la suite de Décision de Londres de séparer le Royaume-Uni de l'Union européenne, sur 27: outre les six pays fondateurs de l'Europe occidentale - la Belgique, la France, la République fédérale d'Allemagne, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas, ils ont progressivement adhéré 2013, Danemark, Irlande, Royaume-Uni, Grèce, Espagne, Portugal, Autriche, Finlande, Suède, Chypre, Estonie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie, Hongrie, Bulgarie, Roumanie et Croatie. Dans l'Union euro-

péenne, en 1999, une Union économique et monétaire européenne a été créée (en bref, la zone euro) composée de 11 pays (Autriche, Belgique, France, Allemagne, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal et Espagne). ) qui ont précisément adopté l'euro en tant que monnaie unique. Le Mercosur (Marché commun du Sud), créé en 1991, considère comme membres effectifs les pays suivants d'Amérique du Sud: Argentine, Bolivie, Brésil, Paraguay, Uruguay et Venezuela; et considère comme pays associés: le Chili, la Colombie, l'Équateur, la Guyana, le Pérou et le Suriname. L'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain) réunit les trois pays d'Amérique du Nord, les États-Unis, le Canada et le Mexique, qui ont signé en 1992-1994 un accord de libre-échange. L'OCS, ou même l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai, Organisation de coopération de Shanghai) a été créée à Shanghai en 2001 et comprend la Chine, la Russie et 4 pays d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan et Tadjikistan). L'objectif principal de faire face au "terrorisme" dans les zones frontalières respectives - c'était l'époque d'Al-Qaïda et de l'attaque contre les Twin Towers à New York - mais s'est ensuite étendu à la coopération économique, notamment en matière d'énergie.

(10) Marx à Joseph Weydemeyer, 5 mars 1852. <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1852/03/km18520305.htm>

(11) Cf *Il Messaggero*, 13.9.2018.

(12) Cf. «Malgré ses crises...», op. cit.

(13) Ibidem.

# Russie et révolution dans la théorie marxiste

## Première partie

### Révolution européenne et aire «Grand-Slave» (2)

#### 26. LES CRITÈRES DU MATÉRIALISME HISTORIQUE

S'il ne s'agit pas de comparer en jouant sur des définitions terminologiques formelles et des «catégories» absolues, la culture collective du sol par des groupes qui existait encore en Russie à l'époque moderne, avec l'exigence prolétarienne de conduire de façon communiste la production des biens manufacturés et des denrées agricoles; mais si l'on veut au contraire appliquer correctement la dialectique matérialiste, il faut se demander quelles étaient les conditions du milieu physique et du développement des rameaux de l'espèce humaine qui ont déterminé ce type particulier d'organisation rurale de la société, distinct de tous les autres.

Ce n'est pas le hasard, ce ne sont pas les commandements mystérieux de divinités tutélaires de certaines souches humaines, ce ne sont pas d'indéfinissables traits particuliers présents dans le sang et se transmettant au sein de groupes ethniques isolés, qui expliquent les causes de la diversité des rapports sociaux apparus sur l'arrière-fond commun d'une économie productive à prépondérance agricole, à l'exemple des États de l'antiquité classique méditerranéenne culminant dans l'empire romain, puis dans l'organisation féodale propre aux peuples germaniques qui se répandirent dans l'Europe centrale et continentale du Nord et enfin dans l'organisation originelle (celle qui nous intéresse ici) des habitants du domaine grand-slave.

Nous n'avons pas l'intention de développer une analyse spécifique avec des matériaux complets, mais seulement de rappeler les concepts de base en vue de la meilleure compréhension possible.

Dans ces trois systèmes historiques nous avons, à des stades chronologiques différents, des points de départ communs qui s'érigent sur la base de l'état sauvage des races humaines: l'état barbare inférieur et supérieur, le passage du nomadisme traditionnel des groupes qui ne connaissent pas d'autres activités productives que la pêche, la chasse, la cueillette des fruits spontanément produits par la végétation, aux premiers établissements des hommes sur des emplacements fixes, avec la naissance de l'élevage puis de la culture de la terre selon les cycles agricoles. Selon notre conception, les éléments concernant les conditions matérielles doivent suffire à expliquer les différentes évolutions des types d'organisme social.

Un premier élément est le climat plus ou moins hospitalier et propice à la vie et à la reproduction de l'espèce. Un deuxième, la nature géologico-chimique de la terre et son aptitude à produire dans des temps donnés des aliments et des denrées en nombre suffisant. Un troisième, le nombre et la croissance de la population par rapport à la terre dont elle dispose.

En fait la culture de la terre à des fins productives agricoles n'est pas la première activité productive humaine. Les sauvages connaissaient déjà la fabrication des outils nécessaires à la pêche, la chasse, la guerre avant de connaître la fabrication de ceux qui servent à cultiver la terre. Quand les peuples nomades, même à des époques relativement récentes, s'en vont piller d'autres communautés organisées, il leur faut savoir construire leurs moyens de transport: chars, pi-

rogues, bateaux et la même chose vaut pour les nombreux exemples de peuples commerçants primitifs. Nous avons donc une production d'objets manufacturés avant d'avoir une production de denrées agricoles. Mais comme nous nous intéressons au passage des premières formes historiques jusqu'à la fin de la barbarie, il n'empêche que les formes de production qui nous intéressent, ainsi que les superstructures sociales puis politiques correspondantes, reposent sur la culture et l'exploitation de la terre. Il nous faut montrer comment sur cette base les diverses conditions du milieu déterminent les différents types d'organisation et de cycles d'évolution. Ceci en tenant toujours compte de cette donnée parfaitement quantitative qui est le rapport entre le nombre de ceux qui composent le groupe humain et la superficie de terre utilisable.

Sous cet aspect les trois types que nous avons rappelés dans ce schéma sommaire se distinguent nettement. Le domaine méditerranéen connaît un climat particulièrement doux sans extrêmes météorologiques, particulièrement sur les côtes des péninsules septentrionales (Asie Mineure, Grèce, Italie), très favorable à la vie des premiers hommes et à la croissance des populations, à l'abri des fortes oscillations climatiques et d'autres causes de destructions. L'origine géologique des sols, avec les dépôts sédimentaires, les soulèvements, l'activité volcanique, les ont rendus chimiquement fertiles et propices à toute végétation, flore et faune. La configuration des terres, des mers et des golfes facilite les communications. De mille façons et pendant des millénaires, les groupes qui atteignirent les rives de cette

## Russie et révolution

heureuse mer intérieure tendirent à s'y établir de façon permanente et leur population y augmenta sans cesse.

Ces conditions, présentes de façon analogue sur d'autres mers de la zone tempérée de la planète – la mer de Chine, d'Indochine, le golfe du Mexique –, ont de manière générale rendu plus rapide l'apparition de so-

ciétés très avancées du point de vue de la technique productive et de ce qui en découle, à savoir ce que nous appelons la civilisation.

Sur cette trame de conditions physiques et statistiques s'édifie rapidement un type très évolué d'organisation productive qui va des républiques grecques à la puissante organisation de l'empire romain.

### 27. AGRICULTURE STABLE ET FORMES POLITIQUES

Dans l'ABC du matérialisme historique se trouve l'observation évidente selon laquelle le nomadisme ne peut laisser la place à l'exploitation périodique d'une même superficie de terre suffisamment fertile, que lorsqu'existe une sécurité complète du séjour des travailleurs-consommateurs, depuis le temps des semailles jusqu'à celui de la récolte. La répétition en un même lieu du même cycle pendant plusieurs années, pratiquement pendant une période indéfinie, est d'autre part conditionnée par la possibilité de maintenir une fertilité et un rendement permanents de la terre «vierge», qui était dépositaire lors du premier défrichement d'une masse de substances organiques accumulées depuis longtemps. Cela est possible quand le nombre des hommes qu'elle doit nourrir n'est pas trop élevé et quand la technique agricole est suffisamment efficace. Si ces conditions font défaut, la population en question devra quitter les lieux ou dépérir. Le nomadisme recommencera alors, comme dans les fabuleuses histoires des peuples migrants.

Les obstacles à l'établissement d'une tribu «colonisatrice» peuvent être dus à des causes géologiques, des changements climatiques, des cataclysmes, une faune de bêtes sauvages, la disparition d'espèces animales utiles, etc.

C'est un long drame, que nous schématisons ici à l'extrême, que celui du passage des hordes nomades aux établissements sédentaires.

Dans son ouvrage classique sur l'origine de la famille, de la propriété et de l'État, où nous avons tant de fois puisé (voir entre autres les comptes rendus de la réunion de Trieste) (1), Engels donne la preuve que les premières *gens* stables n'ont pas eu besoin de propriété divisée de la terre, et que par conséquent elles ne connaissaient ni famille ni État.

C'est le fameux communisme primitif de la terre qui était évidemment

conditionné par les exigences physico-naturelles indiquées, ainsi que par une exigence sociale: les autres *gens* communistes devaient être assez éloignées pour que sur le territoire occupé il n'y ait pas de disputes au sujet des produits et des habitants. Dans une société de ce type tous les membres consommaient en commun ce qu'ils avaient produit en commun; il n'y avait donc pas de classes sociales, et il n'y avait pas d'État puisque c'est une notion de base pour nous qu'il y a État dès qu'il y a organe pour la domination d'une classe sur l'autre.

Cela ne signifie pas qu'il n'y avait absolument pas de division des tâches ni de hiérarchie. Si nous remontons même à la période antérieure à la sédentarisation de la horde errante, il est clair que le groupe de nomades pêcheurs, chasseurs, et même déjà pasteurs, ou carrément pillards de tribus et peuples sédentaires, ne pouvait pas ne pas avoir un *pilote* pour choisir les routes, de ce point de vue un expert en chef, qui ne pouvait pas être un simple doyen ou doyenne du groupe, en raison de la partie physique de ses fonctions. Nous disons cela parce qu'il n'est pas nécessaire d'idéaliser outre mesure un prétendu «âge d'or» pour critiquer la hiérarchie sociale moderne. Ce qui est important, c'est la thèse selon laquelle la famille, l'État, la propriété individuelle de la terre, ne sont pas des données éternelles, mais

### 28. FORME GERMANIQUE ET RÉVOLUTION CHRÉTIENNE

Les forces dissolvantes de cette organisation immense furent d'une part, sur le plan intérieur, la révolution des esclaves – qui se drapa dans l'idéologie chrétienne de l'égalité morale entre les hommes et de l'interdiction de posséder des êtres humains – et les oppositions entre la classe des riches propriétaires fonciers et mobiliers et celle des colons

des faits historiques contingents; il est possible de vivre de la culture de la terre sans avoir besoin de la fractionner en possessions familiales autonomes, dans les limites desquelles se déroule le travail, la récolte et la consommation des produits.

Les conditions de stabilité et de sécurité sont donc nécessaires, et historiquement – c'est là où nous voulons en venir – elles trouvent des solutions très diverses.

Bien vite dans l'histoire des civilisations humaines ce sont des solutions de force et donc des solutions d'État et de classe. Il nous faut donc voir quelles sont les formes organisées dans ces trois modèles – solution de facilité pour nous autres créateurs dilettantes comme on sait de schémas types! – que l'on peut appeler latin, germanique et slave.

Dans l'organisation romaine, le paysan qui travaille la terre est défendu contre les envahisseurs et les pillages par une milice d'État permanente. Mais, si nous laissons de côté pour le moment les esclaves, présents surtout dans les villes et les terres avoisinantes, le légionnaire et le paysan sont une seule et même personne. Au fur et à mesure que se développe le type d'organisation qui s'est établie dans le jardin méditerranéen, fleur de toutes les terres, il en résulte une augmentation de la population. L'empire s'étend à la périphérie sur des espaces habités par des peuples clairsemés, nomades, ou même sédentaires et libres; il attribue des terres à ses légionnaires qu'il transforme en colons; il éduque les indigènes et les oblige à vivre avec sa technique et son «droit» foncier qui permet de *vivre plus à l'étroit*. Telle est la forme productive agraire latine classique, base suffisante, quand existent la stabilité et la force politique, pour une gamme très riche d'autres activités humaines, reposant cependant sur le travail sous-rémunéré de la classe des esclaves.

libres; et d'autre part la pression des «barbares» qui après avoir été refoulés au-delà des frontières, se remettaient en mouvement par suite de leur croissance démographique et de l'insuffisance tant qualitative que quantitative de leurs lieux d'habitations traditionnels, à quoi s'ajoutait la «contagion» par des besoins et des appétits plus grands transmis aux

marges de l'Empire d'Occident et d'Orient. Ces peuples tendaient à un autre type d'organisation stable sur la terre qui est l'embryon de l'organisation féodale à laquelle Rome dut par la suite se soumettre.

Si la «civilisation» de nos adversaires était une valeur absolue, une comparaison entre le Moyen âge chrétien féodal et l'antiquité gréco-romaine prêterait beaucoup à discussion. La gamme des activités humaines techniques et même culturelles, paraît s'être réduite pendant de nombreux siècles, bien que la pensée bourgeoise moderne ait grossièrement exagéré à ce sujet. Les marxistes, qui n'ont pas de telles faiblesses, n'hésitent pas à voter pour le monde classique en ce qui concerne la philosophie, la science, l'art, le droit, et pour le monde chrétien en ce qui concerne la *dialectique sociale*. De ce point de vue, le heurt des hordes barbares et du Messie sémite, descendant d'une série d'autres grandes «civilisations», contre l'immense État de Rome, fut bel et bien une révolution.

Les peuples du centre-nord de l'Europe se trouvent dans des conditions bien différentes. Un climat rigoureux qui se prête sans doute à la pêche et à la chasse, mais qui est beaucoup plus défavorable que le climat méditerranéen à la végétation naturelle et à l'agriculture. Une étendue des espaces continentaux et un éloignement des côtes qui en dépit des cours d'eau contribuent à retarder les progrès de la technique productive et les communications. Si le climat n'est guère favorable, les terres ont cependant une fertilité satisfaisante parce que le colossal massif montagneux du centre assure aux plaines les eaux courantes et les sédiments chimiquement utiles. Des forêts s'étendent partout dans les plaines et les montagnes, et les espaces arides et steppes ne prédominent pas. Avant que l'homme n'arrive à le transformer au cours des siècles, ce milieu naturel ne permettait qu'une faible densité d'habitants et ne se prêtait guère à l'installation de la population assez peu importante dans des établissements fixes. Il était impossible d'arriver aux grandes agglomérations des rives chaudes de la Méditerranée (ou d'autres mers méridionales) et les tribus nomades s'installaient en général dans de petits villages.

La forme étatique qui succède ici

au communisme primitif originel ne prendra pas le caractère puissamment unitaire et central qui fut celui de l'Empire. Pour pouvoir travailler dans des établissements fixes, les groupes d'agriculteurs auront besoin d'une protection contre d'autres peuples et d'autres groupes encore nomades et très puissants. Ils seront sous la garde d'une classe d'hommes en armes ayant à leur tête le seigneur féodal, avec toute une ramification de petits pouvoirs, quasi étatiques. Sur ces derniers s'élèveront peu à peu, et de façons très diverses, des engrenages, toujours cellulaires et fédéralistes, qui ne tendront à faire renaître l'État unitaire, restaurateur en théorie du type juridique romain, qu'à l'époque bourgeoise, lorsque la production et l'économie agricoles ne seront plus fondamentales mais que l'économie manufacturière l'emportera.

Nous ne voulons pas nous étendre sur les différences entre ces deux types sociaux, qui sont tous deux des exemples d'organisation sédentaire d'une société agraire et qui, aux époques historiques qui leur correspondent, prennent appui sur un équipement technique et un outillage peu différents. Cependant la diversité de l'environnement et corollairement la

diversité de la croissance de la population et du développement de ces deux types, engendrèrent des caractéristiques très différentes dans les superstructures politiques: centralisme latin, fédéralisme germanique, esclavagisme latin, franchise-servitude germanique; armée étatique latine, petites milices nobles germaniques; paganisme latin, christianisme germanique; culte latin de la beauté et de la joie, culte médiéval du renoncement et de l'ascétisme.

Selon nous, pauvres matérialistes schématiques, toute cette danse des hautes valeurs de l'esprit a été déterminée par quelques *chiffres*: température, teneur en humidité, production géologique de potassium, de phosphate, d'azote en quantités données; degré de développement de la matière organique végétale et animale dans les mêmes conditions; effet de l'ensemble sur l'évolution de l'animal-homme quant à la durée de vie, probabilité de trouver de la nourriture et fécondité correspondante ainsi que rapport favorable en conséquence entre les facteurs de survie et de reproduction et les facteurs de stérilité et de mort, et ainsi de suite. Même si cela ne vous plaît pas, il en est ainsi Messieurs les bourgeois.

### 29. FORME SLAVE D'ORGANISATION DE LA TERRE

Après avoir brièvement distingué socialement et historiquement ce troisième type des deux autres, nous grefferons sur son étude la critique fondamentale d'Engels au sujet de la vitalité historique de la communauté agraire russe et de l'affirmation qu'elle puisse déboucher sur le socialisme tel que nous l'entendons, le communisme post-capitaliste.

Ce troisième domaine est plus continental et tourné vers l'intérieur par rapport au deuxième que ne l'était celui-ci par rapport au premier. Les étendues immenses situées entre des mers très lointaines ne bénéficient pas de la proximité de montagnes dignes de ce nom, de telle sorte que des hivers très rudes alternent avec des étés secs et torrides. La mer et le découpage de la croûte terrestre selon l'altitude sont les deux grands volants de régulation des cycles de la vie organique puis de la vie humaine; elle demanda au milieu ambiant, selon les époques, de la chaleur, mais pas trop, du froid, mais pas trop, un temps

sec, mais pas trop, un temps humide, mais pas trop. La réponse donnée par le milieu de notre troisième zone, la zone grand-slave, aux exigences tacites du bouillonnement de la chimie organique et de la poussée de la vie, est de manière générale: non!

A l'inverse de la situation méditerranéenne complètement différente – une mer au milieu de quantité de terres –, nous avons une terre immense et plate au milieu de nombreuses mers, si éloignées qu'il faudra de nombreux siècles pour savoir si elles communiquent entre elles et de quelle manière. Il suffit de cette morphologie, de cette simple topologie, pour expliquer la lenteur du développement – sans parler de la *physiologie*, comprise dans un sens non organique, de cette zone géographique.

Il est tout à fait inutile de nous étendre sur la description de la fertilité de la terre russe. Il nous faudra y revenir. A l'exception d'une façade de long de cette extrémité de la Méditerranée que constitue la Mer

## Russie et révolution

Noire, la fertilité y est minime et avec des économies locales naturelles seule une très faible densité de population y est possible.

Pendant longtemps cette steppe immense n'a pas connu de peuples sédentaires, mais seulement des passages continus de hordes de toutes espèces, attirées par les lointains mirages de l'ouest et même de l'est, reflux de deux palingénésies sociales si différentes.

Si ce peuple est jeune, c'est dans le sens où il n'a pu se sédentariser que récemment; il a passé beaucoup plus de temps à parcourir le chemin que les peuples antiques avaient autrefois suivi en brûlant les étapes.

Il est bien connu qu'à la date de 1875, une étude de la structure de cette zone ne permettait pas d'y déceler des formes capitalistes – qui au contraire apparaîtront en plein développement à la lumière d'une étude de 1954 (2); mais nous ne parviendrons pas non plus à y constater le passage de formes historiques analogues à la forme féodale germanique, pas plus que nous n'avions trouvé dans l'Europe centrale, avant le féodalisme, des formes similaires à celles du type classique.

Nous sommes donc en présence d'une troisième **voie historique** (européenne) de sortie de la barbarie et de formation d'une société sédentaire et d'un État.

Alors que dans la zone méditerranéenne nous ne trouvons pas de vestiges historiques d'un communisme initial (bien que nous soyons convaincus que cette phase a existé partout) et que nous en trouvons au contraire de fréquents dans la zone centro-européenne – y compris transcrites dans certaines formes et certaines institutions particulières du droit germanique existant dans les codes en vigueur –, dans l'aire slave nous sommes en présence d'une forme où prédomine la communauté de village, bien que déjà impure, qui n'a évolué que depuis peu en propriété familiale.

Mais il y a une autre grande différence. Nous sommes en présence également, si l'on peut dire, du nomadisme; il existe aux confins de l'Iran, de l'Afghanistan et du Tibet des peuples qui n'ont pas encore de résidence fixe, qui ne cultivent pas la terre mais tout au plus élèvent du bétail.

Les conditions différentes du milieu physique différents ont donc

donné aux phases d'organisation humaine un développement plus lent étant donné qu'il est certain que l'apparition de l'espèce humaine dans ces zones eurasiatiques est parmi les plus anciennes.

La constitution d'une organisation sociale sous la tutelle du village de cultivateurs sur son territoire, survenue là où il était en contact avec les villages européens plus avancés a donc eu des caractéristiques originales, qui ne sont pas celles latine ou germaniques. Elles ont quelque chose du centralisme étatique militaire, quelque chose du caractère centrifuge de la noblesse féodale et une certaine analogie avec la forme asiatico-indienne dont nous ne nous sommes pas encore occupés.

Dans cette dernière, à un réseau de villages communistes, se superpose le pouvoir armé d'un satrape, monarque ou despote, qui contrôle et administre une zone immense dont tous les villages lui versent un tribut, comme dans les civilisations antiques de l'Asie Mineure et de l'Égypte. Il manque un seul type social: le citoyen libre classique; il y a des masses d'esclaves et des masses de serfs sous forme de «communautés serviles», un seul grand autocrate et une couche de petits seigneurs.

Otons les communautés libres ou serviles, et nous aurons l'organisation latine.

Otons les esclaves et les communautés, conservons les serfs, et nous aurons l'organisation germanique.

Otons les esclaves véritables,

mais conservons les serfs individuels des nobles et les communautés serviles du monarque – ou mieux de l'État – et nous aurons la société russe du dix-neuvième siècle, peu modifiée par la réforme de 1861.

Elle a absorbé de l'Europe assez de christianisme pour ne pas admettre les esclaves et le marché de personnes humaines.

Elle a conservé de l'Asie assez de despotisme pour admettre encore le village agricole serf du despote ou, pour être plus exact, «de l'État central».

Le passage du féodalisme au capitalisme s'y posera évidemment de façon différente, de même que le rapport entre ce dernier et la perspective socialiste.

Le souvenir du nomadisme est encore vivace. Aux alentours de 1250 un empire mongol nomade s'appelait ainsi: c'était la fameuse *Horde d'Or*; et jusqu'en 1300 la Russie, à l'exception du petit duché de Moscou, demeura presque toute sous l'empire immense des Khans mongols qui, au milieu du treizième siècle, allait de la Chine à l'Adriatique. Chez nous, c'était l'époque de Dante.

Parvenus à ce niveau de la série dialectique de notre petit schéma historique, nous pouvons faire le point et passer à la question d'Engels: le *mir* russe était-il encore au stade du communisme, primitif mais pur, ou avait-il déjà sombré dans un système d'exploitations parcellaires familiales, puant la bourgeoisie à cent lieues?

### 30. AIRES ET CYCLES EUROPÉENS ET ASIATIQUES

Nous nous sommes arrêtés au seuil de l'analyse d'Engels de la communauté russe survivant à son époque (liée à la question de savoir de quelle façon elle se dissoudrait dans la propriété privée de la terre, et s'il était possible d'éviter ce stade en passant directement à la forme communiste supérieure de la production à la fois industrielle et agricole pour laquelle l'Europe est mûre, selon le socialisme) pour examiner les trois types européens du mode agraire de production issus de la barbarie primitive: les «civilisations» gréco-romaine, germano-chrétienne et grand-slave; et nous avons rapporté ces «modèles» à trois aires géographiques et à leurs caractéristiques physiques. Le dernier des trois types, le plus récent,

le plus *jeune*, celui qui au fond, pour la culture courante, semble encore tenir en réserve l'explosion de son «complexe» particulier d'organisation humaine et de son *leadership*, de son pilotage du monde, parce qu'il n'a pas encore entonné son chant de victoire – d'où aujourd'hui la peur panique d'une bande et les hymnes apologétiques de l'autre – nous a conduit aux marges du territoire asiatique; là il semble s'entremêler avec des civilisations très anciennes, avec des modes de vie historiques qui ont précédé par des voies diverses l'Europe féodalo-chrétienne et l'Europe féodalo-chrétienne et leur ont transmis un ensemble de dotations et de conditions.

Nous avons signalé en quoi le

type de développement indo-asiatique, en tant qu'organisation de la production rurale, se distingue des trois types décrits; mais nous n'avons pas indiqué, même dans les termes sommaires et élémentaires de notre étude, les conditions physiques de son aire territoriale (rappe-lons qu'il s'agit des préliminaires à un problème moderne).

Toujours pour la culture orthodoxe (que l'on admette une origine biologique unique ou multiple de l'espèce humaine) qui veut faire découler ces différentes «destinées» ou «missions», non pas des caractéristiques du milieu et des techniques de production, mais de stigmates ou d'empreintes originelles des peuples acteurs de l'histoire selon la vision académique, nous ne serions pas en règle avec les distinctions ethnographiques qui s'appuient sur la race et sur le sang; et encore moins avec celles des systèmes spirituels que chaque lignée aurait reçus en héritage d'éclairs de génie d'esprits surhumains, ou de découvertes particulières de la pensée de sages ou d'écoles antiques.

Après avoir divisé en trois secteurs sociaux-historiques la souche de la race blanche qui jusqu'à il y a un demi millénaire était cantonnée

dans la seule Europe, nous serions sur le point d'oublier que c'est l'une de ses branches ethniques qui occupe une part importante l'Inde, ainsi que d'autres territoires de l'Asie occidentale et de l'Afrique septentrionale. Et nous laisserions ce rameau de la souche *aryenne*, ou indo-européenne, faire cause commune avec les Jaunes, les Mongols, races de couleur qui à leur tour plongent les racines de leur histoire organisée dans des millénaires bien plus reculés que les nôtres.

En suivant notre voie qui n'est ni spirituelle ni idéaliste, mais matérialiste, nous affirmons avec une formule, sommaire si l'on veut, que les mêmes conditions géographiques conduisent pour l'essentiel aux mêmes développements de l'organisation de l'espèce humaine, autrement dit, aux mêmes formes d'histoire et de société.

Que faudrait-il dire dans cette optique, du «quatrième domaine», le domaine asiatique – que nous traiterons probablement à fond à propos des révolutions orientales actuelles – en comparaison avec les domaines déjà cités: méditerranéen – centro-européen – panrusse (en évitant délibérément le terme grand-russe qui a un sens limitatif)?

### 31. FORME ASIATIQUE DENSE ET CLAIRSEMÉE

Le continent asiatique, le plus étendu et en même temps le plus *ventru* dans sa forme, de telle sorte qu'il a un très petit «rayon moyen» (faible développement des côtes *relativement à sa superficie*), voit encore aggravé le caractère de vastes plaines éloignées des mers, qui constitue le caractère négatif de l'aire grand-slave, la dernière que nous avons examinée en Europe. Mais ses plaines ont des caractères opposés selon qu'elles sont situées, en gros, au nord ou au sud, à cause de l'influence des massifs montagneux. Les influences de ce genre sur le climat – et la fertilité des sols – s'ajoutent à l'effet de la latitude. On y trouve en effet, au nombril de son immense ventre de terre, les montagnes les plus hautes du globe, et des fleuves colossaux en descendant naturellement.

Les montagnes sont relativement proches des côtes méridionales, qui ne manquent pas de méditerranées ou de mers intérieures s'ouvrant sur l'océan chaud parsemé d'archipels

grandioses. Les fleuves, qui ont des cours relativement brefs, charrient des alluvions et des limons fertiles depuis les massifs montagneux en désagrégation; ajouté au climat tempéré et chaud et à un ensoleillement favorable. Tout cela rend les terres aptes à accueillir et à nourrir des populations à très forte densité, dépassant même celles d'Europe. Les voies fluviales relient des côtes chaudes et des mers navigables en toute saison. Ces facteurs ont facilité la fixation des peuples et la fin du nomadisme. La forme terrienne de production cyclique et sédentaire qui en a découlé, a, surtout en Inde, conservé le communisme villageois primitif, sans partage en possessions privées. Mais les luttes pour défendre les établissements contre les mille invasions de peuples en croissance démographique frénétique, ont conduit à la superposition à ce communisme villageois d'un système d'Etat politique et d'une «société civile», avec des pouvoirs locaux et centraux ainsi que des castes socia-

les. Le résultat a été l'asservissement des communautés de travailleurs, devenues tributaires du seigneur militaire et de la hiérarchie sacerdotale, alors que se formaient précocement de villes immenses habitées par des artisans misérables et semi-esclaves. Nous avons rappelé à plusieurs reprises les considérations de Marx sur l'immobilisme historique de ce système: dans la mesure où le «micro-communisme» originel de la production rurale ne s'est pas dissous dans la parcellarisation des exploitations, l'évolution vers une production marchande généralisée avec toutes les formes d'échange entre établissements distants les uns des autres a été retardée – alors que c'est une caractéristique de la «très riche» histoire européenne.

La Chine (mais ce n'est pas notre sujet) avec une densité humaine analogue et une abondance en général de produits alimentaires, est arrivée à une forme plus proche du féodalisme du Moyen âge européen, avec une classe de paysans serfs et des exploitations familiales séparées et assujetties aux seigneurs, soumises au vaste réseau de contrôle d'une bureaucratie d'Etat vaguement centralisée. Les évolutions qui en sont issues sont-elles donc aujourd'hui à la veille d'une transformation révolutionnaire en des formes mercantiles comme celle que l'Europe a connue à la suite des révolutions du dix-neuvième siècle et des luttes pour la création d'États-nations solidement organisés?

Il nous faut maintenant indiquer les conditions différentes du milieu physique que l'on trouve dans l'Asie septentrionale. Là, les grandes montagnes sont très éloignées d'une côte arctique gelée et les fleuves dans leur très long cours abandonnent vite les sédiments utiles. Coulant avec lenteur, limpides, glacés et lents, ils ne peuvent fertiliser les steppes immenses ni faciliter les communications. Leurs embouchures restent inaccessibles et inconnues. La Sibérie avec une densité proche de zéro ne sera qu'une *colonie* des Russes européens; l'Asie centrale ne connaîtra jusqu'à l'heure actuelle comme forme productive de base que l'élevage nomade. Lorsqu'il est sorti d'Europe, le capitalisme moderne a répandu au-delà des limites et des barrières naturelles ses formes organisées et en pleine maturité; il a percé les isthmes de Suez

## Russie et révolution

et de Panama, et il survole de nos jours les calottes polaires par ses lignes aériennes.

Et maintenant il veut tout bonnement, par les mains de la Russie actuelle, doter ce domaine nord-asiatique d'une grande mer intérieure (projet plus avancé que celui du renversement du cours de l'énorme Ienisseï pour le faire se jeter dans la mer-lac d'Aral), révolutionnant ainsi le climat des steppes centrales arides et stériles. Alors même que n'existait pas l'énergie atomique qui, nous dit-on, devrait être utilisée en Asie, un

projet analogue avait été élaboré il y a longtemps par les Français pour le Sahara. En devenant une mer, ce dernier aurait vu ses rivages devenir fertiles, échappant ainsi au destin désertique qui est le lot des zones trop éloignées des sillons de la croûte terrestre: leurs fleuves sont directement engloutis dans les sables sans que le chimisme organique puisse se diffuser; et l'esprit tout-puissant tombe, les ailes misérablement rognées, au milieu des ossements calcifiés par le soleil de rares bédouins.

### 32. QUATRE ITINÉRAIRES DU CAPITAL

Les Etats de la plus haute antiquité n'ignoraient pas les travaux gigantesques. Ils avaient pu les entreprendre parce qu'après avoir dompté l'autonomie des *gens* communistes, le despotisme asiatique s'était établi sur des territoires suffisamment fertiles pour pouvoir nourrir de grandes masses de population sans qu'il soit nécessaire, comme dans la semi-fertile et semi-tempérée Europe germanique, de les réduire à l'état de misérables paysans parcellaires liés à un lopin de la glèbe – forme économique sans laquelle serfs et seigneurs auraient crevé de faim. Les pharaons régulèrent le Nil avec des digues et des canalisations gigantesques; les Babyloniens et les Assyriens firent de même sur un territoire analogue, entre les grands fleuves du Tigre et de l'Euphrate, très riches en eaux fertilisantes descendues des pics du Caucase et d'autres chaînes immenses.

La grande Sémiramis, qui est connue chez les semi-cultivés comme une grande prostituée, est rappelée au souvenir de la postérité par une inscription multimillénaire – que ce soit elle ou non, en tant qu'individu, qui ait dessiné, non pas son maquillage, mais des tracés grandioses sur des papyrus. Il y est écrit qu'elle érigea d'immenses palais, entoura Babylone d'une muraille sur les sommets de laquelle pouvaient courir sept rangées de chars, domestiqua les fleuves, assécha les marais et irrigua des déserts immenses.

Rome, disposant encore d'esclaves et de prisonniers, sema des routes, des ponts, des canaux et des aqueducs sur la terre, sans compter les chefs-d'œuvre de ses constructions monumentales. Mais les peuples de cultivateurs parcellaires du

sol n'ont rien construit au cours de leur histoire; ce sont les artisans des centres urbains, précurseurs avec les Communes des puissances bourgeoises modernes, qui ont dans le haut Moyen Age élevé les grandes cathédrales, monuments voués davantage à l'esprit errant entre deux histoires qu'à la réalité physique naturelle.

Pour que surgissent les constructions et les installations modernes, et qu'elles enserrent le globe tout entier par des réseaux dont la pensée peine à embrasser l'ensemble, il fallait qu'une direction unique puisse disposer du travail associé et que lui soit subordonnée la coopération de très nombreux bras. Une fois les esclaves disparus – utilisables chez les peuples peu denses et où le pouvoir est richissime –, les serfs, ainsi que leurs héritiers directs, les petits paysans libres cultivateurs, ne suffisant pas, il fallut attendre les salariés et le Capital qui pouvait avancer les maigres subsistances en échange de leurs forces de travail, faussement dites libres, et seulement gratuites, comme lors du percement de l'isthme de Panama où cinquante pour cent de la main-d'œuvre succomba aux fièvres.

Ce n'est pas la liberté de l'esprit mais la servitude du bras qui a rendu possible les vastes constructions qui recouvrent aujourd'hui le monde connu; ce n'est que la forme capitaliste de production qui est capable de le faire, si elle le veut, d'une extrémité à l'autre de la planète. C'est ainsi le nord de l'Asie par le Transsibérien, le plus long chemin de fer au monde.

Pour résoudre le problème russe posé par Marx-Engels sur le plan théorique, par Lénine en théorie et en

pratique, nous avons ainsi tracé quatre voies par lesquelles la barbarie humaine, pure et communiste, cherche à atteindre la phase du capitalisme.

Dans la voie asiatique par laquelle nous voulons commencer, l'agriculture sédentaire, source de toute la richesse (la richesse est la masse disponible de subsistances pour les estomacs des subordonnés) n'est pas exercée de manière individuelle mais par village; le pouvoir d'État ou la théocratie repose sur le prélèvement des tributs qui permettent d'armer des soldats ou d'organiser des esclaves dans le but d'édifier des *ouvrages publics*. Nous traiterons en son temps la question de savoir comment ce monde s'oriente vers la possession fragmentée de la terre, la production de marchandises, la grande manufacture et l'industrie.

Dans la voie antique classique, les cultivateurs libres se mettent à cultiver des lopins de terre. Des propriétaires d'esclaves, organisés en un État politique et juridique parfait et central, exploitent de grandes terres ainsi que des commerces importants et des manufactures développées; les artisans de la cité et les colons des terres sont de libres citoyens dans les démocraties antiques. La richesse créée par l'esclave et par le plébéien est à la disposition du patricien, du marchand et de l'État. Le point de départ de ce processus n'est pas l'assujettissement des *gens* libres mais leur partage spontané de la terre. Son point d'arrivée est la décadence de l'esclavagisme – en tant que forme entraînant une consommation trop forte parce que l'esclave n'est pas gratuit et qu'il est passif au sein d'une population dense –, la désintégration de l'unité étatique; la contraction des entreprises impériales dans les îlots clos de production-consommation agricoles du Moyen-Age.

Dans la voie germanique-féodale, liée à la suppression de l'esclavagisme par le christianisme, les communautés égalitaires, nomades ou sédentaires, de peuples venus des confins de l'empire, se transforment en groupes de serfs, attachés au seigneur militaire dont le système hiérarchique épouse celui de la nouvelle Église. La petite entreprise familiale agricole prédomine; elle doit au feudataire travail et produits, le prélèvement social est très modeste, l'économie publique déficiente, l'État

central lointain et absent et la manufacture est le complément misérable du travail familial. Classiquement, cette forme débouche sur le mercantilisme et le capitalisme, avec le développement du travail artisanal, du commerce intérieur et extérieur, d'une agriculture industrielle de grandes entreprises qui élimine finalement le joug, la chape de plomb, de la parcellarisation paysanne, et enfin de la grande industrie.

Dans la voie russe, ou grand-slave, il y a quelques difficultés pour appliquer notre schéma qui assemble si bien les types humains: despote, esclave et communauté serve en Asie – patricien, esclave et citoyen à Rome – noble et serf en Europe – capitaliste et salarié dans le monde blanc moderne.

La dissolution du communisme primitif agricole dans la forme romaine du parfait propriétaire personnel et privé du sol, ou dans la forme germanique de sujétion personnelle du serf de la glèbe au seigneur – indiscutable moment propulseur de tout le processus qui conduira au mercantilisme généralisé, à l'industrialisme

privé, et enfin au capitalisme et au socialisme puisque ce seront les derniers produits sociaux, les prolétaires salariés, à prendre la direction de la société –, se constatera-t-elle dans cette aire? Les paysans, communistes dans leur rapport réciproques, serfs dans leur rapport avec le seigneur comme dans la zone germanique ainsi que dans le rapport avec le puissant État central, militaire et sacerdotal déjà présent, pourraient-ils déchaîner la révolution socialiste? Et en le faisant deviendront-ils des *propriétaires* et, selon les divers Tkatchev, seront-ils à la fois *propriétaires* et *révolutionnaires* sans être devenus des *prolétaires*?

Disons tout de suite, que tout en prenant sérieusement en compte les particularités historiques et sociales du domaine *grand-slave* que nous avons traité, nous donnons dans notre étude une réponse sans équivoque: NON. Une révolution communiste sans salariés comme classe sociale de base – salariés du capitaliste privé ou du capitaliste étatique, peu importe – l'histoire ne l'a jamais vue et ne la verra jamais.

### 33. LA COMMUNAUTÉ RURALE ET LA RUSSIE

Nous avons amplement rappelé que lorsque Engels se mit à examiner la question sociale en Russie, il fut frappé par le fait que tous les Russes qui s'étaient tournés vers la théorie socialiste née en Europe, et qui étaient en même temps adversaires du régime tsariste et observateurs attentifs des luttes de classe en Occident, se référaient d'un élément de socialisme présent dans la Russie arriérée, où (nous parlons de 1875), les prolétaires des villes ne manifestaient pas encore qu'ils avaient une tâche propre, alors que les paysans s'agitaient dans les campagnes contre l'État despotique et les boyards en défense des droits de leurs très nombreuses communautés locales de travail agricole.

Pour une exposition utile des points essentiels, nous avons généralisé le problème aux toutes premières communautés des *gens* indépendantes qui ont précédé la propriété privée de la terre; mais, pour ne ce qui concerne plus précisément la Russie, c'est le moment de voir comment Engels définit le cours du développement jusqu'à 1861, année de la réforme semi-bourgeoise qui élimina en partie, en tout cas sur le plan

juridique, le servage, ainsi que les effets ultérieurs de cette émancipation légale qui conduisit en substance à une régression économique pour la masse des paysans travailleurs.

Ce résidu historique du communisme primitif avait en effet déjà incorporé en lui une très grande série d'impuretés sur lesquelles Engels porte son attention dans l'intention d'appliquer à la Russie la méthode marxiste avec une sûreté scientifique et, dans le même temps, de ne pas mépriser les positions généreuses de ceux qui voulaient éviter le passage à travers le capitalisme qui, en toute rigueur marxiste, peut être un passage obligatoire et qui, en ce sens, doit être hâté, mais non pas, comme on dirait aujourd'hui, exalté, magnifié comme une étape élevée des conquêtes humaines.

Revenons donc aux citations et aux commentaires.

«L'*artel*, dit Engels dans le texte déjà cité, *que monsieur Tkatchev nomme seulement rapidement, mais dont nous nous occuperons ici parce que, depuis l'époque de Herzen, il exerce une influence mystérieuse sur de nombreux Russes, est une forme d'association largement diffu-*

*sée en Russie, la forme la plus simple de coopération que l'on retrouve parmi les peuples chasseurs dans la pratique de la chasse. Tant le nom que la chose ne sont pas d'origine slave, mais tartare, et ils se retrouvent tous les deux parmi les Lapons, les Samoyèdes et autres peuples finnois (Asie arctique) d'un côté, parmi les Kirghizes, les Yakoutes (Asie centrale), etc. de l'autre».*

Donc non seulement la vérité historique, ou même préhistorique, nous conduit hors de l'étouffant louange de la culture individualiste de la terre en nous montrant que la première forme sédentaire de production des aliments par les hommes fut communiste; mais elle nous montre que même les activités non sédentaires, la récolte des aliments à consommer sans «culture» préalable, comme la pêche et la chasse, ont été initialement pratiquées sous forme collective. Tout le monde chassait ensemble et tout le monde consommait ensemble le gibier. Si le peuple d'agriculteurs apprend déjà à manger à heures fixes, ces premières communautés de chasseurs ou de pêcheurs travaillent tout le temps et quand l'ours ou le phoque sont tués, elles font un festin exceptionnel en commun – même les chiens ont le droit d'y prendre part. La civilisation des boîtes de conserve n'était pas encore née.

Etant donné le caractère primitif de son équipement, un chasseur solitaire mourrait rapidement, alors que l'*artel* des chasseurs réussit à vivre. Ce fait est du plus grand intérêt, non pour une propagande éthico-utopiste, mais comme arme de lutte contre l'assoupissement des révolutionnaires modernes entonnant l'hymne au caractère sacré de la propriété personnelle et familiale que les *communistes* de type *russe* d'aujourd'hui nous vomissent sans cesse.

Engels donne une explication intéressante de l'utilisation du mot *artel* pour toute autre espèce d'association de type coopératif qui s'est développée en Russie alors qu'en Europe occidentale naissaient les premières coopératives ouvrières de production, comme les filatures du Lancashire et tant d'autres. Si dans tous les textes du marxisme (voir par exemple l'Adresse inaugurale de la Première Internationale) il est expliqué abondamment que ces coopératives n'ont rien à voir avec le socialisme, Engels montre ici que les *artels* en

## Russie et révolution

sont encore bien plus éloignés. Il existait des *artels* de travailleurs du même métier, de commissionnaires, etc., et même des *artels* gérant des entreprises manufacturières. Mais ces organismes n'avaient ni moyens ni local, étaient rapidement les victimes d'usuriers. Quand ils voulaient mener une activité industrielle, ils se louaient à un capitaliste privé qui leur fournissait un local et quelques avances pour les dépenses et les subsistances: ils tombaient alors dans l'horrible exploitation du fameux *truck-system* anglais.

Cette démonstration illustre la conception suivante: à l'époque de la préhistoire un îlot communiste isolé pouvait être un véritable communisme parce qu'il était si éloigné d'autres groupes humains qu'il ne pouvait pas être exploité par eux; nous avons utilisé tout à l'heure le terme de *micro-communisme*. Mais il

peut y avoir survivance d'une communauté familiale ou villageoise assujettie à l'exploitation par le despotisme ou par l'État par des tributs. Nous sommes alors encore plus éloignés du communisme tel que nous l'entendons: il n'y a pas de classes de propriétaires et de non-propriétaires dans l'îlot ou le village, mais elles existent dans la société. Le socialisme ou le communisme étant la société sans classes et en même temps sans îlots autonomes; toute gestion collective limitée, hier à la famille ou au village, aujourd'hui à l'entreprise ou à l'affaire, n'a rien à voir avec notre programme.

Fonder une société communiste sur un système d'*artels*, ou de coopératives fonctionnant dans le cadre du marché moderne global, est une thèse non seulement absurde mais surtout dangereusement opportuniste.

vaillé: l'îlot isolé de travail et de consommation, que l'on trouve autant dans un micro-communisme de village assujetti aux nobles et à l'État despotique que dans la servitude féodale d'une mosaïque de tout petits terrains familiaux dominés par un petit seigneur unique interdisant tout départ des individus ou des familles, est un système prémercantile. Précisément pour cette raison, c'est un système fermé non seulement à l'échange des marchandises, mais aussi à toute superstructure sociale, la culture tant dans le sens qui intéresse les bourgeois que dans le sens de classe qui nous intéresse, nous révolutionnaires, et qui nous satisfait même si quand ce n'est qu'un simple instinct chez l'individu, devenant théorie dans le parti qui unit la classe au-dessus de tous les îlots, qu'ils soient de villages, de clochers ou de nations.

«Cela est tellement vrai que le mot *mir* signifie autant "le monde" que la "commune agricole". **Veš mir**, c'est-à-dire le monde entier, signifie pour les paysans l'assemblée des membres de la commune. Si donc monsieur Tkatchev parle de la "conception du monde" des paysans russes, il est évident qu'il a mal traduit le mot russe *mir*.

*Un isolement aussi complet des communes rurales les unes envers les autres, qui engendre dans tout le pays des intérêts identiques mais certes pas communs, est la base du despotisme oriental; et cette forme de société, partout où elle a prévalu, des Indes jusqu'à la Russie, l'a toujours produit, y a toujours trouvé son complément. Non seulement l'État russe en général, mais même sa forme spécifique, le despotisme tsariste, loin d'être suspendu en l'air* (Tkatchev avait prétendu que l'État existait dans les pays capitalistes où il y a des intérêts de classe bien précis, mais pas en Russie où il n'y avait ni bourgeoisie ni lutte économique entre les classes; la réponse d'Engels est importante pour la question du capitalisme d'État et de l'État de classe par rapport à la définition statistique d'une classe comme secteur de la société; les staliniens pourraient dire aujourd'hui que l'on ne peut pas définir l'État de Moscou comme État capitaliste car cela équivaudrait à le suspendre en l'air), *est le produit logique et nécessaire des conditions sociales russes*».

### 34. ENGELS ET LA PHILOSOPHIE DU «MIR».

L'habituel Tkatchev s'enorgueillissait du fait que le peuple russe, malgré son ignorance (ce ne sont certes pas les marxistes un obstacle), était pénétré des principes de la «propriété communiste». A ce compte-là même la copropriété d'un immeuble est communiste: en effet les juristes appellent communistes les possesseurs des appartements individuels. Le gouvernement tsariste se serait alors donné pour tâche d'inculquer aux paysans russes l'idée de la propriété individuelle «par les baïonnettes et le knout». Donc, «le peuple russe est beaucoup plus proche du socialisme que les peuples de l'Occident européen».

«En réalité, lui réplique Engels, *la propriété commune du sol est une institution qui se retrouve, à un bas degré de développement historique, chez tous les peuples indo-germaniques, de l'Inde à l'Irlande, et même chez les Malais qui subirent dans leur évolution l'influence indienne, par exemple à Java* (Engels veut faire remarquer qu'ils sont de race mongole). *En 1608 encore, la survivance de la propriété commune en Irlande du Nord, assujettie depuis peu, fournit aux Anglais le prétexte pour déclarer la terre "sans propriétaire" et, donc, la confisquer en faveur du trône*». Les anciens Gaéliques n'avaient pas encore été assujettis au droit romain qui n'admettait pas la *res nullius*, la chose de per-

sonne où *res* veut dire *immeuble* et qui s'allie si bien avec l'économie marchande bourgeoise, comme nous l'avons rappelé dans «Propriété et Capital» avec deux fameux proverbes français: *L'argent n'a pas de maître – Nulle terre sans seigneur*.

La communauté rurale était autrefois généralisée en Germanie; les terres collectives en étaient un reste: elles se répartissent périodiquement entre les cultivateurs individuels dans la forme moderne (*recomposition*, même dans les territoires ex-autrichiens d'Italie). Cette forme de propriété devient vite un obstacle à la production et elle fut balayée en Pologne et en Petite Russie. Mais dans la Russie proprement dite, elle avait survécu fournissant la preuve que la production agricole et les rapports sociaux qui lui correspondent dans les campagnes «se trouvent encore à un degré nettement inférieur de développement – comme c'est réellement le cas (faible fertilité, basse densité de population)».

Ici Engels fait une critique fondamentale, susceptible d'amples développements, d'une société fondée sur le *mir*: «*Le paysan russe vit et se meut seulement dans sa commune: tout le reste du monde existe pour lui seulement dans la mesure où il interfère avec elle*».

On retrouve là la notion marxiste sur laquelle nous avons tant tra-

L'identité expressive du mot qui indique en même temps le monde social et physique et ce «microcosme» qu'était le village russe primitif, et communiste au sens très large du terme, donne une bonne idée de la différence entre d'un côté les tâches historiques que peut assumer le paysan (et pire encore si, de membre du *mir*, il est tombé au rang de cultivateur moléculaire comme en Occident) et de l'autre celles que peut assumer le travailleur salarié, de l'industrie comme de la campagne cultivée dans de grandes entreprises modernes.

Dans les deux cas la question qui est posée est celle de l'*horizon social*. Celui du paysan ne dépasse pas le bout de son nez et il ne contient rien, ou presque rien, de plus que ce que lui fournit son expérience personnelle immédiate, sa condition subjective. C'est un horizon limité au cercle étroit de son village natal dont, en général, il ne peut jamais s'éloigner, qu'il soit serf de la glèbe, membre du *mir* ou cultivateur propriétaire; lié dans tous les cas à ses conditions de travail (la terre communale, ou pire la nullité de sa possession familiale) par des chaînes qui enserrant sa personne physique.

A l'opposé, le travailleur salarié moderne a un horizon d'expériences et de vie qui devient toujours plus vaste. Il n'est pas lié à une localité, à une entreprise et encore moins à une nation. Au fur et à mesure que le capitalisme le prive de tout, il ne lui demande pour le mettre au travail aucune «réserve» même minime de moyens de travail, rien d'autre que ses bras et son corps; et la fluctuation des conditions d'emploi rend toujours plus probable et plus facile son déplacement d'un lieu de travail à un autre. Et même quand il reste dans la même usine ou la même entreprise (même si c'est une exploitation rurale) il ne voit pas seulement à ses côtés des individus qui font les mêmes gestes que lui, les mêmes efforts, du labour à la récolte, mais il constate entre lui et ses compagnons une variété toujours plus étendue de tâches productives. Même en dehors du temps de travail à l'usine, ses rapports sociaux sont d'une riche diversité comparés à ceux du paysan immobiles depuis des siècles; alors qu'en une seule génération le mécanisme social et celui de l'entreprise changent tant de fois de formes et de rapports qu'il

leur faut parcourir toute une gamme de situations variées dans le travail et dans la vie.

Le petit agriculteur ne sort de sa coquille que pour son service militaire et, pire, pour la guerre qui lui montre d'autres pays et d'autres relations, à leur tour uniformes et rigides, pour, s'il en réchappe, le laisser retomber dans son trou obscur. Et ce qui est une limitation d'horizon dans l'espace est aussi une limitation dans le temps; le paysan qui ne regarde pas au-delà de son cercle étroit ne voit pas non plus de changements dans l'ordre de la société et dans l'histoire. Il ne peut arriver à formuler des revendications et des programmes pour des modifications de la structure sociale. Le phénomène même de l'immigration due à la misère indigène, quand il n'est pas arrêté par des obstacles anciens ou modernes, n'est qu'un moment de la prolétarisation qui lance d'un seul coup

### 35. DEGENERESCENCE HISTORIQUE DE LA COMMUNAUTÉ

*«L'évolution rapide de la Russie dans un sens bourgeois détruirait peu à peu la propriété commune, sans que le gouvernement russe ait besoin de la combattre avec "les baïonnettes et le knout". Cela adviendrait d'autant plus vite qu'aujourd'hui (en 1875) la terre collective en Russie n'est déjà plus cultivée en commun, avec par la suite la répartition du produit, comme c'est le cas aujourd'hui dans certaines provinces de l'Inde; au contraire, la terre est périodiquement divisée entre les chefs de famille, chacun d'entre eux cultivant en propre le morceau de terre qu'il a reçu (et il en consomme les produits avec les siens)».*

Il faut réfléchir sur ce passage fondamental. Deux caractères du communisme primitif se sont perdus. Le premier est celui selon lequel la communauté ne doit verser aucun tribut à l'extérieur (en argent, en produit, ou en force de travail) et nous en avons parlé plus haut. Ce caractère a disparu même en Inde. Il disparaît dès que dans la vieille société barbare sans pouvoirs apparaît la première forme d'État, dont le territoire est plus ou moins étendu, et qu'avec lui apparaissent la division en classes et l'appropriation du sur-travail. Ce caractère d'autonomie et d'égalitarisme interne total de la *gens*, comme nous le vîmes une autre fois,

de nouveaux déshérités dans le tourbillon de l'économie capitaliste et dans la bourrasque infernale tournoyant sur les continents et sur les mers.; et pourtant, la plupart du temps, pendant des années et des décennies, le petit agriculteur ne rêve que de revenir s'enfermer dans la cellule ancestrale et froide d'où il est parti.

Tout cet ensemble de différences et d'antithèses, mis en lumière par des passages classiques du marxisme et par la célèbre définition de la paysannerie comme classe de barbares primitifs enfermée dans la société actuelle dont elle subit toute l'infamie qu'elle cumule avec l'étroitesse et l'obscurantisme des régimes qui l'ont précédée, permet de démontrer à quel point était insensée l'idée d'ôter des mains du salarié moderne le flambeau de la révolution sociale pour la confier aux mains gauches et ankylosées du paysan.

se conserva encore après que les *gentes*, trop voisines les unes des autres par rapport à la terre libre, se firent la guerre; cette guerre se concluait par l'extermination physique d'une des deux *gentes* mais non par l'assujettissement de l'une à un tribut ou par sa réduction en esclavage, le rapport entre superficie et population redevenant adéquat. Forme barbare: mais celle de la guerre moderne est-elle meilleure, elle qui fait couler des fleuves de sang et qui fait cependant augmenter la misère générale pour tous?

Le second caractère qui a disparu est le caractère véritablement communiste, même s'il était microcommuniste, selon lequel tout individu et tout groupe familial (la *gens* originaire est justement une famille unique, également dans ses liens de sexe et de sang) ne mettent pas leur consommation en relation avec leur effort de travail. Le travail se fait en commun et indistinctement; la consommation est également commune avec, tout au plus, une répartition des produits des récoltes *par tête*. Donc pas de division en parcelles de l'étendue de terre cultivable sur laquelle la communauté est installée;

Tout change au contraire quand au début de chaque cycle saisonnier, on délimite de nombreux lopins sur lesquels se font le travail et la récolte individuels. En revenant au sché-

ma que nous avons déjà tracé (toujours notre méthode patiente pour atteindre nos buts, en négligeant les finesses érudités et en ne s'encombrant pas de détails non essentiels utilisées uniquement par les habituels camelots et confusionnistes à la recherche de faux-fuyants), nous pourrions dire que dans le type romain la communauté éclate de façon irréversible avec la parcellarisation des champs sans possibilité de «refusion»; et qu'en même temps les rapports familiaux prennent leur forme moderne, avec la famille monogame et la succession héréditaire. Ainsi se réalise entre les possessions communautaires une indépendance totale, continue et définitive. C'est de plus l'origine de la véritable démocratie (démocratie esclavagiste toutefois parce qu'en plus de la terre il est possible de posséder et hériter des esclaves): le citoyen petit agriculteur ne verse de tribut à personne. Les impôts perçus par l'État dans sa forme développée, sont une compensation aux distributions étatiques de terres conquises aux ennemis, plutôt qu'une exploitation de classe. Très vite, le «libre» paysan sera soumis aux vexations de fonctionnaires, d'usuriers, de marchands et autres. Théoriquement dans le régime de droit romain on saute de la libre gens communiste à la propriété individuelle irrémédiablement partagée: les mêmes limites rigides enferment la petite entreprise et la petite propriété.

De même dans le type germanique libre l'exploitation en commun de la terre commune de la tribu cède le pas à de nombreuses exploitations isolées, également libres; avec la seule différence que les lots sont chaque année reformés en restant d'importance égale. Tant que ce type de pratique perdure, elle tend à maintenir de manière générale l'égalité de consommation et de niveau de vie entre tous les composants de la tribu. Il est ainsi fait obstacle à ce que l'on pourrait appeler l'accumulation des produits ainsi que des moyens d'exploitation, obtenue au moyen d'un premier type d'abstinence. Cette forme libre devient assujettie dans la forme d'association féodale, le seigneur prélèvera les tributs et il s'engagera à protéger les frontières extérieures, il s'arrogera le droit de répartir entre ses serfs la terre à exploiter: petites entreprises de travail,

juridiction féodale unique où n'existe pas la propriété de la terre (en grand) au sens latin, mais au contraire le droit *personnel* sur un groupe de familles liées à la glèbe.

En Russie, au moment de la réforme de 1861, les communautés originaires sont totalement dégénérées. Elles ont perdu leur autonomie parce qu'elles sont (pour la moitié environ) tributaires des nobles à la manière féodale, ou bien directement tributaire de l'État administratif central (caractéristique typique du modèle grand-slave). Elles ont abandonné la

véritable communauté de travail et de consommation parce que, à la manière germanique, elles ont fractionné la grande exploitation commune en de nombreuses petites entreprises familiales, toutes serves du boyard, de l'État, ou d'institutions religieuses.

Bien qu'à l'origine tout le tribut était payé en nature ou en temps de travail, la forme monétaire marchande a fait son apparition dans ces rapports, et de même que l'indépendance économique avait disparu depuis des siècles, de même l'égalité économique s'est évanouie.

### 36. LE DÉCLIN SOCIAL DU MOUJIK

Revenons à Engels pour la description du phénomène, déjà connu des savants à l'époque à laquelle il écrivait, et connu des masses hors de Russie depuis lors des révolutions qui posèrent ce problème au monde, à partir du moment où ces masses purent compter sur les premières avant-gardes glorieuses des prolétaires des grandes villes, mieux que n'avaient pu le faire les intellectuels et littérateurs philanthropes, même les plus éminents.

*«Parmi les membres de la commune il peut donc apparaître une profonde différenciation de conditions. Il existe à peu près partout des paysans riches - ça et là même des millionnaires - qui pratiquent l'usure et saignent les paysans... Selon le même Tkatchev dans la masse des paysans il est en train de se former une classe d'usuriers (koulaks), acheteurs et locataires de terres paysannes et nobiliaires, une aristocratie de la campagne».*

Ce sont les formes marchandes bourgeoises qui, sous le régime tsariste lui-même, jusque-là monopolisateur avec les nobles de l'exploitation du moujik, fleurissent et commencent même à tisser sur place la trame de l'accumulation inégalisatrice.

Le texte poursuit : *«Ce qui donna le dernier coup à la propriété communale fut l'abolition des corvées. La noblesse (avec la réforme de 1861, et en échange de l'ancien droit de faire travailler les serfs pour soi, en des jours fixés, sans compensation) reçut la plus grande et la meilleure part des terrains; il ne resta aux paysans que le strict suffisant pour vivre (bien que sous la forme de propriété et sans obligation de payer des tributs en travail ou en dîme) - cependant, alors*

*que les nobles payaient 15 millions de roubles d'impôts sur leur moitié de la Russie, les paysans "libérés" en payaient à l'État 190 millions. De plus, les bois ayant été attribués aux nobles, aujourd'hui le paysan doit acquérir du bois de chauffage (bien, en Russie, de première nécessité), le bois à travailler et le bois de construction (dans des régions où les maisons sont en bois) qu'il pouvait se procurer auparavant librement (dans les bois communaux); maintenant le paysan n'a donc plus que sa maison et sa terre nue sans les moyens pour la cultiver, et il dispose en moyenne d'une superficie insuffisante (la faim de terre !) pour le nourrir lui et sa famille d'une récolte à l'autre. Dans ces conditions, et sous le joug des impôts et de l'usure, la propriété commune n'est plus un don du ciel; elle devient une chaîne ... Les paysans l'abandonnent souvent, avec ou sans leur famille, pour vivre comme travailleur nomade et abandonnent leur pays».*

Il faut noter que cette tendance des paysans poussés par le désespoir à rompre l'horizon traditionnel et à se libérer de l'aspiration éternelle à la possession d'un bout de terre, est en effet le véritable levain révolutionnaire qui mine les bases de la vieille société. Pour les marxistes le mouvement divers et ennuyeux pour ramener le paysan à sa terre et l'y fixer par de nouveaux partages en parcelles, par les réquisitions des terres des nobles, quand il est étendu à l'échelle générale et qu'il ne peut pas être considéré comme un facteur contingent de crise et de bouleversement au moment des épisodes révolutionnaires, est en fait un facteur conservateur et contre-révolutionnaire. Il en va de même pour les tentatives de lier

les travailleurs à la terre agricole dans différents pays contemporains par des réformes agraires qui ne tendent pas à l'apparition d'une technique agricole moderne mais à la prolifération d'une myriade de minuscules exploitations. C'est la même orientation qui anime en substance les kolkhozes russes; à côté d'une activité de production en commun, ils conservent comme ressource vitale

fondamentale, les petits lopins individuels attribués à chaque famille associée. Ce qui n'est en définitive, qu'un nouveau système de prélèvement de tribut social sur le travail dans les campagnes; ce n'est pas encore le moment de discuter pour savoir si cela aboutit à une augmentation de ce tribut ou à une amélioration des rapports entre les différents facteurs.

### 37. PASSÉ ET FUTUR DE LA CULTURE COLLECTIVE

Nous arrivons à la fin de l'analyse de cet aspect communautaire de la société russe, monté en épingle par ceux qui voulaient en faire une marche vers le socialisme en général. Nous avons d'abord établi dans quelle mesure les caractères collectivistes de la forme examinée avaient décliné. Nous allons maintenant voir quelles possibilités de développements nouveaux ils offrent et dans quelles conditions historiques.

*«Comme on le voit, en Russie l'apogée de la propriété commune est depuis longtemps passé, et tout laisse présager qu'elle va vers sa dissolution. Cependant la possibilité de la faire passer à un niveau supérieur est incontestable, à condition que cette forme sociale se maintienne assez longtemps pour que les conditions nécessaires à une telle fin mûrissent et, dans le cas où elle se montre capable d'évoluer de façon que les paysans ne cultivent plus la terre individuellement mais en commun, de la faire passer à cette forme supérieure sans que les paysans russes ne doivent traverser le stade intermédiaire de la propriété bourgeoise».*

Du point de vue marxiste est propriété bourgeoise, non seulement toute propriété privée, mais aussi celles où le cycle travail-consommation n'est plus local, et où tous les produits, y compris ceux de la terre, prennent la forme de marchandises. Enfermer le cycle travail-consommation dans le cercle individu-famille ne signifie pas dépasser la forme bourgeoise, mais rester en deçà; en effet les acquis de la division technique du travail et de la collaboration dans les différents moments productifs restent alors lettre morte. Mais un cycle de travail et de consommation, si produire et consommer sont accomplis en commun, peut aller au-delà de la forme bourgeoise même si les tâches

techniques sont différentes et même si dans un premier temps il ne s'étend que sur un territoire réduit. En tout cas le passage de la petite à la grande entreprise est toujours un pas en avant, même si le cycle direct travail-consommation devient travail-monnaie-consommation. Le vieil Engels réclamait des communistes et non des kolkhoziens!

Techniquement, socialement, politiquement, quelle sera la figure du kolkhozien? Quel caractère prévaudra en lui? Celui du travailleur participant avec des milliers d'autres à l'une des multiples gammes de la production organisée avec toutes les ressources techniques? Ou bien celui de «l'homme à tout faire» qui se démène dans les limites étroites du lopin qui lui a été assigné, et qui s'y livre avec une égale ardeur et une limitation égale à tous les métiers, contraint à sacrifier ses heures de repos et ses possibilités de voir au-delà de son horizon misérable pour avoir une bouchée de plus sur sa table? Pour ce type social est-ce que ce sera un avantage de ne pas être devenu simplement salarié agricole d'une vaste entreprise agro-industrielle, gérée par un capitalisme privé ou par un capitalisme d'État? Parviendra-t-il à être révolutionnaire et

communiste? A la date d'aujourd'hui nous pouvons répondre: non.

Il y a quatre-vingts ans, Engels posait à nouveau la condition, non réalisée, du bond des prolétaires européens à la tête de l'histoire :

*«Ceci peut advenir uniquement si, avant la décomposition totale de cette propriété collective, dans l'Occident européen s'accomplit une révolution prolétarienne qui fournisse au paysan russe les conditions préliminaires indispensables de cette transformation, et donc également les conditions matérielles dont il a besoin notamment pour réussir la révolution nécessaire de tout le système agricole».*

*«C'est donc vantardise pure que de dire, comme le fait monsieur Tkatchev, que les paysans russes, même "propriétaires", sont "plus proches du socialisme" que les ouvriers qui ne possèdent rien de l'Europe occidentale. C'est tout le contraire qui est vrai. Si la propriété collective peut se sauver et avoir l'occasion de se transformer en une forme nouvelle et véritablement vivante, cela ne peut advenir qu'au moyen d'une révolution prolétarienne».*

Tel ne fut pas le déroulement des événements. «C'est donc une vantardise pure» quand, du cœur de l'Occident, monsieur Palmiroff, pour convaincre les prolétaires de devenir le premier bouclier de la Constitution républicaine – et propriétaire –, leur raconte que le socialisme a triomphé dans de nombreuses parties du monde et que ceci est arrivé sans qu'ils ne marchassent en avant pour lui ouvrir la voie, et que même, ils doivent aujourd'hui s'abstenir de se mettre en mouvement parce que cela perturberait la paix, la sécurité et la cohabitation des camelots d'Occident et d'Orient.

### 38. LE BILAN D'ENGELS EN 1875

Au terme de l'étude de 1875 qui réaffirme – parfois mot pour mot – le même jugement historique que celui de Marx, alors vivant et qui sans aucun doute eut connaissance du texte avant sa publication, nous trouvons la synthèse de l'appréciation du socialisme international et européen sur le développement de la Russie.

A cette date, comme nous savons, la revendication historique de la révolution antiféodale est réalisée dans toute l'Europe occidentale et centrale, et la bourgeoisie capitaliste

est au pouvoir; elle n'y est pas arrivée partout par la voie classique de la guerre civile interne, comme en Angleterre et France, mais les guerres de 1859, 1866 et 1870 ont réalisé la systématisation.

La seule grande puissance restée à l'écart est la Russie. Si elle n'est plus le bastion réactionnaire du féodalisme en Europe, elle conserve cependant pour Marx et Engels, comme nous l'avons amplement montré, la fonction historique purement contre-révolutionnaire consistant à inter-

## Russie et révolution

venir chaque fois que le prolétariat des nations européennes se soulève pour abattre la bourgeoisie, seule classe dominante désormais dans tout l'Occident.

La chute de cette puissance a donc une importance de première grandeur à l'échelle internationale: si le despotisme tsariste et le pouvoir de la noblesse sont mis à bas en Russie, et même si la bourgeoisie met sur pied un État libéral dans ce pays, la victoire de la lutte finale pour le socialisme sera hâtée.

Voilà donc la partie négative du bilan. La partie positive consiste dans l'analyse des forces internes de cet immense pays.

Schématiquement, nous avons: Noblesse terrienne qui ne contrôle cependant qu'une partie de la terre et de la production agricole. État despotique central, centralisé, avec lequel, en substance, outre l'armée, le clergé ne fait qu'un et qui, socialement, a le contrôle direct de l'autre moitié de la terre et des serfs. Bourgeoisie qui, timidement, apparaît dans les villes comme force sociale, qui consiste surtout en l'influence des bourgeoisies extérieures avancées (et, a-t-on l'habitude de dire, nous également, pour aller vite, en l'influence des «idées» occidentales). Prolétariat en pratique absent, l'industrie n'en étant qu'à ses débuts (et non parce que le peu qui en existait était en train d'être organisé par l'État), et l'influence sur lui du mouvement ouvrier occidental n'étant pas encore sensible. Enfin le facteur en un certain sens original: les paysans serfs et à peine émancipés, et la forme de la communauté agraire de village, jusqu'alors tributaire des boyards, des couvents et de l'État, qui ne s'est pas encore dissoute en propriété et gestion parcellaires ni en grandes entreprises de propriété privée au sens bourgeois.

Avant de se demander si elle peut constituer un point de départ pour une économie socialiste dans les campagnes, la conclusion est que cette forme de communisme primitif est déjà en voie de dissolution. A la doctrine affirmant que de cette forme pourrait partir un type de révolution sociale laissant de côté le prolétariat industriel et les salariés agricoles, et donc un développement capitaliste qui serait ainsi *sauté*, on répond: NON si les paysans russes doivent faire cette révolution seuls; PEUT-ÊTRE si la révolution PROLÉTA-

RIENNE a lieu dans l'Occident capitaliste en même temps ou immédiatement après la mise à bas du tsarisme. Voilà la seule hypothèse qui permette d'éviter qu'un pouvoir bourgeois capitaliste ne succède au tsarisme.

En Russie pas plus qu'ailleurs, une révolution paysanne originale n'est pas une possibilité historique. Les paysans peuvent être une classe auxiliaire de la révolution bourgeoise, comme ils le furent en Europe, et comme le fut en Europe

également le premier prolétariat lui-même. Si la commune rurale arrive à survivre, ce ne peut être le résultat d'une lutte nationale des agriculteurs communistes contre le pouvoir d'État qui les tient sous le joug, mais uniquement le résultat d'une victoire du prolétariat salarié au niveau *international*.

Cependant, même si elle reste bourgeoise, la révolution russe sera un pas en avant grandiose: elle est donc bienvenue. Telle est la conclusion.

### 39. PRONONCIATION DU VERDICT

Après une description de la crise interne de la société et de l'administration russes, voici comment est formulée la condamnation à mort de la Sainte Russie tsariste, telle que le marxisme le fit avec plus de quarante ans d'avance, sur l'arrière-fond que nous venons de résumer à grands traits:

*«Toutes les conditions d'une révolution sont donc ici réunies; une révolution commencée par les classes supérieures de la capitale, peut-être par le gouvernement lui-même, mais qui ira plus loin, à travers les paysans, et rapidement au-delà de sa première phase constitutionnelle; une révolution qui sera de la plus haute importance pour toute l'Europe parce qu'elle abattra d'un seul coup la réserve puissante de la réaction dans toute l'Europe, jusqu'ici intacte. Deux événements seulement pourraient la retarder: une guerre victorieuse contre la Turquie et l'Autriche (pour laquelle cependant il faudrait de l'argent et des alliances sûres), ou une tentative insurrectionnelle prématurée qui repousserait les classes possédantes dans les bras du gouvernement».*

Nous ne croyons pas, lecteur, qu'Engels sommeillait (*quandoque bonus dormitat Homerus*) justement en rédigeant le passage final d'une étude si absorbante et en tentant de prévoir les événements futurs. Le commentaire doit donc dépasser l'étonnement devant la révolution faite par les *classes supérieures* et par *le gouvernement lui-même*, alors que par la suite l'accouplement entre les premières et le second serait la sanction de la contre-révolution.

Ce contrôle des prophéties est une tâche de première importance pour établir que nous, «marxistes orthodoxes», en dépit de toutes les

diarrhées des traîtres, nous sommes bien décidés à ne pas abandonner.

Un article de commentaire d'un livre récent de Santonastaso, «Le socialisme français de Saint-Simon à Proudhon», veut critiquer l'opposition nette entre socialisme utopiste et socialisme scientifique, en affirmant que selon les marxistes tout socialisme utopiste n'est pas marxiste et que toute position marxiste est exempte d'utopisme. Engels est justement cité, mais comme à l'habitude la question est mal posée, sous le prétexte habituel que Marx aurait toujours eu horreur de dessiner les grandes lignes de l'avenir (idée contagieuse qui s'est propagée d'empoisonneur à empoisonneur jusqu'à Staline). Le marxisme est, en substance, justement une prévision du futur. L'utopisme dans sa juste acception n'est pas une prévision du futur mais une *proposition* de façonner le futur. Le marxisme fait tout le travail de prévision au moyen de l'explication des faits du passé et du présent et de la recherche de lois historico-sociales, et il attribue la possibilité d'atteindre la juste explication d'événements donnés et la prévision de ceux qui viendront à une classe et à son parti. L'utopisme est dicté – ou au moins il dit l'être – seulement par une volonté généreuse et par le rationalisme intelligent d'un réformateur, mais (il y a, par exemple, de très nombreux passages de Marx et Engels où ils font l'éloge de Saint-Simon) il se ressent toujours du heurt contemporain des intérêts et des classes et anticipe dans une mesure plus ou moins grande les conclusions «scientifiques».

Pour le système utopiste, l'avènement manqué de la société meilleure ne prouve rien, sinon que les hommes sont méchants, sourds ou...

malchanceux. Pour le marxisme au contraire ses prévisions sont justement l'épreuve du feu et le mot *scientifique* n'a pas d'autre sens (étant entendu que dans la bataille de propagande d'un parti qui vit à chaque ligne de Marx et d'Engels, il faut tailler dans le vif avec des formulations tranchantes). Si nos prévisions sont toujours fausses, allons nous promener et laissons le champ libre aux grands politicards qui vont où souffle le vent.

Prenons le passage d'Engels par la fin: la guerre avec la Turquie. Elle est a eu lieu deux années plus tard (guerre de Plevna pendant laquelle Marx soutint *fanatiquement* la Turquie comme le rapporte sa femme); il s'en fallut de peu que l'Autriche n'intervînt et que la Russie ne s'en sortît mal, ou du moins ne soit pas victorieuse. Elle fut encore assez forte pour imposer sa volonté au congrès de Berlin; ce qui explique que le tsarisme «ait duré». L'État russe eut «*de l'argent et des alliances sûres*», il obtint généreusement l'argent des banques du capitalisme international et les alliances surtout de la France démocratique. La guerre avec l'Autriche (et avec l'Allemagne) n'arriva finalement qu'en 1914, même si pour nos textes elle arrivait en retard à cette station de l'histoire. Mais les alliances, qui furent suffisantes pour faire à la fin céder les austro-allemands en 1918, n'évitèrent pas la catastrophe militaire en 1917 et la révolution qui s'était déjà approchée avec la défaite précédente de 1905 face au Japon.

L'allusion finale à la tentative prématurée d'insurrection vise les méthodes insuffisantes du terrorisme d'individus ou de petites sectes dont Engels dans un autre passage admire le courage mais qu'il critique comme stériles; ce n'est donc que lorsque ces formes d'action révolutionnaire seront remplacées par d'autres bien différentes que le tsarisme succombera.

La prévision à propos de la tâche antitsariste des *hautes classes* est prudente dans la mesure où elle est limitée à la seule Saint-Petersbourg; en effet une bourgeoisie d'importance notable, industrielle, commerciale et financière ne s'était pas encore fait connaître dans les villes, et ces classes se profilent avant tout comme minorité des classes intellectuelles et des professions libérales. D'où la phrase significative «par le gouver-

nement lui-même». En Russie, comme l'État domine la noblesse dans une fonction parallèle, il faut s'attendre à ce que la fonction historique de la classe bourgeoise soit, là où elle fait défaut en tant que groupe de personnes, assumée par un État-capitaliste. C'est ce qui est arrivé.

Partie de là, d'une capitale qui ne peut pas désormais ne pas s'organiser comme toutes les capitales bourgeoises, d'un centre de pouvoir qui de féodal doit devenir capitaliste, cette future révolution bourgeoise passera «*à travers les paysans*».

Les paysans ne sont pas une classe dont la révolution puisse partir. Ils peuvent seulement être *traversés* par la révolution d'une autre classe, et en général par la révolution bourgeoise. C'est avec ce terme, que nous adoptons dans son sens passif, que le théorème marxiste affirme fermement : jamais la paysannerie, comme classe révolutionnaire, ne *signe* une révolution historique.

Cette révolution devra rapidement dépasser *la première phase constitutionnelle*. On ne lit pas qu'elle doive devenir prolétarienne et socialiste. Elle doit devenir *républicaine* et couper à son tour la tête du monarque, ce qui ne suffit pas encore à dépasser le niveau historique

#### 40. VINGT ANS APRES

Engels est à la fin de sa vie quand il ajoute en 1894 à la fin de son texte l'appendice dont nous avons déjà parlé. Il n'a rien à changer en substance de ses conclusions précédentes, il lui faut seulement prendre acte du changement de position des deux forces sur lesquelles le problème s'était centré: la communauté paysanne dans les campagnes, l'industrie capitaliste dans les villes.

Le nouveau bilan se résume facilement: la première a perdu depuis lors de sa vitalité, tandis que la seconde, elle, en a acquis énormément.

Cependant bien qu'il soit au courant de la diffusion importante de la théorie marxiste en Russie, et du lien toujours plus grand entre le socialisme européen et les révolutionnaires russes, Engels, même en 1894, ne met pas encore au premier plan la classe ouvrière.

A propos de la communauté rurale russe, il accentue le pessimisme de ses conclusions. Un des principaux hérauts de cette forme nationa-

bourgeois. C'est seulement alors qu'elle «aura une importance énorme pour toute l'Europe, en abattant la réserve de la réaction».

Ce point de vue est important face à la position des Russes libéraux qui se satisfaisaient d'un parlement et d'une constitution promis par les Romanov et face aux positions douteuses du bakouninisme avec son «tsar des paysans», positions que nous avons déjà rappelées.

Les conditions et les caractères de la révolution russe, tels qu'ils se sont réalisés dans les faits, correspondent au «modèle». Elle a suivi les guerres et les défaites militaires. Elle n'a pas eu comme protagoniste une bourgeoisie énergique, mais elle a commencé au sein d'un gouvernement manœuvrier (et vendu à la bourgeoisie occidentale) aux velléités constitutionnelles vite évanouies. Elle est facilement passée à *travers* les paysans, de l'étatisme agricole, non pas au socialisme, mais à l'étatisme industriel.

Sans aucun doute elle a eu un autre acteur formidable, le prolétariat, qui de 1875 à 1917 s'était développé en raison de la croissance de l'industrie. Mais pour que ce dernier devienne le protagoniste définitif la deuxième condition a fait défaut: la victoire prolétarienne en Occident.

le russe «originale» a été Herzen, grand démocrate russe, l'équivalent des Blanc, Mazzini, Garibaldi et autres radicaux européens, et auquel se réfère Tkatchev, très cité par Engels. Il l'appelle «*littérateur panslaviste aux prétentions révolutionnaires*». Marx dans la première édition du *Capital* l'avait déjà défini comme «*littérateur à moitié russe et totalement moscovite, souhaitant le rajeunissement de l'Europe au moyen du knout et de la transfusion de sang kalmouk*».

Mais tous deux avaient en haute considération l'écrivain Tchernychevski qui avait déjà étudié avec sérieux la différence entre la tradition slave et la tradition super-individualiste de l'Occident (et en 1920 les bolcheviks russes n'ont peut-être pas assez tenu compte de cet ennemi majeur, avec qui ils n'avaient pas eu vraiment à s'affronter dans leur lutte épique). En effet tandis que Marx repoussait l'accusation selon laquelle il partageait avec les libéraux russes l'idée qu'il

n'y avait rien de plus urgent que de «dissoudre la propriété commune et de plonger dans le capitalisme», Engels donne la plus grande importance aux considérations de cet auteur. En parlant des cosaques de l'Oural, chez qui dominait encore la *culture en commun* du sol avec ensuite la répartition du produit entre les différentes familles, il écrit: «*Si ce peuple résiste avec ses institutions actuelles jusqu'au moment où les machines seront introduites dans la culture du blé, alors ils seront heureux d'avoir conservé un régime de propriété qui leur permette l'emploi de machines qui présupposent des unités de culture d'étendues énormes, avec des centaines d'hectares*». Un marxiste ne peut pas ne pas trouver ici la thèse économique de la grande gestion vis-à-vis de laquelle la gestion parcellaire est rétrograde.

Et dans le domaine historique, la critique de l'exaltation de la «personne» chez ce penseur n'est pas moins marxiste: «*Dans l'Europe occidentale, l'introduction d'un ordre social meilleur est rendue extrêmement difficile par l'extension infinie des droits de la personne individuelle... dans l'Europe occidentale, l'individu s'est désormais habitué au caractère illimité des droits privés... auquel on ne renonce pas facilement... un ordre économique meilleur est lié à des sacrifices individuels et, donc, il trouve des difficultés à se réaliser... Ce qui là-bas semble une utopie, chez nous... subsiste chez les Russes dans les coutumes populaires puissantes de notre vie paysanne*».

Ni Marx, ni Engels ne méprisent donc ce souhait de pouvoir souder le communisme primitif et le socialisme général «*en évitant les douleurs de l'enfer capitaliste*». Il s'agit de voir comment les phases historiques se relient effectivement.

Mais au cours des vingt années écoulées, de nouveaux pas irréversibles ont été accomplis vers la dissolution des terres du *mir* en possessions individuelles. L'histoire a enseigné que «*jamais et en aucun lieu le communisme agraire issu de la société gentilice n'a produit de lui-même autre chose que sa dissolution*». Bien vite ce communisme cède la place à l'«*économie de familles individuelles*» – négation de notre modèle. Et alors «*la propriété commune ne consiste plus que dans de nou-*

*velles répartitions du sol à travailler entre les familles. Il suffit que ces répartitions soient tenues en suspicion ou soient abolies, et l'on obtient le village de paysans parcel-laires*». Ce qui nous fait horreur et qui, au contraire, ravit les stalinien-

Mais même le fait qu'en Occident la production capitaliste se soit pleinement développée et que les conditions soient posées pour l'emploi des moyens de production sous forme de propriété sociale – «*ce simple fait ne peut conférer à la commune russe la capacité de développer en son sein une telle forme sociale nouvelle*».

«*Toutes les formes de société gentilice nées avant la production de marchandises et l'échange individuel ont ceci en commun avec la société socialiste futur: certaines*

*choses, certains moyens de production, sont possédés collectivement et sont utilisés collectivement par des groupes donnés. Mais ce caractère communautaire n'habilite pas la forme sociale inférieure à produire d'elle-même la société socialiste future, cet ultime et spécifique produit du capitalisme*».

Donc pas de développement «autochtone» du communisme de village russe en socialisme.

Par contre, accélération possible du processus, toujours sous la condition, à nouveau affirmée et qui avait été énoncée dans la préface au *Manifeste*, de la victoire prolétarienne dans les pays complètement industriels.

Voilà ce que Marx et Engels disaient en 1882. Mais que s'est-il passé par la suite?

### 41. DÉCLIN ULTÉRIEUR DU VILLAGE

La dissolution prononcée de la propriété commune russe que nous avons rappelée a fait des progrès importants depuis l'époque précédente. Les défaites de la guerre de Crimée avaient clairement montré la nécessité d'un développement industriel de la Russie. Il fallait par-dessus tout des voies ferrées; et celles-ci ne sont pas possibles sans le développement d'une grande industrie locale sur une vaste échelle. La première condition en fut la soi-disant émancipation des paysans. Avec elle commença pour la Russie l'ère capitaliste; mais avec elle débuta aussi l'ère de la fin rapide de la propriété commune du sol. Le prix imposé pour le rachat des terres, l'augmentation des taxes et, en même temps, la diminution et la dégradation des terres qui leur étaient attribuées, mirent les paysans à la merci des usuriers, pour la plupart membres enrichis des communes agricoles. Les voies ferrées ouvrirent un marché qui servit de débouché pour des régions agricoles de céréaliculture jusqu'ici isolées, mais elles y amenèrent également les produits à bas prix de la grande industrie qui supplantèrent l'industrie domestique des paysans qui jusqu'alors produisaient des articles semblables en partie pour leur propre besoin, en partie pour la vente.

«Les sources de gain anciennes en furent bouleversées, il se vérifia cette ruine qui accompagne partout le passage de l'économie naturelle à

**l'économie monétaire**, de grandes différences de richesse se produisirent à l'intérieur des communes - les pauvres devinrent les débiteurs esclaves des riches. Pour parler brièvement, un processus semblable à celui qui avait eu lieu avant Solon, et qui **avait désagrégé la gens athénienne au moyen de l'irruption de l'économie monétaire**, commençait à désagréger la commune russe.

«*Solon put, il est vrai, en s'attaquant de façon révolutionnaire à ce jeune droit de la propriété privée, libérer les débiteurs réduits en esclavage puisqu'il annula simplement avec ses lois institutionnelles ces dettes; mais il ne put rappeler à la vie l'ancienne gens athénienne. De la même manière, aucune force au monde ne pourra ressusciter la commune russe. De plus le gouvernement russe a interdit de renouveler la division du sol entre les membres de la commune plus fréquemment que tous les douze ans, afin que le paysan en perde toujours plus l'habitude et commence à se considérer comme propriétaire véritable de son lopin de terre*».

Au fil des années, la fragmentation des terres communales en petits lopins privés se fit donc toujours plus irrésistible, et la question de la survivance de la commune subsiste devint toujours plus irrelevante.

La lettre de Marx de 1877 tomba en pleine discussion sur ce thème parmi les Russes. Elle circula en Russie dans sa version française origina-

le avant d'être finalement imprimée à Genève en 1886 dans un journal

d'émigrés. Ce n'est que plus tard qu'elle fut publiée en Russie.

#### 42. LA LETTRE DE MARX

Comme nous l'avons déjà dit cette lettre réfute l'insinuation selon laquelle le point de vue de Marx coïncidait avec celui des libéraux qui voulaient liquider la commune. Elle témoigne en outre de la plus haute considération pour Tchernychevski dont elle reproduit ainsi la position: «*La Russie doit-elle commencer par la destruction de la propriété commune, comme le prétendent les économistes libéraux, et donc passer au régime capitaliste, ou au contraire peut-elle, sans éprouver les tourments de ce régime (qui pour les libéraux sont des délices!), s'en approprier toutes les conquêtes de façon que ses présupposés historiques se développent ultérieurement.*»

Marx donne sa propre réponse. «*Bref, car je ne voudrais rien laisser à deviner, je veux parler sans réserve. Pour pouvoir juger en connaissance de cause du développement économique de la Russie, j'en ai appris la langue, et j'ai donc étudié ce développement pendant des années dans les publications, officielles ou non. Et j'en suis arrivé à la conclusion suivante: Si la Russie continue à marcher sur la voie qu'elle a empruntée depuis 1861, elle perdra la plus belle occasion que l'histoire ait jamais offerte à un peuple pour éviter toutes les vicissitudes fatales du système capitaliste.*»

Comme le remarque Engels, Marx poursuit en réfutant son critique et sa fausse utilisation de ses propres théories pour appuyer la thèse qui, en Russie, tenait à cœur aux bourgeois. Et il arrive à un passage encore plus décisif.

«*Maintenant, quelle application à la Russie de mon esquisse historique sur l'accumulation primitive du capital mon critique pouvait-il faire? Simplement ceci: La Russie aspire à devenir une nation capitaliste selon le modèle de l'Europe occidentale – et ces dernières années elle a fait un grand effort dans cette direction – elle n'y réussira pas sans avoir d'abord transformé une bonne partie de ses paysans en prolétaires; et donc, une fois prise dans le tourbillon de l'économie capitaliste, elle devra en subir, exactement comme les autres peu-*

*ples profanes, les lois inexorables. Voilà tout.*»

En conclusion, dans les dernières paroles que nous ayons de lui, Karl Marx, qui n'avait pas exclu en principe cette éventualité historique formidable que nous avons souvent

#### 43. AVANCÉE DU CAPITALISME

Engels se repose la question 17 années, dit-il, après cette lettre; et il passe en revue la naissance du capitalisme dans ce pays:

«*Alors qu'après la défaite dans la guerre de Crimée et le suicide de l'empereur Nicolas, l'ancien despotisme russe réussit à survivre inchangé, une seule voie restait ouverte: le passage le plus rapide possible à l'industrie capitaliste... ce qui signifiait des voies ferrées... les voies ferrées signifient, outre l'industrie capitaliste, la révolution de l'agriculture primitive. D'un côté, la production agricole, même celle des régions les plus lointaines, se liait directement au marché mondial; de l'autre on ne peut construire un système ferroviaire sans une industrie lourde locale qui fournisse les rails, les locomotives, les wagons, etc. Mais on ne peut pas introduire une branche de la grande industrie sans en accepter dans le même temps le système tout entier; l'industrie textile qui avait une base relativement moderne et qui avait déjà précédemment pris pied dans la zone de Moscou et de Vladimir, de même que sur la côte baltique, en reçut une impulsion nouvelle. L'expansion des banques déjà existantes et la fondation de banques nouvelles suivirent l'expansion des voies ferrées et des usines; l'émancipation des serfs produisit la liberté de mouvement individuel, en l'attente de la libération d'une grande partie des paysans de la possession de la terre elle-même. Ainsi, en peu de temps, tous les fondements de la production capitaliste furent jetés. Mais la hache fut aussi appliquée aux racines de la commune paysanne.*»

Engels décrit ici en quelques mots un procès d'«accumulation capitaliste au moyen d'investissements d'État» qui forma cependant une jeune bourgeoisie et qui en est la

appelée *le saut* par-dessus le capitalisme, et dont on voudrait le faire croire aujourd'hui de tous côtés, se serait produite pendant les quelques mois de 1917, se montre fermement certain que la Russie engendrera le capitalisme et comme nous en Occident, en boira elle aussi le calice jusqu'à la lie.

Nous pensons qu'aujourd'hui elle n'a pas encore fini de l'ingurgiter.

meilleure couveuse. Que signifient les paroles suivantes: «*Puis vint l'ère des révolutions par le haut inaugurée par l'Allemagne et avec elle l'ère du développement rapide du socialisme dans tous les pays européens?*»

Il s'agit encore une fois de la révolution bourgeoise et capitaliste, de la sortie de l'économie féodale et des îlots de production-consommation agricoles fermés sur eux-mêmes, et de l'ouverture des marchés nationaux et internationaux. Mais ce n'est pas la bourgeoisie qui fait cette révolution par en bas, en dehors du pouvoir. Ce n'est pas seulement en Russie que la bourgeoisie a été assez lâche pour chercher à se décharger de sa tâche sur n'importe qui d'autre: le gouvernement féodal, la paysannerie, et même le prolétariat, faisant, comme le coucou, couvrir ses œufs dans le nid d'autrui. Ce qui s'est produit en Angleterre et en France ne se répéta plus; Bismarck et les Hohenzollern ne furent pas renversés pas mais furent contraints d'industrialiser (en commençant par les voies ferrées) et de prolétarianiser l'Allemagne.

Ailleurs cette bourgeoisie est née dans le risque de l'entreprise, souvent poussé jusqu'à l'héroïsme – comme l'héroïsme des chevaliers de la Table Ronde donna naissance aux barons terriens –, pour devenir ensuite conservatrice, parasitaire, monopoliste et protectionniste. En Russie au contraire elle naquit dans le climat suivant: l'État s'endetta à l'extérieur et à l'intérieur. «*La première victoire de la bourgeoisie consista dans les concessions ferroviaires qui assurèrent aux actionnaires la totalité des bénéfices futurs en se déchargeant sur l'État de la totalité des pertes futures (dans tout pays où l'économie est pauvre, les voies ferrées sont déficitaires*

## Russie et révolution

res et ne peuvent naître que des subventions et non des investissements progressifs du profit de l'entreprise qui n'existe pas). *Donc vinrent les subventions et les primes en faveur des entreprises industrielles, les taxes protégeant l'industrie locale, qui finirent par rendre impossible l'importation de nombreux articles*». Comme nous l'avons déjà dit, non seulement protectionnisme, mais investissement d'État, «IRI» avant la lettre.

«D'où l'envie que la Russie devienne un pays industriel indépendant de l'extérieur, qui se suffise à

*lui-même; d'où les efforts acharnés du gouvernement russe pour atteindre en peu d'années le point maximum du développement capitaliste*». Personne n'ignore quelle condition favorable représentent des matières premières disponibles de façon illimitée.

«Pour cette raison, la transformation de la Russie en un pays industriel-capitaliste, la prolétarisation d'une grande partie des paysans et la ruine de l'ancienne communauté de type communiste, procèdent à un rythme toujours plus rapide».

### 44. LE DERNIER BILAN

la conclusion finale d'Engels sur l'avenir du *micro-communisme* rural est donc plus radicalement pessimiste qu'en 1875. Mais il ne proclame cependant pas sa ruine sans regret ni sans espoir. Il s'agit encore une fois de ne pas donner prise à l'équivoque selon laquelle la thèse historique aurait été abandonnée contre un joyeux coup de trompette annonçant l'arrivée dans la Russie endormie d'un capitalisme «civil» moderne, contre une apologie de cette forme occidentale que le marxisme révolutionnaire a au contraire pour tâche fondamentale d'abord de dénoncer d'abord, puis d'abattre.

Mais deux conditions sont nécessaires à la survie des traditions du microcosme agricole slave; elles ont le grave défaut d'enfermer la société humaine dans les limites exiguës du village, mais malgré tout elles ont l'avantage de passer de l'individualisme bourgeois mercantile, mesquin et avilissant de la personne individuelle, à une communauté fraternelle, même si elle est limitée en nombre.

La première condition est qu'une révolution sociale et politique renverse la monarchie despotique du tsar et de la noblesse terrienne slave.

La deuxième est qu'une révolution également sociale et politique au-delà des frontières renverse les États capitalistes d'Europe et le pouvoir de la grande bourgeoisie.

Sur ces points cardinaux, et en guise d'appel vingt ans après, la nouvelle sentence sur laquelle se clôt l'*Appendice*, et qui est le dernier mot des maîtres du marxisme sur la Russie et sa perspective historique, est la suivante:

«à la question de savoir si l'on peut encore sauver quelque chose de

*ces communautés russes pour que, comme Marx et moi l'espérons en 1882, elles puissent devenir - en accord avec une révolution dans l'Europe occidentale - le point de départ d'une société communiste, je ne peux pas prendre sur moi d'y répon-*

### 45. LE MARXISME EUROPÉEN CLASSIQUE ET LA RUSSIE

Jusqu'ici nous avons donc présenté le problème de la Russie sur la base des textes du marxisme classique, du *Manifeste* à la mort d'Engels.

Dans toute cette question nous avons mis en évidence à chaque pas, d'un côté, le lien étroit entre les luttes de classe en Europe occidentale et centrale, et de l'autre, la fonction de la puissance russe dans un premier temps, et les luttes internes en Russie dans un second temps.

Successivement nous avons vu le marxisme suivre l'Europe et toutes ses nations dans leur voyage historique du féodalisme médiéval au capitalisme moderne, puis à la constitution du prolétariat en classe et à ses luttes pour le pouvoir politique, luttes jusqu'ici non couronnées de succès définitif et dont l'histoire est marquée par de graves défaites, des replis et des désillusions.

Dans la phase des grandes révolutions bourgeoises, nationales et libérales, le marxisme prolétarien attend et suit avec impatience leur réalisation définitive dans toute l'aire européenne; l'obstacle principal qui se dresse en travers de ce processus est la Russie des tsars qui envoie ou menace d'envoyer des forces armées en masses énormes partout où s'allume le feu de la révolution; de même qu'à l'époque de Napoléon elle fait reculer la gigantesque vague révolu-

*dre. Une chose cependant est certaine: pour qu'au moins un reste des communes agricoles survive une première condition est nécessaire: la chute du despotisme tsariste, la révolution en Russie. Cette dernière non seulement arrachera la grande masse de la nation, les paysans, à l'isolement de leurs villages, qui forment leur mir, leur monde, et les poussera sur la grande scène de la vie sur laquelle ils verront le monde extérieur et donc également eux-mêmes, leur propre condition et les moyens pour se séparer de leurs misères présentes, mais cette révolution donnera également au mouvement ouvrier occidental une impulsion nouvelle et des conditions de luttes nouvelles et, par cela même, elle hâtera la victoire du prolétariat industriel moderne, sans laquelle la Russie d'aujourd'hui ne pourra parvenir à une transformation socialiste qui la conduira au-delà tant de la commune que du capitalisme».*

tionnaire de la fin du dix-huitième et du début du dix-neuvième siècle, de même elle réussit à éteindre au milieu du siècle l'incendie qui, en 1848, courrait d'une capitale européenne à l'autre.

Quoi qu'il en soit, au travers de guerres civiles, sociales ou nationales, la systématisation complète de l'Europe bourgeoise est, vers 1870, un fait accompli économiquement, socialement, politiquement. Dans cette aire le mouvement grandissant de la classe ouvrière s'appête à mener sa lutte autonome. Il doit toutefois se tourner attentivement vers l'Orient. L'État massif des tsars n'a pas été touché par le feu de la grande révolution qui a bouleversé le visage de l'Europe; il faudra, en cas de lutte, lui régler son compte et, dans le même temps, étudier les causes historiques profondes de son immobilisme.

Nous avons vu deux thèses prendre forme. La puissance russe est la principale réserve pour la défense en Europe des régimes féodaux existant encore, et l'axe de la Sainte Alliance. En même temps, la puissance russe est la première force à intervenir lorsque la classe ouvrière se met en mouvement pour ses propres revendications dans les pays désormais gouvernés par des capitalistes.

Comment cet obstacle sera-t-il ôté

du chemin de la nouvelle révolution européenne, désormais libre de toutes ses attaches avec les luttes démocratiques et nationales?

Une longue lutte théorique s'en-tame face à thèse selon laquelle les lois du matérialisme historique et des luttes de classe qui avaient si bien convenu à l'histoire de l'Occident, ne sont plus valables pour ce pays et qu'il faut théoriser un autre mécanisme du développement des formes sociales successives.

Nous avons récapitulé les arguments du marxisme contre cette curieuse affirmation, en faisant la comparaison entre les différents champs historiques de l'évolution sociale, tels que nous les avons établis en fonction de l'histoire des derniers siècles; bien plus, nous les avons reportés à travers toute leur histoire, aux conditions géographiques originales et à leur effet sur l'installation des peuples sédentaires, sur leurs

institutions et leurs formes de vie. Et nous nous sommes donc efforcés de démontrer que le déterminisme de Marx est un instrument parfaitement à même d'expliquer l'histoire de la Russie et son grave «retard de phase» par rapport à l'Europe.

Une fois donc établi que les questions sociales russes se traitent avec la même méthode que celles d'Occident, nous avons mis en relation, toujours sur la base des textes de notre école, ses particularités historiques avec celles du pays et de sa nature physique, en faisant une comparaison sommaire entre les trois types d'organisation existant en Europe: romain classique, germanique et grand-slave, et en traitant également du quatrième type, asiatique.

Les particularités de la succession russe des modes de production n'ont donc pas été niées mais longuement examinées.

### 46. LE DRAME GRAND-SLAVE

Ces caractéristiques principales sont la basse fertilité de la terre, la difficulté des communications, la faible densité de la population et ses grandes difficultés à se fixer de façon stable; et, par contre, la formation plus précoce que chez les peuples germaniques, d'un pouvoir central fort – présentant des analogies avec les despotismes asiatiques historiques – qui protège et soumet aux tributs les communautés de travailleurs de la terre.

Jusqu'au dix-neuvième siècle ce centralisme étatique terrien figure aux côtés de la noblesse féodale, moins autonome et centrifuge que dans la forme germanique, et des communautés de villages, serves en partie de l'État et en partie des nobles.

D'où des différences par rapport aux pays européens dans le processus de fusion des îlots locaux dans un complexe d'échanges, dans la formation des marchés et des manufactures artisanales et industrielles, et le retard de l'avènement de la production capitaliste.

Le marxisme classique repousse la thèse selon laquelle ne se pose pas dans ce pays le problème de deux révolutions (qui peuvent se superposer) – la révolution de la bourgeoisie contre le féodalisme, et celle du prolétariat contre le capitalisme –, mais que se pose le problème d'une révolution originale unique, conduite par

les paysans des communautés contre l'État despotique et l'aristocratie des boyards, selon une voie complètement différente pour arriver au socialisme de la terre et des moyens de production.

Deux révolutions sont donc attendues en Russie, et la révolution antiféodale et antitsariste est imminente. Une phase capitaliste bourgeoise lui succédera-t-elle de façon durable ou le passage à la lutte prolétarienne se posera-t-il immédiatement?

Jusqu'à 1894 la réponse est qu'il est impossible d'attendre cette superposition des deux révolutions sur la base des forces internes, le prolétariat étant encore embryonnaire bien que l'industrie progresse à grands pas surtout à grâce l'État despotico-féodal. Et cette tâche ne peut pas être assumée par les paysans des communautés, et encore moins par les paysans parcellaires qui sont en train de se substituer à la forme communautaire traditionnelle.

Dans ces conditions la perspective est une révolution russe seulement bourgeoise qui serait la consé-

quence d'une guerre. Si la guerre avec le Japon n'est pas envisagée, ce qui est prévu c'est une guerre avec la Turquie, mais surtout une future grande guerre des Slaves et des Latins contre les Allemands. Cette dernière éclata en 1914 et provoqua l'écroulement du tsarisme. Même sans aller plus loin, un grand obstacle contre-révolutionnaire était enlevé du chemin du prolétariat des pays avancés.

A la place d'une installation de la Russie bourgeoise parmi les États bourgeois européens ayant survécu aux guerres, une autre perspective était alors envisagée par Marx et Engels: celle de la révolution en Russie contre le tsar, pure ou bâtarde peu importe, qui déchaîne la révolution socialiste en Occident.

Dans ce cas – et **seulement** dans ce cas – la révolution russe pourrait devenir socialiste et pourrait sauvegarder les survivances du communisme agraire en les greffant sur les puissants moyens de production modernes tombés entre les mains du prolétariat international victorieux.

Mais – au moins dans l'état des textes de 1894 – une évolution de la Russie vers une société socialiste à partir d'une révolution antitsariste est exclue *avec certitude*.

A la fin de cette étude nous aurons à établir que l'histoire n'a pas démenti cette perspective. En Russie se développent les mêmes forces productives qu'en Occident. L'industrie, et même la très grande industrie, l'emporte sur l'économie agraire. La révolution originale dirigée par les communautés paysannes émancipées n'a pas eu lieu. Les guerres européennes sont venues et ont provoqué l'écroulement du tsarisme; la victoire de la révolution ouvrière occidentale n'ayant pas eu lieu, il n'a pas pu y avoir en Russie une forme sociale communiste.

Parti dans ce pays d'un féodalisme d'État, on donc est arrivé à un capitalisme d'État industriel, à une forme en partie capitaliste et en partie pré-capitaliste de l'économie agricole, le tout dans un cadre d'échanges marchands national et tendant toujours plus à s'internationaliser

### 47. LES PERSPECTIVES DU PARTI MARXISTE EN RUSSIE

Nous devons maintenant examiner de l'intérieur de la Russie le problème qui a été vu de l'extérieur, et faire le lien entre 1894 et la révolution

russe. Tel est le thème de la suite de notre exposé, qui ne traitera pas encore tout le sujet de l'économie sociale de la Russie jusqu'à nos jours.

## Russie et révolution

En 1894, le développement du capitalisme est en acte de façon décisive, et un prolétariat puissant est déjà en formation. Engels n'a pas rendu compte de sa puissance historique; et l'Occident, même l'Occident prolétarien, ne s'en rendra pas compte avant le grandiose mouvement de 1905.

Confirmant le caractère international inné du procès historique de notre lutte, et venant démentir la thèse de la mission spéciale du peuple slave ou d'un autre, les traits d'un parti prolétarien (qui s'appelaient alors social-démocrate) s'étaient définis dès avant 1894 (et même dix années auparavant). Il était bien connu d'Engels, surtout dans la personne du grand théoricien Plekhanov, présent notamment en 1889 à la fondation de la II<sup>e</sup> Internationale. Mais ce parti n'avait pas encore été en mesure d'exprimer l'apparition historique d'un valeureux prolétariat urbain, capable de livrer des batailles inoubliables. Engels, par ailleurs réservé (comme nous l'avons fait remarquer), sur les différences entre ces marxistes déclarés et les autres mouvements révolutionnaires de l'empire du tsar – il était en effet non seulement un historien ou un théoricien, mais surtout le chef international du parti – ne prend pas encore en compte dans la dernière analyse que nous possédons de lui, la tâche de cette

classe de la société russe si jeune encore; il ne traite pas de ses organisations économiques, il ne s'engage pas à exclure nettement du mouvement de l'Internationale les partis à recrutement paysan, très faibles sur le plan doctrinal, mais héroïques sur le front de la révolution et de la terreur révolutionnaire.

Toutefois dans le travail original de notre mouvement mondial, ce n'est pas le dernier mot et la connaissance des dernières données qui peuvent être importantes. Ce qui est important au contraire, c'est toute systématisation qui établit les directives de la doctrine de manière qu'elle serve dans l'action de bouclier solide contre les agissements de l'opportunisme et les coups de poignard des déserteurs.

Quand la grande révolution bolchevique triompha, la plupart des vieux camarades et des néophytes, les premiers perplexes, les seconds joyeusement indulgents, n'hésitèrent pas à entonner des hymnes en sa faveur, tout en étant convaincus que les thèses du vieux Marx et du vieil Engels avaient reçu un *coup* terrible.

Nous qui parlons ici, nous sommes parmi les rares qui, dans la gloire de l'événement victorieux qui fit trembler les fondements du monde capitaliste, ne virent que la confirmation éclatante d'une doctrine complète et harmonieuse, la réalisation

d'une longue, dure et difficile attente mais avec la certitude absolue d'atteindre son but.

Après plus de trente ans remplis d'événements difficiles et moins propices à l'enthousiasme révolutionnaire, le colosse du capitalisme mondial ayant résisté à la secousse du sous-sol et dominant encore après la seconde et la plus bestiale guerre mondiale, en retraçant le cours tourmenté et difficile à déchiffrer des événements, et en le reliant – comme le marxisme revendique savoir le faire (y renoncer reviendrait à admettre avoir perdu sur toute la ligne) – à la chaîne des constructions de presque deux siècles, nous nous sentons cent fois plus certains d'une confirmation de fait de notre doctrine, plus sûrs de nous pour n'avoir jamais avalé de sots, hâtifs, présomptueux et surtout lâches démentis à cette ligne inflexible qui, une fois trouvée et acceptée, ne peut être déformée sans trahir.

(1) Le rapport de cette réunion a été publié en français sous le titre: «Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste», Ed. Prométhée.

(2) Référence au travail de parti publié sous le titre: «Struttura economica e sociale della Russia d'Oggi», Ed Iskra

---

### La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre

( Brochure A5, 60 pages, février 2009, Prix: 2 €, 4 FS)

#### Au sommaire:

- Introduction
- Allemagne 1918-1919: le tragique retard du parti («le prolétaire», N° 491, Nov.-Déc. 2008 / janvier 2009)
- La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre (Rapport à la réunion générale du parti - 1972)
- La situation en Allemagne et le mouvement communiste («Il Soviet», N° 18, 11 juillet 1920. Traduction dans «programme communiste», N° 58, avril 1973)
- Annexe: Berlin 5 janvier 1919



## *Histoire de la Gauche Communiste*

# La question du Front Unique (4)

(Les chapitres précédents de cette étude sont parus sur les n°102 et 103 et 104 de cette revue)

### LES «THÈSES DE ROME» ET LA POLÉMIQUE AVEC LA DIRECTION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Rédigées par Bordiga et Terracini à la fin de l'année 1921 les «Thèses sur la tactique» deviendront connues sous le nom de Thèses de Rome après leur adoption au second Congrès du PC d'I, qui se tint dans cette ville, dans des conditions de semi-clandestinité, du 20 au 25 mars 1922, après avoir été renvoyé plusieurs fois; mais elles furent d'abord publiées le 31 décembre sur *Il Comunista*, l'organe central du parti, puis sur *Rassegna Comunista*, la revue du parti, le 30 janvier 1922. Ecrites au moment où l'Internationale réalisait son tournant vers la tactique du front unique, elles avaient évidemment pour but, sinon de répondre à ce tournant, du moins d'établir des points de repère fixes sur la question de la tactique, c'est-à-dire de l'activité, du parti. Domaine difficile mais évidemment essentiel puisqu'il détermine l'échec ou la réussite de l'action du parti – dans la stricte limite des conditions objectives –, il est aussi le domaine où les erreurs, dans une certaine mesure inévitable, risquent d'ouvrir la voie aux déviations puis aux dégénérescences les plus dangereuses: toute l'histoire des partis socialistes était là pour le démontrer.

L'historiographie de matrice stalinienne a reproché aux Thèses de Rome d'être fondées sur une prévision de prise du pouvoir à brève échéance. En réalité personne dans le mouvement communiste ne prévoyait la formidable défaite internationale du prolétariat, défaite facilitée par les erreurs du mouvement lui-même, qui donna des décennies supplémentaires de vie au capitalisme; mais il n'empêche que le PC d'I dirigé par la Gauche était peut-être dans l'Internationale celui qui était le

moins enclin à se bercer d'illusions sur l'imminence du dénouement révolutionnaire. Et il suffit de lire les Thèses pour s'apercevoir qu'elles ne se basaient pas sur une hypothèse contingente mais entendaient être valables pour toute la période où le parti oeuvre pour préparer la lutte révolutionnaire décisive, qu'elle soit proche ou lointaine.

Les Thèses de Rome entendaient définir la tactique communiste par rapport à deux grands groupes de situations objectives où le parti est appelé à agir sur la base de directives bien précises suivant qu'existent ou non les conditions de l'assaut au pouvoir bourgeois: les Thèses différencient en tactique directe et indirecte les règles d'action du parti dans ces deux situations. Mais elles plaident en outre la définition de la tactique dans le cadre plus vaste de la nature organique du parti communiste, de son processus de développement, de ses rapports tant avec la classe (sans lesquels il ne pourrait exister comme parti de la révolution prolétarienne) qu'avec d'autres forces à base et à étiquette «prolétariennes», etc. Cette façon de faire a pour but d'éliminer toutes les conceptions volontaristes, contingentes, empiriques, de l'élaboration des orientations tactiques. Elle n'exclue absolument pas l'analyse des situations et de leurs évolutions, mais elle fournit à cette analyse les instruments nécessaires pour que les directives tactiques puissent donner les meilleurs résultats possibles pour le parti et pour la classe. Ces directives sont donc tout sauf des spéculations abstraites, des constructions *a priori* dictées par des soucis puristes ou doctrinaires; elles veulent être des

anticipations théoriquement fondées et historiquement réalistes de ce qu'il est à chaque fois **possible** et **nécessaire** de faire, sans jamais perdre de vue les conséquences des orientations tactiques sur l'organisation du parti, sur sa solidité politique et même sur ses bases programmatiques.

Pour réaliser sa tâche de direction révolutionnaire des masses qui entrent en mouvement sous la poussée de déterminations matérielles, le parti doit avoir maintenu son indépendance absolue par rapport aux forces plus ou moins liées au maintien de l'ordre établi, ce qui ses traits distinctifs, mais surtout s'il a pu les traduire dans une organisation solide et disciplinée.

Dans le parti en effet tout doit être lié: principes, programme, tactique et organisation, s'il veut pouvoir résister et se diriger avec le maximum d'efficacité au milieu des influences permanentes et multiformes de l'adversaire de classe qui tendent en permanence à la faire dévier de sa route. Rompre ce lien, au motif d'être plus adapté ou plus réactif à la situation contingente du moment, que ce soit sur le plan de l'organisation ou celui de l'activité, de mieux profiter d'une occasion ou de répondre à une situation jugée nouvelle ou imprévue, peut bien être motivé par les meilleures intentions, c'est toujours en définitive une initiative illusoire qui affaiblit le parti en ouvrant une brèche dans son armure: mille exemples le démontrent dans l'histoire du mouvement ouvrier. Les rédacteurs des thèses n'étaient donc pas motivés par des soucis abstraits de purisme ou des préjugés sectaires, mais par des considérations éminemment pratiques, nées de la terrible expérience de la dégénérescence du mouvement socialiste. Ils ne s'imaginaient pas fixer de manière absolue, pour

## Le Front Unique

toutes les situations et toutes les périodes, les consignes tactiques afin de s'immuniser des erreurs; mais il s'agissait d'établir un cadre solide à l'intérieur duquel les variations tactiques doivent être envisagées, sur la base d'une analyse correcte des situations. Ou, en reprenant les paroles des Thèses:

*«Le Parti et l'Internationale communiste ne peuvent accorder la plus grande liberté et élasticité de tactique aux centres dirigeants et remettre la détermination de celle-ci à leur seul jugement après examen de la situation. Le programme du parti n'a pas le caractère d'un simple but à atteindre par n'importe quel moyen, mais celui d'une perspective historique dans laquelle les voies suivies et les objectifs atteints sont intimement liés (...). Dans les diverses situations, la tactique doit donc être en harmonie avec le programme et, pour cela, les règles tactiques générales pour les situations successives doivent être précisées dans certaines limites, sans doute non rigides, mais toujours plus nettes et moins fluctuantes à mesure que le mouvement se renforce et approche de la victoire finale.»*

Les Thèses se voulaient exprimer une «contribution à la discussion internationale sur la question de la tactique»: elles entendaient fixer à grands traits les principales «éventualités tactiques», non pour la situation italienne de 1922, mais à l'échelle internationale et pour des «phases» qui vont de l'action sous un pouvoir féodal à la dictature du prolétariat. Mais il s'agissait aussi et surtout de fixer clairement les **limites** à ne pas franchir dans un domaine où dans l'Internationale on commençait à se mettre à chercher des solutions «audacieuses», des «tactiques souples». Dans un article rédigé dans le cadre des discussions en vue du Congrès que nous reproduisons plus loin, Bordiga écrivait: *«Il y a des limites tactiques qui sont tracées non par la théorie, mais par la réalité.»*

*Cela est si vrai que sans vouloir jouer les oiseaux de mauvais augure, nous pouvons prévoir que si l'on continue dans cette voie des oscillations tactiques illimitées et des alliances contingentes avec des partis politiques opposés, on détruira peu à peu le résultat des sanglantes*

*expériences de la lutte des classes vécues par le prolétariat, pour aboutir non pas à des succès sensationnels, mais à l'extinction de l'énergie révolutionnaire du prolétariat. De sorte qu'on risque de voir une nouvelle fois l'opportunisme célébrer ses saturnales sur la défaite de la révolution, dont il décrit déjà les forces comme incertaines, hésitantes et prêtes à s'engager sur le chemin de Damas» (1).*

Les Thèses abordent évidemment la question du front unique; elles reprennent les positions défendues par le PC d'I en faveur du front unique sur le terrain syndical ou immédiat, en opposition aux orientations de type «gauche allemande» qui préconisaient la formation d'unions révolutionnaires ne regroupant que les prolétaires déjà politiquement en accord avec les positions générales du parti.

Elles traitent aussi en détail la question du rapport avec les partis soi-disant ouvriers ou «subversifs» – affirmant en particulier leur opposition à la constitution de fractions ou groupes à l'intérieur d'autres partis (ce que l'Internationale pratiquait déjà dans le PS italien et que Trotsky 15 ans plus tard préconisera à ses partisans sous le nom d'*entrisme*); et bien entendu l'attitude à avoir par rapport à un gouvernement «de gauche» ou social-démocrate est longuement abordée. Opposé au «front unique politique», c'est-à-dire à des accords politiques avec les partis réformistes, adversaires résolus non seulement de la révolution prolétarienne mais même de la lutte

de classe pour résister à l'attaque bourgeoise, le parti ne peut être qu'encore plus opposé à un gouvernement de ces partis.

Les Thèses reconnaissent sans doute que la constitution d'un gouvernement social-démocrate peut être utile pour le prolétariat; mais c'est dans la mesure où celui-ci a ainsi la possibilité de perdre ses illusions en faisant l'expérience concrète de la «trahison» de ces partis, du caractère anti-prolétarien de leur action politique – et non pas parce qu'un tel gouvernement pourrait objectivement aider son combat et s'opposer à l'offensive bourgeoise. Cette expérience peut donc être utile, mais à la condition que le parti n'ait cessé de **dénoncer à l'avance** devant les masses prolétariennes les plus larges son inévitable action contre leurs intérêts et en faveur de la défense de l'ordre bourgeois.

Pas question donc de pousser ou d'aider à la constitution d'un tel gouvernement – et à plus forte raison d'y participer – qui ne peut avoir qu'une fonction anti-prolétarienne, comme l'avait démontré l'écrasement de la révolution allemande par le gouvernement social-démocrate! Et au cas où un gouvernement de gauche ou démocratique viendrait à être menacé d'un coup d'Etat et demanderait aux prolétaires de le défendre par les armes, le parti refuserait le moindre «loyalisme» envers le gouvernement et il appellerait à ne pas déposer les armes tant que toutes les forces bourgeoises et leur Etat n'aient pas été renversées.

\* \* \*

Ce que nous venons d'exposer rapidement sur les Thèses de Rome permet de comprendre qu'elles aient reçu un accueil des plus froids auprès de la direction de l'Internationale: elles se mettaient en effet en travers du tournant tactique en train d'être effectué. Il fut confié à Trotsky et à Radek la tâche de rédiger un texte de critique, qui aurait dû être prêt et discuté avec la délégation italienne (Terracini, etc.) au premier Exécutif Elargi; de février 1922.

Ce ne fut pas le cas et le texte, rédigé par le seul Radek sous le titre de «Contribution au projet de programme du Parti Communiste Italien», n'arriva en Italie qu'en avril, c'est-à-dire après

le Congrès de Rome (2).

On y trouve pour la première fois dans un texte officiel la revendication du gouvernement ouvrier, qui n'avait pas été endossée lors de l'Exécutif Elargi; et même plus précisément un appel au parti pour qu'il lutte pour la dissolution de la Chambre afin que puisse se constituer ce gouvernement ouvrier; pour qu'il forme un «*bloc*» (c'est ainsi qu'on appelait alors les alliances électorales) avec le PS sur la base d'un «*programme minimum*» de revendications à réaliser par ce gouvernement; pour le soutien à ce gouvernement «*aussi longtemps qu'il représentera les intérêts de la classe ouvrière!*»

On comprend que ce texte ait sus-

cité quelques hésitations au sein de l'Exécutif de l'Internationale (3): affirmer qu'un gouvernement social démocrate pouvait représenter, même de façon temporaire et hésitante, les intérêts de la classe ouvrière, et qu'il fallait appuyer la formation d'un tel gouvernement par voie parlementaire en envisageant même d'y participer, ce n'était pas aider les masses à se débarrasser de leurs illusions envers le Parti Socialiste et le système démocratique bourgeois, mais les renforcer au contraire!

Des positions similaires à celle du texte de Radek furent émises lors des discussions du Congrès par le délégué allemand: ce n'est pas un hasard, nous avons souvent expliqué que l'origine des tournants tactiques les plus discutables se trouvait dans l'action des communistes de ce pays. Böttcher soutint donc dans les discussions en commission et dans son discours devant le Congrès le front unique politique allant jusqu'à la perspective d'un «gouvernement ouvrier» social-démocrate comme étant un «gouvernement anti-bourgeois» qu'il faudrait appuyer au parlement, et même la perspective d'une coalition ministérielle avec le parti socialiste—tout en affirmant que cela ne signifiait pas transiger sur l'indépendance du parti (4)! Bordiga répliqua durement dans son rapport; à propos du Front Unique:

«Si, sur le plan politique, nous nous refusons à serrer la main des Noske et des Scheidemann (5), ce n'est pas parce que ces mains sont souillées du sang de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, mais parce que nous savons bien que si, dans l'immédiat après-guerre, les communistes avaient refusé de serrer ces mains-là, le mouvement révolutionnaire du prolétariat aurait très probablement déjà vaincu».

Et sur la question du gouvernement ouvrier proprement dit:

«Nous demandons à nos contradicteurs s'ils veulent une alliance avec les sociaux démocrates pour qu'ils fassent ce qu'ils savent, peuvent et veulent faire, ou pour leur demander de faire ce qu'ils ne savent, ne peuvent, ni ne veulent faire? (...)

Nous voulons savoir si l'on prétend que nous disions aux sociaux démocrates que nous sommes prêts à collaborer avec eux y compris au parlement, y compris dans un gouvernement qu'on a baptisé ouvrier. Si c'est cela qu'on nous demande,

*c'est-à-dire si l'on nous demande d'élaborer au nom du PC un projet de gouvernement où devraient participer exclusivement communistes et socialistes, si l'on nous demande de présenter aux masses ce gouvernement comme un "gouvernement anti-bourgeois", si c'est cela qu'on nous demande, alors nous répondons, en prenant l'entière responsabilité de notre réponse, qu'une telle attitude s'oppose clairement à tous les principes fondamentaux du communisme. Accepter cette formule politique, signifierait en effet tout simplement déchirer notre drapeau sur lequel est écrit: il n'existe pas de gouvernement prolétarien en dehors de celui qui ne soit constitué sur la base de la victoire révolutionnaire du prolétariat» (6).*

Böttcher — pas plus que les dirigeants de l'Internationale — n'entendirent cet avertissement; l'année suivante, en octobre 1923, il devint ministre de l'économie du gouvernement régional de Saxe, gouvernement formé par une coalition entre le PC et les Sociaux Démocrates, et officiellement appelé «de défense républicaine et prolétarienne». Les communistes demanderont aux sociaux démocrates de faire ce qu'ils ne savent pas, ne peuvent pas ni ne veulent pas faire: résister y compris en appelant à la grève générale à l'armée qui se mobilisait pour renverser ce gouvernement. Les sociaux démocrates (tendance «de gauche», pourtant!) se défilèrent, les ministres communistes, dont Böttcher, furent destitués manu militari: 15 jours après sa formation le «gouvernement ouvrier» était dissous par l'armée et un nouveau gouvernement social démocrate sans communistes était constitué conformément à l'ultimatum des chefs militaires, sans que ces événements aient donné le signal de la révolution, comme se l'imaginait le PC Allemand. Avoir à nouveau «serré la main» aux sociaux démocrates avait ruiné les possibilités révolutionnaires

L'Exécutif de l'Internationale Communiste avait fixé dans sa session du mars à ses envoyés au Congrès, le Suisse Humbert-Droz et le Bulgare Kolarov (7) comme instructions de défendre les nouvelles orientations décidées à Moscou et de faire en sorte que les Thèses sur la tactique ne soient pas définitivement adoptées, la décision devant revenir à une discussion ultérieure avec la direction italienne. Mais l'accueil fait

à Rome aux positions des délégués de Moscou fut des plus hostiles.

Dans leur rapport officiel à l'Internationale, ils ne pouvaient qu'écrire à ce sujet à la suite des discussions en commissions avec les dirigeants du parti:

«Nous nous sommes heurtés sur la question du front unique à une opposition plus tenace et plus irréductible que celle que nous avons trouvée à Moscou [lors de l'Exécutif Elargi -NdIR] chez les représentants du Parti Communiste d'Italie» Après une déclaration de Terraccini confirmant que le texte de l'Exécutif n'était pas prêt lorsqu'il avait quitté Moscou mais que dans les discussions qui avaient suivi les séances de l'Exécutif Elargi, il avait été décidé que le Congrès vote les Thèses de manière à fixer sa pensée et à préparer un matériel qui serait soumis au IVe Congrès, «nous ne pouvons plus nous opposer au vote consultatif du parti sur les Thèses proposées par son Comité exécutif. Nous nous sommes mis d'accord avec la direction pour qu'une déclaration dans ce sens soit votée par le Congrès (...)» (8). S'il était hors de question pour les dirigeants du parti de violer la discipline de l'Internationale, ils étaient tout aussi résolument opposés à abandonner leurs positions. Tout en illustrant l'esprit de discipline des dirigeants du parti, le rapport montre que les divergences n'étaient pas alors considérées par les délégués de l'Exécutif comme étant d'une gravité particulière:

«Etant donné le conflit surgissant entre le Parti communiste d'Italie et l'Internationale communiste [les camarades du Comité Exécutif du Parti] se demandaient s'il était utile et nécessaire de remplacer la direction du parti et d'y nommer des camarades différents (...). Les trois questions nous ont été posées:

**1. L'Exécutif de l'Internationale communiste désire-t-il la démission du comité actuel et son remplacement par une direction différente?** (...). Nous avons répondu catégoriquement que l'Exécutif de l'Internationale Communiste n'avait jamais réclamé la démission de la direction actuelle et qu'il n'y songeait nullement. Nous avons déclaré que l'Exécutif n'avait pas toujours été d'accord avec la direction du Parti communiste d'Italie, en particulier dans la question des Arditi del popolo, qu'il

## Le Front Unique

considérait sa politique comme empreinte parfois de maladie infantile et d'un caractère trop abstrait et trop théorique, mais qu'il n'avait jamais cessé d'avoir confiance dans les camarades de la direction actuelle et qu'il les croyait susceptibles de modifier leur tactique pour lui donner plus d'élasticité et pour les mettre en accord avec la tactique générale de l'Internationale.

**2. Au cas où dans la discussion du Congrès une forte minorité se prononçait contre les Thèses italiennes, la direction actuelle doit-elle démissionner pour permettre la formation d'une direction nouvelle de minorité, mais qui aurait l'avantage d'être en accord avec l'Internationale communiste?**

*Nous avons été d'accord pour répondre à cette seconde question que le caractère du conflit entre l'exécutif et le Parti italien n'était pas d'une telle gravité qu'il nécessitait la formation d'une direction de minorité en accord avec l'Internationale Communiste, mais que la direction nouvelle qui serait nommée par la majorité du Congrès devait prendre la responsabilité du parti et appliquer éventuellement les directives tactiques que donnerait l'Internationale communiste. Encore une fois nous avons affirmé que l'Exécutif de l'Internationale communiste avait assez de confiance dans l'esprit de discipline de la direction actuelle pour l'application de ses décisions.*

**3. L'Exécutif de l'Internationale communiste a-t-il préparé pour l'Italie un plan de tactique nouvelle et, dans ce cas, ne vaudrait-il pas mieux remplacer la direction actuelle pour permettre à la nouvelle direction plus de liberté de mouvement pour appliquer une tactique en opposition à la tactique précédente du Parti communiste d'Italie?**

*Nous avons répondu que l'Exécutif de l'Internationale communiste n'avait pas élaboré un plan détaillé de tactique pour le Parti communiste d'Italie, mais que ce plan devait être fixé par une discussion et un accord entre l'exécutif de l'Internationale communiste et la direction à laquelle le Parti communiste d'Italie donnerait sa confiance. D'autre part, nous avons affirmé que nous considérons la tactique du front unique politique n'était pas en opposition avec la tactique jusqu'ici pratiquée par le Parti communiste*

*d'Italie, mais comme une extension au domaine politique de la tactique pratiquée déjà par le parti. Dans ces conditions nous ne jugeons pas nécessaire la formation d'une direction nouvelle».*

Le rapport indique ensuite que les positions de l'Internationale ne furent défendues que par deux orateurs, Presutti et Bombacci (9), «sans beaucoup de perspicacité». Mais «un autre courant d'opposition [beaucoup plus sérieux et profond dans ses arguments et sa pensée] qui critiquait la rigidité de la tactique et des thèses du Parti communiste d'Italie et admettait la possibilité d'une application en Italie de la tactique du front unique sur le terrain politique avec certaines réserves relatives à la situation spéciale de l'Italie était représenté par les camarades Graziadei et Tasca».

En fait Tasca n'était pas encore à ce moment sur les positions du Comité Exécutif de l'Internationale (il n'y arrivera que plus tard au cours de l'année); il était d'avis que dans la confuse situation politique italienne le front unique politique serait plus un élément de confusion que de clarté; il se prononçait donc pour un approfondissement du front unique syndical; son désaccord portait sur le fait qu'il y avait encore selon lui «des éléments utilement assimilables» dans le PS derrière lesquelles se trouvaient de larges masses encore plus indécises et plus désorientées (10).

Même si dans les années qui suivirent ils combattirent les Thèses, les autres militants de premier plan issus de l'ordinovisme turinois firent corps avec la majorité du parti. Par exemple plus tard, lorsqu'il fut à la tête du parti, Gramsci attribua au «schématisme doctrinaire» de la Gauche l'appréciation, contenue dans le chapitre final sur la situation en Italie, selon laquelle les secteurs dominants de la bourgeoisie préféraient à la venue au pouvoir du fascisme, le maintien de la façade démocratique et la mise en place d'un gouvernement de gauche pour duper le prolétariat.

En réalité non seulement il n'avait manifesté aucune réserve lors du Congrès de Rome sur ce point (comme sur les autres), mais il avait même publié le 13 février sur *L'Ordine Nuovo* un article intitulé «Le processus de la crise» où il pronostiquait que la chute du gouvernement Bono-

mi alors encore en place, allait «conduire à un changement des bases de l'Etat [sic!], c'est-à-dire au remplacement du vieil organisme par un Etat social démocrate» (11).

L'Internationale non plus ne souleva pas d'objection aux prévisions du PC d'I sur ce point, tant la perspective de la formation d'un gouvernement social démocrate semblait probable, les discussions et polémiques tournant sur l'attitude à avoir par rapport cette éventualité. Mais d'autre part, tout en la jugeant moins probable le parti envisageait explicitement l'hypothèse d'un coup de force militaire et il affirmait commencer à s'y préparer.

Finalement les Thèses sur la tactique furent approuvées par 31089 voix contre 4150 à la motion Graziadei qui envisageait l'extension de la formule du front unique aux partis politiques et à laquelle s'était rallié Presutti, et 707 abstentions (il y eut aussi 2165 absents).

Le 28 mars, trois jours après la clôture du Congrès et après la mise en place du nouveau Comité central (substantiellement identique au précédent) les quotidiens du parti publièrent un communiqué intitulé «*La nouvelle Centrale à tous les camarades*». Il y était dit: «*Les modalités de l'application en Italie de la tactique du front unique renvoyées, comme pour les autres pays, à une discussion entre le Parti et la Centrale internationale n'ont pas encore été définies. [C'est la raison pour laquelle] sans le moins du monde heurter les décisions de l'Exécutif élargi ni préjuger des futures décisions de l'Internationale, le Parti italien poursuit la ligne d'action suivie jusqu'ici. Toutes les décisions tactiques de la Centrale précédente restent donc pleinement en vigueur pour tous les organes de notre parti, qui concentre son activité dans la campagne pour la réalisation effective du front unique et pour une orientation révolutionnaire de l'Alliance du Travail (...)*».

Après l'échec des tentatives de constitution d'un gouvernement avec participation du PSI, un gouvernement bourgeois libéral avait été institué fin février grâce à l'abstention des députés socialistes. Au mois de mai l'offensive des bandes fascistes reprend; le premier mai elles occupent pendant 2 jours la ville de Ferrare; situé en Emilie Romagne (dans le delta du Pô), cette ville alors de

plus de 160 000 habitants dont la mairie est socialiste, est au coeur d'une région agricole marquée par les luttes des journaliers contre les grands propriétaires. Les Fascistes profitent de leur occupation pour attaquer les locaux syndicaux et les sièges des Ligues agricoles (organes de défense des travailleurs agricoles). Entre le 27 mai et le premier juin ils s'emparent pratiquement de Bologne (où en 1920 déjà des affrontements organisés par eux lors de l'entrée en fonction du maire socialiste avaient fait 10 morts parmi les militants socialistes); ils ne quitteront la ville qu'après que le préfet ait accepté de suspendre un décret qu'il avait pris interdisant le déplacement des Fascistes d'une province à l'autre. A l'occasion des événements de Bologne, le PC d'I lance un manifeste intitulé: «Proletaires! Organisez le Front Unique et l'action générale pour la défense et la contre-attaque contre l'ennemi commun!»

Citons cet appel qui montre comment le parti entendait la lutte contre les Fascistes et des capitalistes:

«Travailleurs, ouvriers et paysans d'Italie!

La réaction s'attaque avec une violence redoublée à vos positions et à vos organisations que votre ténacité et votre résistance ont maintenu sur pied grâce à des mois de lutte trouble et désespérée. Les ouvriers de Bologne, les fermiers et les ouvriers agricoles de sa région sont une fois de plus les premiers à résister à l'attaque adverse. On veut détruire les organisations qu'ils ont créées et péniblement défendues, on veut effacer jusqu'au souvenir des conquêtes et des droits du prolétariat.

Le matraquage, les blessures, l'assassinat, l'incendie, le saccage, la terreur se répandent dans des provinces entières: telles sont les armes employées contre le malheureux et héroïque prolétariat bolognais. Mais de Bologne, la vague de la guerre anti-prolétarienne ouverte se prépare à envahir d'autres provinces. On veut faire tomber une à une toutes les positions qui résistent encore et qui représentent pour vous une possibilité et une espérance de contre-attaque. En même temps les industriels lancent l'attaque contre les métallurgistes pour les soumettre une fois de plus par la force à leur volonté, s'imaginant pouvoir annuler les accords et les pactes garantissant les conquêtes

des autres catégories ouvrières une fois qu'ils seront venus à bout de l'avant-garde des métallurgistes.

Ouvriers et paysans!

Vos camarades, vos frères de Bologne, demandent votre aide! Vous savez que la lutte de Bologne vous concerne tous. **Il faut stopper, dès le début, l'offensive de l'ennemi commun, il faut organiser contre elle une action générale** en appelant à la rescousse toutes les catégories du prolétariat d'Italie. Il ne faut pas permettre à l'ennemi de démanteler une à une les positions défensives du prolétariat, pendant que les masses ouvrières assistent avec une rage impuissante au spectacle. Vous serez encore les plus forts si, à l'offensive des groupes armés et des industriels, vous savez opposer vos forces unies en un seul faisceau et organisées dans un **Front unique de contre-attaque prolétarienne**. Le Front unique de la défense et de la contre-attaque doit devenir une réalité! C'est ce que vous devez exiger des chefs des organisations syndicales dans lesquelles se rassemble toute la force de la classe travailleuse; c'est ce que vous devez exiger de l'Alliance qui s'est constituée précisément dans le but de préparer et de diriger la lutte pour la défense et la revanche. L'ennemi concentre toutes ses forces sur un point du front prolétarien pour l'enfoncer et écraser tout le reste de l'armée prolétarienne: il faut donc répondre à l'attaque par une action générale. Les hésitations, les doutes, les manoeuvres dilatoires de type parlementaire ne profitent qu'à l'ennemi. L'ennemi ne peut être arrêté qu'en lançant contre lui tout le poids de la masse ouvrière décidée à la lutte.

Travailleurs, ouvriers et paysans d'Italie!

Faites sentir aux organismes qui se sont attribués la charge de vous diriger que telle est votre volonté. Dans vos assemblées, dans vos réunions, dans vos meetings, mettez les

chefs face à cette responsabilité et exigez d'eux que l'Alliance du Travail remplisse sa mission.

Ne permettez pas qu'une fois de plus l'attaque ennemie se développe grâce à votre inertie et votre dispersion. Signez entre vous un pacte nouveau d'alliance pour la lutte suprême; faites que surgisse de la base et s'impose irrésistiblement le front unique de toutes vos volontés et de toutes vos énergies. Ce mot d'ordre vous est donné par le P.C. d'Italie qui est prêt à lutter au premier rang parmi vous avec toutes ses forces.

Vive la solidarité avec le prolétariat bolognais et avec les métallurgistes, avant-garde de tous les ouvriers et de tous les paysans d'Italie! Vive l'action générale pour la contre-attaque du prolétariat des campagnes et des usines! Vive le front unique d'action et de lutte de toute la classe ouvrière!» (12).

Nous avons parlé dans le n° précédent de cette revue du prétendu tournant des chefs syndicaux de l'Alliance du Travail vers une action insurrectionnelle à la suite de la recrudescence des attaques fascistes, et de la réunion organisée les 20 et 21 mai à Rome en vue de préparer une telle action, au cours de laquelle les représentants du PC d'I furent les seuls à avoir une position sérieuse: on ne joue pas à l'insurrection. La sincérité de la conversion des dirigeants de l'AdT à une politique insurrectionnelle fut révélée à peine trois jours plus tard lorsqu'ils appelèrent à la demande du gouvernement à cesser la grève générale déclenchée dans la capitale en réponse à une incursion fasciste, avec le prétexte de la présence, soi-disant, de «provocateurs»! En tous lieux et en tout temps, les réformistes dénoncent toujours comme «provocateurs» les révolutionnaires et les prolétaires combattifs, alors que ce sont eux, les véritables provocateurs – les provocateurs à la servitude!

### L'EXÉCUTIF ELARGI DE JUIN 1922

Il avait été décidé lors des discussions avec les délégués de l'Internationale au Congrès de Rome que la délégation italienne à l'Exécutif élargi comprendrait Bordiga comme représentant de la majorité du Congrès et Graziadei comme celui de la minorité.

Les procès-verbaux des séances de cet Exécutif n'ont pas été publiés

à notre connaissance, à part ceux consacrés au parti français qui le furent partiellement à l'époque sur le *Bulletin Communiste* (13). Les thèmes principaux de cet Exécutif furent le bilan de la Conférence des trois Internationales (14), le procès des Socialistes-Révolutionnaires russes, les différends avec le parti italien et la question du parti français, toujours

## Le Front Unique

en état de crise permanente.

A la veille de cet Exécutif, Humbert-Droz, en tant que représentant de l'Internationale auprès du parti français envoyait un rapport interne au CEIC sur l'état ce parti, dans un pays qui était bien loin de connaître une situation politique et sociale aussi tendue qu'en Italie ou en Allemagne. Après avoir passé en revue les différents courants qui tiraillaient le parti, il écrivait: «(...) Des bruits très alarmants [sic!] circulent d'après lesquels l'Exécutif serait décidé à provoquer une nouvelle scission du parti français. On parle dans la fraction Treint [la tendance de gauche, minoritaire – NdlR] d'un Livorno français et de la nécessité d'une nouvelle scission [c'est-à-dire d'une scission de la gauche, sur le modèle italien de la scission de Livourne l'année précédente– NdlR]. (...) Je considère que dans l'état actuel du parti, une tactique pareille serait une grosse faute (...) Nous serions loin d'avoir en France les forces que nous avons en Italie après Livorno pour organiser le parti communiste» (15). La perspective d'un Livorno français était ressentie comme un espoir par nombre de militants de gauche aspirant à sortir de la confusion (et comme une menace pour les courants à l'aise dans cette confusion ambiante). Le problème est qu'il n'existait aucun courant de gauche suffisamment solide politiquement et programmatiquement pour jouer le rôle de la Gauche communiste en Italie dans la préparation et la constitution du nouveau parti.

Alors qu'il avait bataillé deux mois avant à Rome pour tenter de convaincre les dirigeants du PC d'I des bienfaits de la tactique du Front unique politique, Humbert-Droz ne pouvait que prévenir maintenant dans son rapport le CEIC des inconvénients de celle-ci, en particulier le risque qu'elle mène à des alliances électorales avec les Socialistes et les partis bourgeois de gauche (ce qui une quinzaine d'années plus tard se parera du nom de «front populaire»):

«Il ne faut pas oublier que si le front unique est défendu par le groupe de camarades qui s'efforcent d'appliquer à la France les directives de l'Internationale, il est aussi accepté par toute la droite du parti qui l'interprète comme un acheminement vers l'unité rompue à Tours à leur grand regret et qui le réalise sous la forme électorale du bloc des

*gauches. Il n'y a pas de doutes que ce courant de droite favorable au front unique est plus fort que le courant de gauche également favorable et c'est pourquoi il y a grand danger à se compter sur la question du front unique. Pour comprendre une telle déformation de notre pensée, il faut tenir compte de la situation générale, politique et économique de la France actuelle: la question politique [qui] est au premier plan, même des préoccupations de la classe ouvrière, c'est la lutte contre la réaction de Poincaré et du bloc national. Le bloc des gauches, qui serait capable aux prochaines élections de balayer la chambre du bloc national, répond donc à une situation politique actuelle, tandis que le front unique économique des organisations prolétariennes ne répond pas à une situation aussi actuelle et aussi urgente. Il n'y a pas de doute que si le parti ne met pas toute son énergie à combattre le bloc des gauches, les fédérations y seront entraînées aux prochaines élections générales. Il faut que le parti lance des mots d'ordre positifs qui rallieront le prolétariat pour la lutte de classe s'il eut évité la cuisine électorale de ses organisations avec celles des bourgeois dits de gauche. (...)*

*Cette situation est grave et il est certain que l'application du front unique sur le terrain électoral ne pourrait se faire sans danger que lorsque le parti serait stabilisé, aurait clairement expliqué ce qu'est notre tactique et aurait impitoyablement condamné [ceux] qui l'interprètent à la manière des éléments de droite. Dans l'état de confusion où est le parti, l'application du front unique est un danger réel».*

En réalité ce que Humbert-Droz décrivait là, ce n'étaient pas des dangers inhérents à la situation particulièrement confuse du parti français, encore tout imprégné de l'opportunisme social-démocrate qui avait caractérisé le parti socialiste; c'était les dangers inhérents à cette tactique elle-même pour les partis communis-

tes qui venaient à peine de se constituer par une scission d'avec les vieux partis sombrés dans la collaboration des classes et passés, ouvertement ou non, du côté bourgeois; ils devaient donc encore se libérer du poids des vieilles habitudes héritées du réformisme, de l'adaptation à la légalité démocratique, mais aussi convaincre les larges masses ouvrières non seulement du bienfondé de la scission, mais de la différence de nature qui devait distinguer les partis communistes dans leur politique de tous les partis intégrés au système politique bourgeois. L'appel à l'unité d'action avec ces partis dont on condamnait l'action de sabotage des luttes ou leur trahison des intérêts ouvriers avec leur ralliement ouvert à l'ordre bourgeois, ne pouvait être compris par les larges masses que comme une volte-face des communistes; c'était en tout cas contradictoire avec les efforts, trop souvent encore insuffisants, pour donner aux jeunes partis communistes une physionomie et une action radicalement différentes de celles cultivées par les vieux partis sombrés dans la collaboration des classes.

C'était encore plus vrai quand l'Internationale en Italie, s'imaginant pouvoir accroître rapidement les effectifs du Parti Communiste voulait imposer une fusion de celui-ci avec le Parti Socialiste, deux ans à peine après la scission de Livourne qui avait conduit à la formation du nouveau parti. Il serait fastidieux de relater les tentatives, toujours vaines, de l'Internationale qui prenait pour argent comptant les déclarations des dirigeants socialistes appartenant à la majorité «centriste», dite «maximaliste» du PSI. Ces derniers avaient préféré à Livourne rester en communisme réformistes en se séparant des communistes et s'opposer aux 21 «conditions d'adhésion» à l'Internationale; ils se déclaraient cependant régulièrement en parfait accord avec celle-ci et demandaient leur adhésion, pour s'y opposer ensuite, incriminant l'attitude des communistes.

( A Suivre )

---

(1) «La tâche de notre parti», *Il Comunista*, 21/3/1923.

(2) Nous le reproduisons plus loin.

(3) Si le texte fut publié sur *l'Internationale Communiste*, organe du

CEIC, il semble bien qu'il n'ait pas rencontré l'assentiment unanime de l'Exécutif de l'Internationale: voir la précision de Bordiga à ce sujet dans une lettre publiée sur *Stato Operaio*, que nous publions plus loin.

(4) cf «Défense de la continuité du programme communiste», Textes du PC International n°7, p. 62-63. Paul Böttcher, député et membre de la direction du parti allemand, était rédacteur en chef de son quotidien central *Die Rote Fahne*.

(5) Il s'agissait de dirigeants sociaux démocrates allemands qui avaient été des responsables de l'écrasement de la révolution allemande en 1918-1919. Noske, Ministre des Armées qui avait déclaré «s'il faut un chient sanglant, je serai celui-là» organisa la répression des prolétaires insurgés. Scheidemann fut chancelier en 1919 après avoir été membre du gouvernement provisoire constitué en 1918 pour défendre le système capitaliste en Allemagne contre les menaces de révolution.

(6) Compte-rendu sténographique sur *Il Comunista*, 26/3/1922. cf «Storia della Sinistra Comunista», vol IV, Ed. Il Programma Comunista 1997 p. 448.

(7) Kolarov avait été militant du Parti Social Démocrate Ouvrier Bulgare dit «étroit» en raison de sa fidélité aux principes de classe, en opposition aux sociaux démocrates opportunistes dits «larges». L'un des principaux organisateurs de l'infortunée insurrection déclenchée dans ce pays sous la pression de l'Internationale en septembre 1923, il

échappera à la répression sanglante du gouvernement contre les communistes. Par la suite il fera carrière dans l'appareil stalinien et signera le texte de dissolution de l'Internationale Communiste en 1943. Il occupera ensuite différents postes officiels de la République Populaire de Bulgarie, dont il sera premier ministre en 1949.

(8) cf «Rapport des camarades V. Kolarov et J. Humbert-Droz au C.E. de l'Internationale Communiste sur le Congrès du Parti Communiste italien. 26 mars 1922» in «Archives de Jules Humbert-Droz. 1. Origine et débuts des partis communistes des pays latins. 1919-1923», D. Reidel Publishing Company, 1970. p.147-159. La motion lue par Bordiga au début de son rapport et votée par acclamation par le Congrès déclarait que les Thèses qu'on allait discuter auraient «la valeur d'une formulation de la pensée du Parti italien en matière de tactique, qui ne peut en aucune façon préjuger de la discipline internationale».

(9) Nicola Bombacci, «un pur confusionniste» selon Togliatti, fut exclu du parti en 1923 pour avoir envisagé à la Chambre des députés un rapprochement avec les Fascistes; mais il fut réintégré en 1924 par décision de l'Internationale, avant d'être définitivement exclu en 1927. Il collabora ouvertement avec les Fas-

cistes au début des années trente et fut fusillé par la Résistance en avril 45 avec Mussolini et une poignée de ses partisans qui tentaient de s'enfuir en Suisse.

(10) cf Storia..., op. cit., p.422.

(11) Article cité dans Paolo Spriano, «Storia del partito comunista italiano. 1 Da Bordiga a Gramsci», Einaudi 1967, p. 182.

(12) cf «Fascisme, antifascisme et lutte prolétarienne», brochure Le Proletaire n°25, p. 23-24. Après les massacres et la répression du premier mai, tant par les Fascistes que par les forces de l'ordre démocratique, le PC d'I avait demandé – sans succès – que les syndicats associés dans l'Alliance du Travail appellent immédiatement à une grève générale de protestation.

(13) cf *Bulletin Communiste* n°28, 29, 33, 34, 35, 36, 37. Cet hebdomadaire était alors un organe du PC, après avoir été l'organe du Comité de la Troisième Internationale. Le lecteur peut consulter et télécharger ces n° sur le site de la bibliothèque numérique du Cermtri: <http://www.bibnumcermtri.fr/spip.php?rubrique13>

(14) Voir à propos de cet épisode le n° précédent de la revue.

(15) Rapport du 30/5/1922. cf «Mémoires de Jules Humbert-Droz. De Lénine à Staline. 1921-1931», Ed. de La Baconnière, Neuchâtel 1971, p. 79

## LE MARXISME ET LA QUESTION PALESTINIENNE

( Brochure A4, 64 pages, Prix: 4 €, 8 FS)

### AU SOMMAIRE:

- Introduction
- Aux prolétaires israéliens, aux prolétaires palestiniens, aux prolétaires d'Europe et d'Amérique («le prolétaire», N° 463 , Août 2002; «il Comunista», n° 79 Aprile 2002)
- Une répression bestiale bien préparée (Tract du PCInt. - Mars 2002)
- Palestine vaincra? («le prolétaire», n° 402, juillet/août/sept. 1989; «il comunista», n° 16 février-avril 1989)
- Points de repères sur la question palestinienne («le prolétaire», n° 401, mai-juin 1989)
- Origine et signification de classe de la répression anti-palestinienne («il comunista», N° 12 , Aprile 1988)
- Les masses palestiniennes dans l'état de l'ordre impérialiste («le prolétaire», n° 392, juillet/août/sept. 1987)
- Rompre l'isolement des masses pales-

tiniennes («le prolétaire», n° 364, 16 juillet au 2 sept. 1982)

- En mémoire des prolétaires de Tall-el-Zaâtar («le prolétaire», n° 317, 18/07 au 05/09 1980)
- Le volcan du Moyen-Orient («Programme Communiste», N° 80, Juillet 1979)
- La paix israélo-égyptienne et le nouvel ordre impérialiste au Moyen-Orient
- Le long calvaire de la transformation des paysans palestiniens en prolétaires
- La Terreur blanche au Liban: Le Moyen-Orient dans la perspective classique du marxisme révolutionnaire («le prolétaire», n° 152, 11 au 24 juin 1973)
- Annexes:
  - Seul le renversement d'Israël et de tous les Etats bourgeois mettra fin au calvaire des Palestiniens! (Tract - supplément à «le prolétaire», n° 468, août-sept. 2003)
  - Les multiples origines et divisions de la classe ouvrière en Israël et dans les T.O.

renforcent l'exigence de l'unité et de la lutte de classe

- Le facteur démographique, donnée objective des rapports de force inter-bourgeois



# Thèses sur la tactique du Parti Communiste d'Italie

Rome, mars 1922 (1)

## PRÉAMBULE

Les présentes thèses ont pour objet le problème général des critères auxquels le Parti communiste doit obéir dans son action pour réaliser son programme et atteindre son but, de la méthode qu'il doit suivre pour déterminer les initiatives à prendre et la direction à donner à ses mouvements.

Dans les différentes sphères de l'action du Parti (question parlementaire, syndicale, agraire, militaire, nationale et coloniale, etc.), ce problème revêt des aspects particuliers, qui ne seront pas traités ici séparément car ils font l'objet d'autres discussions et résolutions des congrès internationaux et nationaux.

Les présentes thèses partent du programme que le Parti communiste d'Italie a adopté à Livourne et qui est l'expression et le fruit de la doctrine et de la méthode propres à l'Internationale Communiste et au Parti. Ce programme déclare:

Le Parti communiste d'Italie (Section de l'Internationale Communiste) est constitué sur la base des principes suivants:

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés et défendus par le pouvoir de l'État bourgeois qui, fondé sur le système représentatif de la démocratie, constitue l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports Capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti politique de classe.

Le Parti communiste, groupant dans ses rangs la partie la plus avancée et la plus consciente du prolétariat, unifie les efforts des masses travailleuses en les amenant de la lutte pour des intérêts de groupes et pour des résultats contingents à la lutte pour l'émancipation révo-

lutionnaire du prolétariat.

Le Parti a pour rôle de répandre dans les masses la conscience révolutionnaire, d'organiser les moyens matériels d'action et de diriger le prolétariat dans le développement de la lutte.

5. La guerre mondiale a été causée par les contradictions internes incurables du régime capitaliste qui ont engendré l'impérialisme moderne. Elle a ouvert une crise dans laquelle la société capitaliste va se désagréant et où la lutte de classe ne peut aboutir qu'à un conflit armé entre les masses travailleuses et le pouvoir des différents États bourgeois.

6. Après le renversement du pouvoir bourgeois, le prolétariat ne peut s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil État et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en fondant les organismes représentatifs de État sur la seule classe productive et en privant la bourgeoisie de tout droit politique.

7. La forme de représentation politique dans État prolétarien est le système des conseils de travailleurs (ouvriers et paysans) déjà en vigueur dans la Révolution russe, commencement de la Révolution prolétarienne mondiale et première réalisation stable d'une dictature du prolétariat.

8. La défense nécessaire de État prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

9. Seul État prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

10. Cette transformation de l'économie et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale aura pour effet, une fois éliminée la division de la société en classes, d'éliminer aussi peu à peu la nécessité de État politique, dont l'appareil se réduira progressivement à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

## 1. NATURE ORGANIQUE DU PARTI COMMUNISTE

1. Parti politique de la classe prolétarienne, le Parti communiste se présente dans l'action comme une collectivité opérant selon une orientation unitaire. Les mobiles initiaux

qui poussent les éléments et les groupes de cette collectivité à s'organiser pour une action unitaire sont les intérêts immédiats que la situation économique suscite dans les dif-

férents groupes de la classe ouvrière. Le rôle du Parti communiste se caractérise essentiellement par l'utilisation des énergies ainsi encadrées en vue d'atteindre des objectifs qui, pour être communs à toute la classe travailleuse et situés au terme de tou-

tes ses luttes successives, dépassent, en les intégrant, les intérêts des groupes particuliers et les revendications immédiates et contingentes que la classe ouvrière peut poser.

2. L'intégration de toutes les poussées élémentaires dans une action unitaire se manifeste à travers deux facteurs principaux: l'un est la conscience critique dont le Parti tire son programme; l'autre est la volonté qui s'exprime dans l'organisation disciplinée et centralisée du Parti, instrument de son action. Il serait faux de croire que cette conscience et cette volonté peuvent être obtenues et doivent être exigées de simples individus, car seule l'intégration des activités de nombreux individus dans un organisme collectif unitaire peut permettre de les réaliser.

3. Les déclarations programmatiques des Partis et de l'Internationale communiste contiennent une

## 2. PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT DU PARTI COMMUNISTE

5. Le Parti prolétarien s'organise et se développe dans la mesure où la maturité et l'évolution de la société permet à une conscience des intérêts généraux et suprêmes de la classe ouvrière d'apparaître et à une action collective et unitaire de se développer dans ce sens.

D'autre part, le prolétariat n'apparaît et n'agit comme classe dans l'histoire que lorsque se dessine en lui la tendance à se donner un programme et une méthode commune d'action, c'est-à-dire à s'organiser en parti.

6. Le processus de formation et de développement du parti prolétarien ne présente pas un aspect continu et régulier, mais peut passer, sur le plan national et international, par des phases très complexes et des périodes de crise générale.

Bien souvent, les Partis prolétariens ont subi une dégénérescence qui a privé leur action de son unité et de sa conformité aux buts révolutionnaires suprêmes, ou du moins a atténué ces caractères indispensables de leur activité au lieu de les accentuer. Celle-ci s'est alors fragmentée dans la poursuite d'avantages limités à tel ou tel groupe ouvrier ou de résultats contingents (réformes), adoptant des méthodes qui compromettaient le travail révolutionnaire et la préparation du prolétariat à la réalisation de ses finalités de classe.

définition précise de la conscience théorico-critique du mouvement. A cette conscience, comme à cette organisation nationale et internationale, on est parvenu et on parvient par une étude de l'histoire de la société humaine et de sa structure à l'époque capitaliste actuelle conduite sur la base des données et des expériences de la lutte prolétarienne réelle et dans une participation active à celle-ci.

4. La proclamation de ce programme et la désignation des hommes aux différentes fonctions de l'organisation résulte en apparence d'une consultation démocratique des délégués du parti. En réalité, elles sont le produit du processus réel qui, accumulant les éléments d'expérience, préparant et sélectionnant les dirigeants, permet au programme de prendre forme et à la structure du Parti de se hiérarchiser.

Par cette voie, les Partis prolétariens en sont souvent arrivés à ouvrir leurs rangs à des couches et des éléments qui ne pouvaient pas encore se placer sur le terrain de l'action collective unitaire pour les buts suprêmes. Cela s'est toujours accompagné d'une révision et d'une déformation de la doctrine et du programme, et d'un relâchement de la discipline intérieure: ainsi, au lieu de donner au mouvement prolétarien un état-major de chefs aptes et décidés à la lutte, on l'a livré aux mains d'agents larvés de la bourgeoisie.

7. Sous l'influence de situations nouvelles, sous la pression des événements provoquant la classe ouvrière à l'action, il est possible de sortir d'une pareille situation et de retourner au véritable Parti de classe.

Ce retour s'effectue sous forme d'une scission de la partie de l'organisation qui, en défendant le programme, en critiquant les expériences défavorables de la lutte et en formant une école et une fraction organisée au sein du vieux parti, a rétabli cette continuité indispensable à la vie d'un organisme unitaire qui se fonde sur la possession d'une conscience et d'une discipline. C'est de cette conscience et de cette discipline que naît le nouveau Parti. Tel est généralement le processus qui a conduit des Partis faillis de la II<sup>e</sup> Internationale à la naissance de l'Internationale Communiste.

8. Le développement du Parti communiste après le dénouement d'une telle crise peut être défini comme «normal» pour la commodité de l'analyse, ce qui n'exclut pas le retour de phases critiques dans des situations nouvelles. C'est en offrant le maximum de continuité dans la défense du programme et dans la vie de la hiérarchie dirigeante (par-delà le remplacement individuel de chefs infidèles ou usés) que le Parti assure également le maximum de travail efficace et utile pour gagner le prolétariat à la lutte révolutionnaire.

Il ne s'agit pas seulement d'édifier les masses, et moins encore d'exhiber un Parti intrinsèquement pur et parfait, mais bel et bien d'obtenir le meilleur rendement dans le processus réel. Comme on le verra mieux plus loin, il s'agit, par un travail systématique de propagande et de prosélytisme et surtout par une participation active aux luttes sociales, d'obtenir qu'un nombre toujours croissant de travailleurs passe du terrain des luttes partielles pour des intérêts immédiats au terrain de la lutte organique et unitaire pour la révolution communiste.

Or c'est uniquement lorsqu'une semblable continuité de programme et de direction existe dans le Parti qu'il lui est possible non seulement de vaincre la méfiance et les réticences du prolétariat à son égard, mais de canaliser et d'encadrer rapidement et efficacement les nouvelles énergies conquises dans la pensée et l'action communes, pour atteindre à cette unité de mouvement qui est une condition indispensable de la révolution.

9. Pour les mêmes raisons, on doit considérer comme un processus tout à fait anormal l'agrégation au Parti d'autres partis ou fractions détachées de Partie. Un groupe, qui se distinguait jusqu'à un moment donné par une position programmatique différente et par une organisation indépendante, n'apporte pas au Parti communiste des éléments utilement assimilables, mais altère la fermeté de sa position politique et la solidité de sa structure: dans ce cas, l'accroissement des effectifs, loin de correspondre à un accroissement des forces et des capacités du Parti, pourrait bien paralyser son travail d'encadrement des masses, au lieu de le faciliter.

Il est souhaitable que l'Internationale Communiste déclare au plus tôt

qu'elle n'admet pas la moindre dérogation à deux principes fondamentaux d'organisation: il ne peut y avoir dans chaque pays qu'un seul Parti

Communiste, et on ne peut adhérer à l'Internationale que par admission individuelle au Parti Communiste du pays donné.

### 3. RAPPORT ENTRE LE PARTI COMMUNISTE ET LA CLASSE PROLÉTARIENNE

10. La délimitation et la définition des caractères du Parti de classe, qui fondent sa structure constitutive d'organe de la partie la plus avancée de la classe prolétarienne, n'empêchent pas, mais au contraire exigent qu'il soit rattaché par des liens étroits au reste du prolétariat.

11. La nature de ces rapports se déduit de la dialectique régissant la formation de la conscience de la classe et de l'organisation unitaire du Parti. Cette formation se traduit par le déplacement d'une avant-garde du prolétariat du terrain des mouvements spontanés suscités par des intérêts partiels de groupe sur le terrain d'une action prolétarienne générale. Mais, bien loin de le faire en niant ces mouvements élémentaires, il assure leur unification et leur dépassement dans l'expérience vivante, en poussant à leur réalisation, en y prenant une part active, en les suivant avec attention dans tout leur développement.

12. L'œuvre de propagande idéologique et de prosélytisme continuellement accomplie par le Parti est donc inséparable de l'action réelle et du mouvement prolétarien sous toutes ses formes. Ce serait une erreur banale de juger que la participation à la lutte pour des résultats contingents et limités entre en contradiction avec la préparation à la lutte révolutionnaire finale et générale. La seule existence de l'organisation unitaire du Parti, avec son indispensable clarté de programme et sa non moins indispensable solidité et discipline d'organisation, garantirait déjà par elle-même que, loin d'attribuer jamais aux revendications partielles la valeur d'une fin en soi, on considère la lutte pour les faire triompher comme un moyen d'acquiescer l'expérience et l'entraînement indispensables à une réelle préparation révolutionnaire.

13. Le Parti communiste participe donc à toutes les formes d'organisation économique prolétarienne ouvertes à tous les travailleurs sans distinction de convictions politiques (syndicats, conseils d'entreprise, coopératives, etc.). Sa position fon-

damentale à l'égard des organismes de cette nature est qu'ils doivent comprendre tous les travailleurs se trouvant dans une situation économique donnée, et c'est en la défendant constamment qu'il y développera le plus utilement son action. Pour cela, le Parti organise ceux de ses militants, qui sont membres de ces organisations, en groupes ou cellules dépendant de lui. Au premier rang dans les actions déclenchées par les associations économiques où ils militent, ceux-ci attirent à eux et donc dans les rangs du Parti les éléments qui, au cours de la lutte, auront suffisamment mûri pour y entrer.

Ils tendent à entraîner derrière eux la majorité des travailleurs de ces associations et à conquérir les charges directrices, devenant ainsi le véhicule naturel des mots d'ordre du Parti. Le travail qu'ils accomplissent ne se limite pas à la propagande, au prosélytisme et aux campagnes électorales au sein des \_ assemblées prolétariennes: c'est un travail de conquête et d'organisation qui se développe dans le vif de la lutte et qui aide les travailleurs à tirer les plus utiles expériences de leur action.

14. Tout le travail et l'encadrement des groupes communistes tend à donner au Parti le contrôle définitif des organes dirigeant les associations économiques. Les centrales syndicales nationales, en particulier, apparaissent comme le plus sûr moyen de diriger les mouvements du prolétariat non organisé vers le Parti. Celui-ci considère qu'il a le plus grand intérêt à éviter la scission des syndicats et des autres organisations économiques. C'est pourquoi il ne saurait s'opposer à l'exécution des mouvements décidés par leurs directions sous prétexte qu'elle est dans les mains d'autres partis. Cela ne l'empêchera pas de faire la critique la plus ouverte tant de l'ac-

tion elle-même que de l'œuvre des chefs.

15. Non seulement le Parti communiste participe, comme il vient d'être dit, à la vie des organisations prolétariennes que les intérêts économiques réels engendrent naturellement; non seulement il favorise leur extension et leur renforcement, mais il s'efforce de mettre en évidence par sa propagande les problèmes qui intéressent réellement les ouvriers et qui, dans le développement de la situation, peuvent donner naissance à de nouveaux organismes de lutte économique. Par tous ces moyens, le Parti élargit et renforce l'influence qu'il exerce sur le prolétariat par mille canaux, en mettant à profit toutes les manifestations et possibilités de manifestations dans la vie sociale.

16. Ce serait une conception complètement erronée du Parti que d'exiger de chacun de ses adhérents considéré isolément, une parfaite conscience critique et un total esprit de sacrifice, et de limiter la sphère d'influence du Parti à des unions révolutionnaires de travailleurs constituées dans le domaine économique selon un critère scissionniste, et ne comprenant que les prolétaires qui acceptent des méthodes d'action données. D'autre part, on ne peut exiger qu'à une date donnée ou à la veille d'entreprendre des actions générales, le parti ait réalisé la condition d'encadrer la majorité du prolétariat sous sa direction, ni à plus forte raison dans ses propres rangs.

Un tel postulat ne peut être posé à priori sans tenir compte du déroulement dialectique du processus de développement du Parti. Cela n'a aucun sens, même abstrait, de comparer le nombre des ouvriers encadrés dans l'organisation disciplinée et unitaire du Parti ou contrôlés par lui, et celui des ouvriers inorganisés et dispersés ou affiliés à des organismes corporatifs incapables de les unir organiquement. Les conditions auxquelles doivent répondre les rapports entre le Parti et la classe pour que les actions données soient possibles et efficaces, ainsi que les moyens de les réaliser, vont être définis dans la suite de cet exposé.

### 4. RAPPORTS DU PARTI COMMUNISTE AVEC LES AUTRES MOUVEMENTS POLITIQUES PROLÉTARIENS

17. La fraction du prolétariat qui est organisée dans d'autres partis politiques ou qui sympathise avec eux

est particulièrement récalcitrante à un regroupement dans les rangs et sous l'influence du Parti communiste. Tous

les partis bourgeois ont des adhérents prolétariens, mais ceux qui nous intéressent ici sont surtout les partis sociaux-démocrates et les courants syndicalistes et anarchistes.

**18.** Le Parti doit développer une critique incessante du programme de ces mouvements et démontrer leurs insuffisances pour l'émancipation du prolétariat. Cette polémique théorique sera d'autant plus efficace que le Parti pourra mieux démontrer que l'expérience confirme les critiques programmatiques anciennement formulées par lui contre ces mouvements. C'est pourquoi, dans les polémiques de cette nature, on ne doit jamais masquer les divergences de méthode, non seulement au sujet des problèmes du moment, mais au sujet des développements ultérieurs de l'action du prolétariat.

**19.** Par ailleurs, ces polémiques doivent se refléter dans le domaine de l'action. Participant aux luttes des organisations économiques prolétariennes même quand elles sont dirigées par les socialistes, les syndicalistes ou les anarchistes, les communistes ne se refuseront pas à en suivre l'action, à moins que la masse entière se rebelle spontanément contre elle. Ils n'en démontreront pas moins que la méthode erronée de ces chefs condamne cette action à l'impuissance ou à l'utopisme, à un point donné de son développement, alors que la méthode communiste aurait conduit à de meilleurs résultats, aux fins du mouvement révolutionnaire général.

Dans la polémique, les communistes distingueront toujours entre les chefs et les masses, laissant aux premiers la responsabilité des erreurs et des fautes. Ils ne manqueront pas de dénoncer tout aussi vigoureusement l'œuvre des dirigeants qui, malgré un sincère sentiment révolutionnaire, préconisent une tactique dangereuse et erronée.

**20.** Le Parti communiste a pour objectif essentiel de gagner du terrain au sein du prolétariat, accroissant ses effectifs et son influence aux dépens des courants et partis politiques prolétariens dissidents. A condition qu'on ne compromette jamais la physionomie programmatique et organisationnelle du Parti, cet objectif sera atteint par une participation à la lutte prolétarienne réelle, sur un terrain qui peut être simultanément d'action commune et d'opposition réciproque avec ceux-ci.

**21.** Pour attirer à lui les prolétau-

res adhérant à d'autres mouvements politiques, le Parti communiste ne peut appliquer la méthode consistant à organiser en leur sein des fractions communistes ou de sympathisants communistes. Il est normal d'employer cette méthode pour pénétrer dans les syndicats d'où l'on ne cherche pas à faire sortir des groupes communistes organisés; mais appliquée à des mouvements politiques, elle compromettrait l'unité organique du Parti, pour les raisons dites plus haut à propos du développement de son organisation.

**22.** Dans la propagande et la polémique, il ne faudra pas oublier que de nombreux travailleurs déjà mûrs pour la conception unitaire et révolu-

## 5. ÉLÉMENTS DE LA TACTIQUE DU PARTI COMMUNISTE TIRÉS DE L'EXAMEN DES SITUATIONS

**24.** Dans les points précédents, les critères généraux qui règlent les rapports entre le Parti communiste et les autres organisations du prolétariat ont été établis en fonction de la nature même du Parti. Avant d'en arriver à la tactique proprement dite, il faut examiner quels éléments l'étude de la situation du mouvement peut apporter à sa détermination. Le programme du Parti communiste prévoit qu'au cours du développement qu'on lui attribue généralement celui-ci accomplira une série d'actions correspondant à des situations successives.

Il y a donc une étroite connexion entre directives programmatiques et règles tactiques. L'étude de la situation apparaît donc comme un élément complémentaire de la solution des problèmes tactiques, puisque dans sa conscience et son expérience critiques, le Parti avait déjà prévu un certain développement des situations, et donc délimité les possibilités d'action correspondant à chacune d'elles.

L'examen de la situation permettra de contrôler l'exactitude de la perspective de développement que le Parti a formulée dans son programme; le jour où cet examen imposerait une révision substantielle de celle-ci le problème ne pourrait se résoudre par une simple volte-face tactique: c'est la vision programmatique elle-même qui subirait inévitablement une rectification, non sans conséquences graves pour l'organisation et la force du Parti. Celui-ci doit donc s'efforcer de prévoir le développement

de la lutte ne se sont fourvoyés dans les rangs syndicalistes et anarchistes qu'en réaction à la dégénérescence des vieux partis sociaux-démocrates. La vigueur de la polémique et de la lutte communistes contre ces derniers sera un facteur de premier ordre pour ramener ces travailleurs sur le terrain révolutionnaire.

**23.** On ne peut évidemment appartenir en même temps au Parti communiste et à un autre parti politique. L'incompatibilité s'étend à tous les mouvements qui, sans être ni s'intituler partis, ont un caractère politique, et à toutes les associations dont les conditions d'admission sont des thèses politiques, en particulier la franc-maçonnerie.

des situations, afin de déployer dans chacune d'elles tout le degré d'influence qu'il sera possible d'exercer; mais les attendre et se laisser indiquer et suggérer par elles des attitudes éclectiques et changeantes est une méthode caractéristique de l'opportunisme social-démocrate.

Si les Partis communistes se laissaient jamais imposer, ils souscriraient à la ruine du communisme en tant qu'idéologie et action militantes.

**25.** Le Parti communiste ne possède d'unité, ne tend à réaliser le développement prévu dans son programme qu'autant qu'il groupe dans ses rangs la fraction du prolétariat qui a surmonté la tendance à se mouvoir uniquement sous l'impulsion immédiate de situations économiques particulières.

Ce dépassement se réalise précisément par la voie de l'organisation politique. Si la conscience critique et l'initiative volontaire n'ont qu'une valeur très limitée pour les individus, elles se trouvent pleinement réalisées dans la collectivité du Parti, d'autant plus que celui-ci se présente comme un précurseur de ces formes d'association humaine qui, au lieu de subir passivement la loi des faits économiques, seront réellement en mesure de les diriger rationnellement, parce qu'elles auront dépassé l'informe organisation économique actuelle. C'est pourquoi les mouvements d'ensemble du Parti, au lieu d'être immédiatement déterminés par la situation, lui sont liés par une dépendance rationnelle et volontaire.

**26.** La volonté du Parti ne peut

toutefois pas s'exercer de façon capricieuse, ni son initiative s'étendre dans des proportions arbitraires. Les limites qu'il peut et doit fixer à l'une comme à l'autre lui sont données précisément par son programme et par l'appréciation de la possibilité et de l'opportunité d'engager une action qu'il déduit de l'examen des situations contingentes.

27. C'est en examinant la situation qu'on jugera des forces respectives du Parti et des mouvements adverses. Le premier souci du Parti doit être d'apprécier correctement l'importance de la couche du prolétariat qui le suivrait s'il entreprenait une action ou engageait une lutte. Pour cela, il devra se faire une idée exacte de l'influence de la situation économique sur les masses et des poussées spontanées qu'elle détermine en leur sein, ainsi que du développement que les initiatives du Parti communiste et l'attitude des autres partis peuvent donner à ces poussées.

Qu'il s'agisse d'une période de prospérité croissante ou au contraire de difficultés et de crises, l'influence que la situation économique exerce sur la combativité de classe du prolétariat est très complexe. Elle ne peut être déduite d'un simple examen de cette situation à un moment donné, car il faut tenir compte de tout le déroulement antérieur, de toutes les oscillations et variations des situations qui ont précédé. Par exemple, une période de prospérité peut donner vie à un puissant mouvement syndical qui, si celle-ci est suivie d'une période de crise et d'appauvrissement, peut se porter rapidement sur des positions révolutionnaires, faisant jouer en faveur de la victoire le large encadrement des masses qu'il aura conservé. Par contre, une période d'appauvrissement progressif peut désagréger le mouvement syndical au point que, dans une période ultérieure de prospérité, il n'offre plus matière suffisante à un encadrement révolutionnaire. Ces exemples (qui pourraient d'ailleurs être inversés) prouvent que «les courbes de la situation économique et de la combativité de classe sont déterminées par des lois complexes, la seconde dépendant de la première, mais ne lui ressemblant pas dans la forme». A la montée de la première peut correspondre indifféremment, dans des cas donnés, la montée ou la descente de la seconde, et inversement.

28. Les éléments intégrants de cette recherche sont très variés.

Il faudra examiner non seulement la tendance effective du prolétariat à constituer et développer des organisations de classe, mais toutes les réactions, psychologiques y compris, déterminées en son sein d'une part par la situation économique, d'autre part par les attitudes et initiatives sociales et politiques de la classe dominante elle-même et ses partis. Sur le plan politique, l'examen de la situation se complète par celui des positions des différentes classes et partis à l'égard du pouvoir État, et par l'appréciation de leurs forces.

De ce point de vue, les situations dans lesquelles le Parti communiste peut être amené à agir et qui, dans leur succession normale, le conduisent à augmenter ses effectifs et en même temps à préciser toujours davantage les limites de sa tactique peuvent être classées en cinq grandes phases qui sont: 1. Pouvoir féodal absolutiste. 2. Pouvoir démocratique bourgeois. 3. Gouvernement social-démocrate. 4. Période intermédiaire de guerre civile dans laquelle les bases de État sont ébranlées. 5. Pouvoir prolétarien de la dictature des Conseils.

En un certain sens, le problème tactique consiste non seulement à choisir la bonne voie pour une action efficace, mais aussi à éviter que l'action du Parti ne sorte des limites opportunes pour revenir à des méthodes qui, répondant à des phases dépassées, arrêteraient le développement du Parti et, bien pis, lui feraient perdre sa préparation révolutionnaire. Les considérations qui suivent se réfèrent à l'action du Parti dans la seconde et troisième phases politiques susmentionnées.

29. Pour vivre d'une vie organique, le Parti communiste doit posséder une méthode critique et une conscience le portant à formuler un programme propre. C'est précisément pour cette raison que le Parti et l'Internationale communiste ne peuvent accorder la plus grande liberté et élasticité de tactique aux centres dirigeants et remettre la détermination de celle-ci à leur seul jugement après examen de la situation. Le programme du Parti n'a pas le caractère d'un

simple but que l'on pourrait atteindre par n'importe quelle voie, mais celui d'une perspective historique dans laquelle les voies suivies et les objectifs atteints sont intimement liés.

Dans les diverses situations, la tactique doit donc être en harmonie avec le programme et, pour cela, les règles tactiques générales pour les situations successives doivent être précisées dans certaines limites, sans doute non rigides, mais toujours plus nettes et moins fluctuantes à mesure que le mouvement se renforce et approche de la victoire finale. C'est seulement ainsi qu'on parviendra au centralisme maximum dans les Partis et l'Internationale, c'est-à-dire que les dispositions prises centralement pour l'action seront acceptées et exécutées sans résistances non seulement par les Partis communistes, mais même par une partie des mouvements de masse qu'ils sont parvenus à encadrer.

On ne doit en effet pas oublier qu'à la base de l'acceptation de la discipline organique du mouvement, il y a non seulement l'initiative d'individus et de groupes résultant des développements de la situation, mais une progression continue et logique d'expériences les amenant à rectifier leur vision de la voie à suivre pour obtenir la plus grande efficacité dans la lutte contre les conditions de vie que l'organisation sociale actuelle impose au prolétariat. C'est pourquoi, avant d'appeler leurs adhérents et ceux des prolétaires qui les suivent à l'action et au sacrifice d'eux-mêmes, les Partis et l'Internationale doivent exposer de façon systématique l'ensemble de leurs règles tactiques générales et démontrer qu'elles sont la seule voie de la victoire.

Si le Parti doit donc définir les termes et les limites de sa tactique, ce n'est pas par désir de théoriser et de schématiser les mouvements complexes qu'il pourra être amené à entreprendre, mais en raison d'une nécessité pratique et organisationnelle. Une telle définition peut sembler restreindre ses possibilités d'action, mais elle seule garantit la continuité et l'unité de son intervention dans la lutte prolétarienne, et c'est pour ces raisons tout à fait concrètes qu'elle doit être décidée.

### 6. ACTION TACTIQUE «INDIRECTE» DU PARTI COMMUNISTE

30. Les conditions n'existent pas toujours pour une action tactique

qu'on peut appeler «directe», puisqu'elle a le caractère d'un assaut au

pouvoir bourgeois par le Parti communiste et les forces dont il dispose. Loin de se limiter au prosélytisme et à la propagande purs et simples, le Parti peut et doit alors exercer son influence sur les événements en réglant ses rapports avec les autres partis et mouvements sociaux et politiques et en exerçant sur eux sa pression de façon à déterminer un développement de la situation favorable à ses propres buts et à hâter le moment où l'action révolutionnaire décisive sera possible. Les initiatives et attitudes à adopter en pareil cas constituent un problème délicat.

Pour qu'il soit résolu, la première condition est qu'elles ne soient et ne puissent sembler aucunement en contradiction avec les nécessités ultérieures de la lutte propre du Parti, selon le programme qu'il est le seul à défendre et pour lequel le prolétariat devra lutter au moment décisif. La propagande du Parti n'a pas seulement une valeur théorique; elle résulte surtout de positions que le Parti prend quotidiennement dans la lutte prolétarienne réelle, et elle doit continuellement mettre en évidence la nécessité pour le prolétariat d'embrasser le programme et les méthodes communistes.

Toute attitude qui causerait ou comporterait le passage au second plan de l'affirmation intégrale de cette propagande et qui ferait de l'obtention de tel ou tel résultat contingent une fin en soi, et non pas un moyen de poursuivre plus avant, conduirait à un affaiblissement de la structure du Parti et à un recul de son influence dans la préparation révolutionnaire des masses.

**31.** Dans la phase plus haut définie comme celle du pouvoir démocratique bourgeois, les forces politiques sont généralement divisées en deux courants ou «blocs»: la droite et la gauche, qui se disputent la direction de l'État.

Les partis sociaux-démocrates, coalitionnistes par principe, adhèrent plus ou moins ouvertement, au bloc de gauche. Le Parti communiste n'est pas indifférent aux développements de cette lutte, que ce soit parce qu'elle soulève des points et des revendications qui intéressent les masses prolétariennes et concentrent leur attention, ou parce que sa conclusion par une victoire de la gauche peut réellement aplanir la voie à la révolution prolétarienne.

Quant au problème de l'opportunité tactique de coalitions avec les éléments politiques de gauche, il faut l'examiner sans apriorisme faussement doctrinal ou sottement sentimental et puritain. On doit partir du fait que le Parti communiste ne dispose d'une initiative de mouvement qu'autant qu'il est capable de poursuivre avec continuité le travail d'organisation et de préparation d'où lui vient l'influence qui lui permet d'appeler les masses à l'action.

Il ne peut donc se proposer une tactique répondant à un critère occasionnel et momentané, quitte à prévoir une brusque volte-face au moment où elle apparaîtrait dépassée, et un changement de front qui transformerait en ennemis les alliés de la veille. Si le Parti ne veut pas compromettre sa liaison avec les masses et la possibilité de la renforcer au moment où cela sera le plus nécessaire, toutes ses déclarations et attitudes publiques devront traduire sa continuité de méthode et d'intentions, c'est-à-dire être en parfaite harmonie avec la propagande pour la lutte finale et la préparation à celle-ci.

**32.** Une des tâches essentielles du Parti communiste pour préparer idéologiquement et pratiquement le prolétariat à la prise révolutionnaire du pouvoir est de critiquer sans pitié le programme de la gauche bourgeoise et tout programme qui voudrait se servir des institutions démocratiques et parlementaires bourgeoises pour résoudre les problèmes sociaux. La plupart du temps, c'est seulement par des falsifications démagogiques que la droite et la gauche bourgeoises parviennent à intéresser le prolétariat à leurs divergences. Les falsifications ne peuvent évidemment être démontrées par la seule critique théorique: c'est dans la pratique et le vif de la lutte qu'elle seront démasquées.

Le but de la gauche n'est nullement de faire un pas en avant pour atteindre un quelconque échelon intermédiaire entre le système économique et politique capitaliste et le système prolétarien. En général, ses revendications politiques tendent à créer de meilleures conditions de fonctionnement et de défense du capitalisme moderne, tant par leur contenu propre que par l'illusion qu'elles donnent aux masses de pouvoir faire servir les institutions présentes à leur émancipation de

classe. Cela vaut pour les revendications d'élargissement du droit de vote et autres garanties et perfectionnement du libéralisme, comme pour la politique anticléricale et l'ensemble de la politique franc-maçonne. Cela vaut également pour les réformes d'ordre économique et social: ou bien elles ne seront pas réalisées, ou elles ne le seront qu'à la condition et dans le but de faire obstacle à la poussée révolutionnaire des masses.

**33.** Si l'avènement d'un gouvernement de la gauche bourgeoise ou même d'un gouvernement social-démocrate peut être considéré comme un pas vers la lutte finale pour la dictature du prolétariat, ce n'est pas dans le sens qu'il fournit des bases économiques ou politiques utiles, et moins encore accorde au prolétariat une plus grande liberté d'organisation, de préparation et d'action révolutionnaires.

Le Parti communiste a le devoir de proclamer ce qu'il sait grâce non seulement à la critique marxiste, mais à une sanglante expérience: de tels gouvernements pourraient bien laisser sa liberté de mouvement au prolétariat aussi longtemps qu'il les considérerait et les appuierait comme ses propres représentants, mais ils répondraient par la réaction la plus féroce au premier assaut des masses contre les institutions de l'État démocratique bourgeois.

C'est donc dans un tout autre sens que l'avènement de tels gouvernements peut être utile, à savoir dans la mesure où leur œuvre constituera pour le prolétariat une expérience réelle lui permettant de conclure que seule sa propre dictature peut provoquer la défaite du capitalisme. Il est évident que le Parti communiste ne sera en mesure d'utiliser efficacement cette expérience qu'autant qu'il aura dénoncé par avance la faillite de ces gouvernements et conservé une solide organisation indépendante autour de laquelle le prolétariat pourra se regrouper lorsqu'il se verra contraint d'abandonner les groupes et les partis dont il avait initialement soutenu l'expérience gouvernementale.

**34.** Une coalition du Parti Communiste avec les partis de la gauche bourgeoise ou de la social-démocratie nuirait donc à la préparation révolutionnaire du prolétariat et rendrait l'utilisation d'une expérience gouvernementale de la gauche difficile. En outre, elle retarderait pratiquement

beaucoup la victoire du bloc de gauche sur celui de droite. En effet, si la clientèle du centre bourgeois que ces deux blocs se disputent s'oriente à gauche, c'est parce qu'elle est à bon droit convaincue que la gauche n'est pas moins conservatrice et ennemie de la révolution que la droite.

Elle sait que les concessions proposées par elle sont en majeure partie apparentes, et que lorsqu'elles sont effectives, elles visent à freiner la montée révolutionnaire contre les institutions que la gauche accepte aussi bien que la droite.

Par conséquent, la présence du Parti Communiste dans la coalition de gauche ferait perdre à celle-ci une grande partie de sa clientèle, surtout électorale, perte que l'appui des communistes ne pourrait compenser. Une telle politique retarderait probablement l'expérience au lieu de l'accélérer.

**35.** Il est indéniable que le bloc de gauche agit des revendications intéressantes les masses et correspondant souvent, dans leur formulation, à leurs exigences réelles. Le Parti communiste ne négligera pas ce fait et ne soutiendra pas la thèse superficielle que de telles concessions sont à refuser, car seules les conquêtes finales et totales de la révolution méritent les sacrifices du prolétariat. Pareille proclamation n'aurait aucun sens, car son seul résultat serait de rejeter ce dernier sous l'influence des démocrates et sociaux-démocrates auxquels il resterait inféodé.

Le Parti communiste invitera donc les travailleurs à accepter les concessions de la gauche comme une expérience sur l'issue de laquelle il exprimera les prévisions les plus pessimistes, insistant sur la nécessité pour le prolétariat de ne pas mettre en jeu son indépendance politique et d'organisation, s'il ne veut pas sortir ruiné de l'expérience.

Il incitera les massés à exiger des partis sociaux-démocrates qu'ils tiennent leurs engagements, puisqu'ils se portent garants de la possibilité de réaliser les promesses de la gauche bourgeoise. Par sa critique indépendante et ininterrompue, il se préparera à recueillir les fruits du résultat négatif de ces expériences, dénonçant le front unique de toute la bourgeoisie contre le prolétariat révolutionnaire et la complicité des partis soi-disant ouvriers qui, soutenant la coalition avec une partie de la bourgeoisie, se font les agents de celle-ci.

**36.** Les partis de gauche et en particulier les sociaux-démocrates affichent souvent des revendications d'une nature telle qu'il est utile d'appeler le prolétariat à l'action directe pour les obtenir. En effet, si la lutte était engagée, l'insuffisance des moyens proposés par les sociaux-démocrates pour réaliser leur programme de mesures ouvrières apparaîtrait immédiatement. A ce moment, le Parti communiste pourra agiter ces mêmes revendications en les précisant, en faire un drapeau de lutte de tout le prolétariat qu'il portera en avant pour forcer les partis qui en parlent par simple opportunisme à s'employer à leur réalisation.

Qu'il s'agisse de revendications économiques ou même de caractère politique, le Parti communiste les proposera comme objectif d'une coalition des organisations syndicales. Il évitera cependant la constitution de comités directeurs de lutte et d'agitation dans lesquels il serait représenté et engagé aux côtés d'autres partis, afin de retenir l'attention des masses sur le programme spécifique du communisme et de conserver sa propre liberté de mouvement pour le moment où il devra élargir la plateforme d'action en débordant les autres partis, abandonnés par les masses après la démonstration de leur impuissance.

Le front unique syndical ainsi compris offre la possibilité d'actions d'ensemble de toute la classe travailleuse. De telles actions, la méthode communiste ne peut sortir que victorieuse, car elle est la seule capable de donner un contenu au mouvement unitaire du prolétariat, et la seule qui ne partage pas la moindre responsabilité dans l'œuvre des partis qui affichent un appui verbal à la cause du prolétariat par opportunisme et avec des intentions contre-révolutionnaires.

**37.** La situation que nous envisageons peut prendre l'aspect d'une attaque de la droite bourgeoise contre un gouvernement démocratique ou socialiste. Même dans ce cas, le Parti communiste ne saurait proclamer la moindre solidarité avec des gouvernements de ce genre: s'il les accueille comme une expérience à suivre pour hâter le moment où le prolétariat se convaincra de leurs buts contre-révolutionnaires, il ne peut évidemment les lui présenter comme une conquête à défendre.

**38.** Il pourra arriver que le gou-

vernement de gauche laisse des organisations de droite, des bandes blanches de la bourgeoisie mener leur action contre le prolétariat et, bien loin de réclamer l'appui de ce dernier, lui refuse le droit de répondre par les armes. Dans ce cas, les communistes dénonceront la complicité de fait, la véritable division du travail entre le gouvernement libéral et les forces irrégulières de la réaction, la bourgeoisie ne discutant plus alors des avantages respectifs de l'anesthésie démocratique-réformiste et de la répression violente, mais les employant toutes les deux à la fois.

Dans cette situation, le véritable, le pire ennemi de la préparation révolutionnaire est le gouvernement libéral: il fait croire au prolétariat qu'il le défendra pour sauver la légalité afin que le prolétariat ne s'arme ni ne s'organise. Ainsi, le jour où par la force des choses celui-ci sera mis dans la nécessité de lutter contre les institutions légales présidant à son exploitation, le gouvernement pourra l'écraser sans mal en accord avec les bandes blanches.

**39.** Il peut aussi se produire que le gouvernement et les partis de gauche qui le composent invitent le prolétariat à participer à la résistance armée contre l'attaque de la droite. Cet appel ne peut que cacher un piège. Le Parti communiste l'accueillera en proclamant que l'armement des prolétaires signifie l'avènement du pouvoir et de l'État prolétarien, ainsi que la destruction de la bureaucratie étatique et de l'armée traditionnelle, puisque jamais celle-ci n'obéiraient aux ordres d'un gouvernement de gauche légalement instauré dès le moment où il appellerait le peuple à la lutte armée, et que seule la dictature du prolétariat pourrait donc remporter une victoire stable sur les bandes blanches. En conséquence, le Parti communiste ne pratiquera ni ne proclamera le moindre «loyalisme» à l'égard du gouvernement libéral menacé.

Il montrera au contraire aux masses le danger de consolider son pouvoir en lui apportant le soutien du prolétariat contre le soulèvement de la droite ou la tentative de coup d'État, c'est-à-dire de, consolider l'organisme appelé à s'opposer à l'avance révolutionnaire du prolétariat au moment où celle-ci s'imposera comme la seule issue, en laissant le contrôle de l'armée aux partis gouvernementaux, c'est-à-dire en déposant les armes

sans les avoir employées au renversement des formes politiques et éta-

tiques actuelles, contre toutes les forces de la classe bourgeoise.

## 7. ACTION TACTIQUE «DIRECTE» DU PARTI COMMUNISTE

40. Dans le cas ci-dessus considéré, les revendications présentées par les partis bourgeois de gauche et social-démocrate comme les objectifs à atteindre ou à défendre retenaient l'attention des masses, et le Parti communiste les proposait à son tour avec plus de clarté et d'énergie, tout en critiquant de façon ouverte les moyens proposés par les autres pour les obtenir.

Mais il est d'autres cas où les besoins immédiats et urgents de la classe ouvrière ne rencontrent qu'indifférence auprès des partis de gauche ou sociaux-démocrates, qu'il s'agisse de conquêtes ou de simple défense. S'il ne dispose pas de forces suffisantes pour appeler directement les masses à l'action en raison de l'influence social-démocrate sur elles, le Parti communiste posera ces revendications et en appellera pour leur conquête au front-unique des syndicats prolétariens, en évitant d'offrir une alliance aux sociaux-démocrates, et même en proclamant qu'ils trahissent même les intérêts contingents et immédiats des travailleurs.

La réalisation d'une action unitaire trouvera à leur poste les communistes qui militent dans les syndicats, tout en laissant au Parti la possibilité d'intervenir au cas où la lutte prendrait un autre cours, dressant inévitablement contre elle les sociaux-démocrates, et parfois même les syndicalistes et les anarchistes. Si les autres partis prolétariens refusent de réaliser le front unique syndical pour ces revendications, le Parti communiste ne se contentera pas de les critiquer et de démontrer leur complicité avec la bourgeoisie.

Pour détruire leur influence, il devra surtout participer en première ligne aux actions partielles du prolétariat que la situation ne manquera pas de susciter et dont les objectifs seront ceux pour lesquels le Parti communiste avait proposé le front unique de toutes les organisations locales et de toutes les catégories. Cela lui permettra de démontrer concrètement qu'en s'opposant à l'extension des mouvements, les dirigeants sociaux-démocrates en préparent la défaite. Naturellement, le Parti communiste ne se contentera pas de rejeter sur les autres la responsa-

bilité d'une tactique erronée.

Avec toute la sagacité et toute la discipline nécessaire, il guettera le moment favorable pour passer outre aux résistances des contre-révolutionnaires, c'est-à-dire l'apparition d'une situation telle dans les masses au cours du développement de la lutte que rien ne les empêcherait plus de suivre un appel du Parti communiste à l'action. Une telle initiative ne peut être prise que centralement, et en aucun cas localement par des organisations du Parti communiste ou par des syndicats contrôlés par les communistes.

41. Plus spécialement, l'expression «tactique directe» désigne l'action du Parti quand la situation l'incite à prendre, indépendamment de tous, l'initiative d'attaquer le pouvoir bourgeois afin de l'abattre ou de lui porter un coup grave. Pour pouvoir entreprendre une pareille action le Parti doit disposer d'une organisation intérieure assez solide pour lui donner la certitude absolue que les directives du centre seront parfaitement suivies.

Il doit en outre pouvoir compter sur la discipline des forces syndicales contrôlées par lui afin d'être sûr qu'une grande partie des masses le suivra. Il a en outre besoin de formations militaires d'une certaine efficacité et, afin de conserver à coup sûr la direction du mouvement au cas probable où il serait mis hors-la-loi par des mesures d'exception, de tout un appareil d'action illégale, et spécialement d'un réseau de communications et de liaisons que le gouvernement bourgeois ne puisse contrôler.

Dans une action offensive, c'est le sort d'un très long travail de préparation qui peut se décider. Avant de prendre une si lourde décision, le Parti devra donc étudier à fond la situation. Il ne suffira pas qu'elle lui permette de compter sur la discipline des forces directement encadrées et contrôlées par lui, ni qu'elle l'autorise à prévoir que les liens l'unissant à la fraction la plus vivante du prolétariat ne se briseront pas au cours de la lutte. Il devra également avoir l'assurance que son influence sur les masses et la participation du prolétariat iront croissant au cours

de l'action, car le développement de celle-ci réveillera et rendra effectives des tendances naturellement répandues dans les couches profondes de la masse.

42. Il ne sera pas toujours possible de proclamer ouvertement que le mouvement d'ensemble déclenché par le Parti communiste a pour but de renverser le pouvoir bourgeois. Sauf en cas de développement exceptionnellement rapide de la situation révolutionnaire, le Parti pourra engager l'action sur des mots d'ordre qui ne soient pas encore la prise révolutionnaire du pouvoir, mais ne puissent dans une certaine mesure être réalisés que grâce à elle, bien que les masses ne les considèrent que comme des exigences immédiates et vitales.

Dans la mesure limitée où ces mots d'ordre sont réalisables par un gouvernement qui ne soit pas encore la dictature du prolétariat, ils laissent au Parti communiste la possibilité d'arrêter l'action à un certain point sans porter atteinte à l'organisation et à la combativité des masses. Cela peut être utile s'il semble impossible de continuer la lutte jusqu'au bout sans compromettre la possibilité de la reprendre efficacement plus tard.

43. Il n'est pas exclu non plus que le Parti juge opportun de lancer directement un mot d'ordre d'action tout en sachant qu'il ne s'agit pas encore de prendre le pouvoir, mais seulement de conduire une bataille dont le prestige et l'organisation de l'adversaire sortiront ébranlés et qui renforcera matériellement et moralement le prolétariat. Dans ce cas, le Parti appellera les masses à la lutte soit pour des objectifs réellement à atteindre, soit sur des objectifs plus limités que ceux qu'il se propose d'atteindre en cas de succès.

Dans le plan d'action du Parti, ces objectifs devront être ordonnés selon une progression de façon à ce que chaque succès puisse constituer une plate-forme d'attente lui permettant de se renforcer pour les luttes suivantes. On évitera le plus possible la tactique désespérée consistant à se lancer dans la lutte dans des conditions telles que les seules possibilités soient ou bien le triomphe de la révolution, ou bien, dans le cas contraire, la certitude de la défaite et de la dispersion des forces prolétariennes pour une durée imprévisible.

Les objectifs partiels sont indis-

pensables pour conserver à coup sûr le contrôle de l'action, et on peut les formuler sans entrer en contradiction avec la critique que le Parti fait de leur contenu économique et social quand ils sont considérés comme des fins en soi dont les masses pourraient se satisfaire après les avoir atteintes, et non pas comme l'occasion de luttes qui sont un moyen, un pas vers la victoire finale. Bien entendu, la détermination de ces objectifs et des limites de l'action est toujours un problème terriblement délicat; c'est par l'expérience, et par la sélection de ses chefs, que le Parti devient capable d'assumer cette suprême responsabilité.

44. Le Parti ne doit ni croire ni faire croire que lorsque le prolétariat manque de combativité, il suffise qu'un groupe d'audacieux se lance dans la lutte et tente des coups de main contre les institutions bourgeoises pour que son exemple réveille les masses. C'est dans le développement de la situation économique réelle qu'il faut chercher les raisons qui feront sortir le prolétariat de sa prostration. Si la tactique du Parti peut et doit contribuer à ce réveil, c'est par un travail beaucoup plus profond et continu que ne peut l'être le geste spectaculaire d'une avant-garde lancée à l'assaut.

45. Le Parti se servira toutefois de ses forces et de son encadrement pour des actions menées par des groupes armés, des organisations ouvrières, et même des foules, et bien contrôlées par lui dans leur plan et leur exécution; ayant une valeur démonstrative et défensive, ces actions sont destinées à prouver concrètement aux masses qu'avec de l'organisation et de la préparation il est possible d'affronter certaines résistances et contre-attaques de la classe dominante, qu'elles se manifestent sous la forme d'actions terroristes de groupes armés réactionnaires, ou sous la forme d'interdictions policières contre certaines formes d'organisation et d'activité prolétariennes.

Le but ne sera pas de provoquer une action générale, mais de rendre à la masse abattue et démoralisée le plus haut degré de combativité par une série d'actions concourant à réveiller en elle les sentiments et le besoin de la lutte.

46. Le Parti évitera absolument qu'au cours de telles actions locales la discipline intérieure des organisa-

tions syndicales ne soit violée par les organes locaux et par les communistes qui y militent. Ceux-ci, en effet, ne doivent pas en venir à une rupture avec leurs organes centraux nationaux dirigés par d'autres partis, car ils doivent, comme il a déjà été dit, servir de points d'appuis indispensables pour conquérir ces organes. Cependant le Parti communiste et ses militants suivront attentivement les masses en leur donnant tout leur appui lorsqu'elles répondent spontanément aux provocations bourgeoises, fut-ce en rompant avec la discipline d'inaction et de passivité imposée par les chefs des syndicats réformistes et opportunistes.

47. Dans la situation qui caractérise le moment où le pouvoir de l'État est ébranlé sur ses bases et est sur le point de tomber, le Parti communiste, déployant ses forces au maximum et menant dans les masses le maximum d'agitation sur les conquêtes suprêmes, ne laissera pas échapper l'occasion d'influer sur les moments d'équilibre instable de la situation en utilisant, tout en gardant une

action indépendante, toutes les forces marchant momentanément dans la même direction que lui.

Quand il sera bien sûr de prendre le contrôle du mouvement dès que l'organisation traditionnelle de l'État aura cédé, il pourra recourir à des accords transitoires avec d'autres mouvements disposant de forces dans le camp en lutte, sans pourtant faire de ceci l'objet d'une propagande et de mots d'ordre aux masses. Dans tous les cas, la seule mesure de l'opportunité de ces contacts et du bilan qu'on devra ensuite en faire, sera le succès.

La tactique du Parti communiste n'est jamais dictée par des a priori théoriques ou par des préoccupations éthiques ou esthétiques, mais uniquement par le souci de conformer les moyens aux fins et à la réalité du processus historique, selon cette synthèse dialectique de doctrine et d'action qui est le patrimoine d'un mouvement appelé à devenir le protagoniste du plus vaste renouvellement social, le chef de la plus grande guerre révolutionnaire.

### 8. LE PARTI COMMUNISTE ITALIEN ET LA SITUATION ACTUELLE

48. La phase et donc le problème de la formation du parti est désormais complètement dépassée en Italie. Avant le Congrès socialiste de Milan, la possibilité d'une modification substantielle de la base de constitution du parti communiste italien n'était pas écartée: la fusion d'une fraction de gauche du parti socialiste aurait pris la signification d'un élément intégratif essentiel. Après les décisions du Congrès de Milan, cette éventualité a complètement disparu; il apparaît à l'évidence que seule la fraction extrême qui a rompu à Livourne pouvait représenter le noyau créateur du parti. Et il est également évident que la croissance normale du parti se fera à l'avenir non pas par le rapprochement de groupes organisés rompant avec d'autres formations politiques, mais uniquement par l'adhésion individuelle d'éléments qui en entrant dans ses rangs préparés à le recevoir, ne pourront y apporter ni désordres ni changements, mais seulement un accroissement numérique de ses forces et par conséquent de son action.

49. Par conséquent le Parti, libéré des soins inhérents à toute période de commencement doit se consacrer

entièrement à son travail de pénétration toujours plus large parmi les masses, en constituant et en multipliant les organes de liaison entre elles et lui. Aucun domaine de l'activité prolétarienne doit rester ignoré des communistes: les syndicats, les coopératives, les mutuelles doivent être pénétrés toujours plus largement avec la constitution de Groupes communistes liés entre eux et gagnés aux directives du Parti; tandis que les divers Comités de soutien, pour les victimes politiques, pour la Russie, etc., doivent avoir la présence des communistes et doivent bénéficier de leur aide. Cela doit mener à la satisfaction des nécessités contingentes du prolétariat, mais seulement parce que le Parti ne se désintéresse d'aucun instrument qui le mette plus en contact avec le celui-ci, sans jamais conduire à établir des rapports durables avec d'autres partis politiques, même subversifs.

50. Vis-à-vis de ces derniers, il faut continuer sans trêve la polémique visant à clarifier leur attitude aux yeux les travailleurs et à faire éclater l'ambiguïté de leurs déclarations programmatiques. Socialistes et libertaires poursuivent aujourd'hui en Italie

sous deux formes différentes l'affaiblissement de la classe prolétarienne; les uns par leur tactique de soumission et de désarmement face à l'attaque du capitalisme, les autres par leur lutte contre la République des Soviets et le principe de la dictature du prolétariat à laquelle ils opposent la creuse apothéose théorique d'une liberté abstraite. La situation italienne actuelle, caractérisée par l'offensive toujours plus vaste et plus complète de la bourgeoisie, fournit tous les jours des milliers de faits douloureux à notre polémique contre les anarchistes et contre les sociaux démocrates qui donnent la preuve de leur incompréhension du moment: celui-ci n'est pas quelque chose d'exceptionnel et de transitoire, mais en réalité un stade naturel et prévisible de l'évolution du régime capitaliste, une manifestation spécifique de la fonction et des buts de l'Etat démocratique.

**51.** Il est possible de constater aujourd'hui une involution caractéristique de l'Etat sur le plan de son mode de fonctionnement; la période de constitution de l'Etat bourgeois qui a été marquée par une centralisation progressive de toutes les fonctions de gouvernement dans l'organisation d'une autorité centrale, trouve sa réponse et sa négation dans la période actuelle où l'unité solide de tous les pouvoirs, auparavant soustraits à l'arbitraire des individus, se fracture et s'éparpille; les pouvoirs de l'Etat recommencent à être exercés séparément par des individus et il ne serait même plus nécessaire que l'Etat mette, comme il le fait, ses organes, de l'armée à la magistrature, du parlement aux fonctionnaires du pouvoir exécutif, à dispositions de la conservation bourgeoise, puisque chacun de ceux-ci, dans la personne de ses adhérents use de ses prérogatives dans ce but de manière autonome et incontrôlable. Pour empêcher qu'un arrêt inattendu de cette crise de dissolution permette à l'Etat de reprendre un contrôle sur les individus, la classe bourgeoise procède rapidement à la constitution d'organes supplétifs qui en parfait accord avec les organes statutaires quand ils fonctionnent selon les aspirations explicites de la conservation, ils s'y opposent au contraire et les remplacent quand ils se montrent réticents à l'acquiescement le plus complet (Comités civiques, Comités de défense, etc.). Invoquer, comme le font les

sociaux démocrates, le retour à l'autorité de l'Etat et au respect de la loi, indique que, bien qu'ils affirment que l'Etat démocratique est un Etat de classe, ils n'arrivent pas à comprendre que l'Etat remplit son rôle essentiel en violant des lois qui furent nécessaires pour sa consolidation, mais qui gêneraient aujourd'hui sa conservation.

**52.** Tous les éléments constitutifs du coup d'Etat se retrouvent dans la situation actuelle à l'exception bien qu'il n'y ait pas eu l'épisode d'une action militaire. La répétition croissante d'actes de violence supprimant les uns après les autres les conditions normales de vie sociale pour toute une série de citoyens, la prédominance des volontés changeantes de groupes ou d'individus sur les dispositions formelles de la loi, l'immunité garantie à ces groupes et ces individus et la répression de leurs adversaires, tout cela aboutit aux mêmes résultats que ceux qui auraient été obtenus par un seul acte plus puissant et plus violent et qui aurait mis en action au même moment des forces plus nombreuses.

La classe bourgeoise est parfaitement consciente de cet état des choses; mais il est de son intérêt que ne soit pas détruite l'apparence de la démocratie formelle et que l'économie ne soit pas davantage troublée par un changement violent qui en définitive n'apporterait pas une protection de ses privilèges plus grande que celle dont elle jouit aujourd'hui. Il est donc probable que, divisée sur l'évaluation de sa nécessité et encore assez puissante pour le briser, elle s'opposerait à une tentative militaire perturbatrice et motivée presque uniquement par des ambitions personnelles. Aucune nouvelle forme de gouvernement ne pourrait avoir un plus grand mépris pour la liberté, les droits acquis et la vie des ouvriers, que le gouvernement actuel; la bourgeoisie ne peut se fixer comme objectif qu'un perfectionnement supplémentaire de l'Etat démocratique, mieux capable de camoufler la nature réelle de son régime dictatorial. Cela sera obtenu par la formation d'un gouvernement social-démocrate.

**53.** La situation actuelle en Italie conduit précisément à cette nouvelle phase du martyre du prolétariat. On y travaille de deux côtés: un puissant courant dans le parti socialiste, et les partis de gauche bourgeois, qui tâtent le terrain pour trouver le point

favorable à leur rencontre et leur alliance. Les uns et les autres motivent en fait leur action uniquement par la nécessité d'édifier une défense contre la violence fasciste destructrice; ils recherchent sur cette base un accord avec tous les partis subversifs, en demandant de mettre fin aux polémiques et attaques réciproques. Si un gouvernement social démocrate avait la force de combattre et de vaincre le fascisme – ce dont nous doutons fortement à la fois pour des raisons théoriques et pour les exemples fournis par l'histoire la plus récente –, et qu'il soit donc nécessaire de préparer le terrain favorable à sa constitution, ce gouvernement serait d'autant plus facilement et rapidement formé que les communistes aient infatigablement continué la polémique actuelle déterminée contre le parti socialiste. Les attaques communistes valorisent le parti socialiste aux yeux de la bourgeoisie comme étant l'adversaire de la violence révolutionnaire et comme un obstacle au déchaînement de la lutte de classe, rendant ainsi plus probable leur accord et leur alliance. Il ne faut en effet pas oublier que les groupes de gauche de la bourgeoisie ont commencé à juger possible une collaboration avec le parti socialiste quand celui-ci s'est libéré de tout courant communiste avec la scission de Livourne. Un affaiblissement de la lutte entre communistes et socialistes permettrait à ces derniers de reprendre leurs affirmations mensongères de soutien à la doctrine et à la pratique de la IIIe Internationale, ce qui empêcherait l'établissement de la confiance nécessaire à la création du bloc social démocrate.

C'est pourquoi sur le terrain politique il faut faire montre de l'intransigeance la plus absolue envers les partis subversifs, y compris dans l'hypothèse, pour nous fautive, qu'un changement de personnes dans l'Etat, qui resterait lui-même formellement inchangé, pourrait être favorable au prolétariat.

**54.** Pour ce qui est du fascisme, tout en le considérant comme une conséquence inéluctable de l'évolution du régime, le PCI n'en tire pas la conclusion qu'il faudrait avoir une attitude de passivité inerte face à lui. Combattre le fascisme ne signifie pas croire qu'il soit possible de supprimer une fonction de la société bourgeoise sans supprimer cette dernière, ni de s'imaginer que le fascisme

## Thèses de Rome

puisse être vaincu en soi, comme épisode séparé, isolé de l'ensemble de l'offensive capitaliste; mais cela tend à l'inverse à rendre moins grave et moins douloureux les méfaits que la violence ennemie inflige au prolétariat, tendant à déprimer chez lui l'ardeur combative et l'esprit de résistance.

53. Le PCI n'exclue pas, mais garde au contraire toujours présente la possibilité que dans la situation instable actuelle apparaisse l'occasion d'une action violente d'une partie de la bourgeoisie; c'est pourquoi en, réunissant donc un minimum de moyens nécessaires pour l'affronter et la surmonter, il adopte une attitude de préparation face à la question de l'action directe.

La crise mondiale de l'économie capitaliste a eu une influence sinistre sur l'élan du prolétariat: celui-ci a

vu briser ses organisations les plus solides qui n'avaient rien prévu et qui ne s'étaient donc pas préparées à faire face victorieusement. Le Parti croit qu'il faut aujourd'hui reconstruire cette solidité passée, guidé par la conviction que si une situation analogue à celle que nous avons connue se reproduit, un prolétariat solidement encadré et guidé par un parti révolutionnaire pourrait passer efficacement à l'attaque.

(1) Adoptées en mars 1922, les Thèses furent d'abord publiées sur le journal *Il Comunista* le 31/12/1921 puis sur l'organe théorique du parti, *Rassegna Comunista*, n°17, janvier 1922.

Nous donnons ici une traduction

Complette; la version publiée sur la brochure «Défense de la continuité du programme communiste», Textes du Parti Communiste International n°2 (1979) ne comprenait par le chapitre final consacré aux questions spécifiquement italiennes.

complette; la version publiée sur la brochure «Défense de la continuité du programme communiste», Textes du Parti Communiste International n°2 (1979) ne comprenait par le chapitre final consacré aux questions spécifiquement italiennes.

Les textes que nous publions dans cette brochure constituent des jalons importants dans l'effort de reconstitution, après la deuxième guerre mondiale, d'un noyau de parti international sur les bases programmatiques qui avaient caractérisé l'existence et l'action de la Gauche communiste dans le mouvement prolétarien italien et international.

Plus précisément c'est entre 1951 et 1952 que se fit jour de façon pressante l'exigence de redéfinir organiquement «la doctrine uniforme, monolithique et constante du parti». Il était impératif de réagir contre un activisme, sans doute généreux, «mais sans beaucoup de scrupules doctrinaux» qui avait guidé pendant et surtout après la guerre, les militants qui se réclamaient de la Gauche et qui s'étaient organisés dans le Parti Communiste Internationaliste.

## INVARIANCE DU MARXISME

( Brochure A5 - 60 pages - 2 €, 4 CHF; décembre 2009 )

### Au sommaire:

- Théorie et action dans la doctrine marxiste. (Exposé à la réunion de Rome, 1-2 avril 1951)
- Pour mettre les points sur les i ! («Raddrizzare le gambe ai cani», 29 mai 1952)
- L'«invariance» historique du marxisme - Fausse ressource de l'activisme. (Compte rendu réunion générale du parti à Milan, 6-7 septembre 1952)
- Le programme révolutionnaire immédiat. (Compte rendu réunion de Forli, 27-28 décembre 1952)

## le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

*Invariance du marxisme:*

- Théorie et action dans la doctrine marxiste
- Pour mettre les points sur les i !
- L'«invariance» historique du marxisme - Fausse ressource de l'activisme
- Le programme révolutionnaire immédiat

33

# Contribution au projet de programme du Parti Communiste Italien

Camarades! (1)

L'Exécutif ayant examiné le projet de programme de votre parti, paru le 31 décembre de l'année passée dans *Il Comunista*, le Présidium de l'Exécutif juge nécessaire de vous adresser à ce sujet les observations suivantes:

**1.** Le document en question ne constitue pas un projet de programme, mais des thèses sur la tactique du Parti Communiste Italien. Un programme devrait non seulement définir les tendances de l'évolution, ainsi que les formes dans lesquelles se réalisent nos buts finaux, mais il devrait encore déterminer les buts provisoires au nom desquels nous conduisons dès à présent les masses au combat, lorsqu'il ne s'agit pas, hélas!, de s'emparer du pouvoir, mais de conquérir une minorité de la classe ouvrière. Nous ne trouvons pas un mot là-dessus dans vos thèses (2). Pour autant que ces thèses se rapportent à la tactique du Parti, nous sommes malheureusement obligés de constater qu'elles sont rédigées de façon à rester certainement incompréhensibles de la majorité des membres du Parti et que, d'autre part, elles sont sur certains points les plus importants, en complet désaccord avec les résolutions du 3e Congrès. Nous allons vous les prouver.

## **2. Le problème de la conquête de la majorité.**

Dans les thèses sur la tactique adoptées par le 3e Congrès il est dit: «La conquête de l'influence prépondérante sur la plus grande partie de la classe ouvrière, l'introduction dans le combat des fractions déterminantes de cette classe, voilà à l'heure actuelle le problème le plus important de l'Internationale Communiste. Ce point fut adopté après une lutte avec les représentants de la majorité de gauche, à laquelle appartenaient aussi vos délégués. Vos thèses reviennent à l'erreur que le

Congrès avait répudiée. Nous trouvons à l'article 16 de ces thèses:

«D'autre part on ne peut pas exiger que le Parti, à un moment donné, ou bien à la veille d'actions générales, ait organisé au préalable la majorité du prolétariat sous sa direction ou bien même dans ses rangs. Une telle revendication ne peut être posée a priori sans tenir compte des formes dialectiques inhérentes au processus de développement du Parti; et même, au point de vue abstrait, cela n'a pas de sens de comparer le nombre des prolétaires inclus dans les rangs d'une organisation particulière et disciplinée ou qui la suivent, avec le nombre de ceux qui sont isolés et inorganisés ou bien qui obéissent aux mots d'ordre des organismes corporatifs qui sont inaptes à une union organique».

Les raisonnements de ce genre n'ont qu'un seul but: ils diminuent, ils rendent futile la nécessité de la lutte pour la conquête de la majorité de la classe ouvrière, c'est-à-dire ils remettent au dernier plan la tâche la plus importante qui incombe à un parti aussi jeune que le Parti Communiste Italien. Au lieu de dire au parti: lutte pour chaque ouvrier, cherche à le conquérir, cherche à conquérir la majorité de la classe ouvrière, les thèses offrent des prétextes de doctrine qui prouvent que le problème n'est pas si urgent. Il y a là un réel danger dont l'Exécutif, sans reculer devant aucun moyen, avertira le Parti.

## **3. Les situations où la bataille devient nécessaire et les possibilités de lutte.**

La deuxième exigence principale que le 3e Congrès de l'Internationale Communiste avait faite aux Partis communistes, une leçon qui, en premier lieu était basée sur les expériences de l'action de mars (3), était l'analyse la plus méticuleuse des possibilités de lutte, la prise en considération des faits et des observa-

tions qui indiquent les difficultés de l'action. Le sens général des thèses du 3e Congrès, pour autant qu'elles concernent l'action, se laisse résumer en ceci que le Parti communiste peut seulement engager la bataille lorsque la situation devient telle que les larges masses considèrent la lutte comme une nécessité. A l'encontre de ces conclusions, les thèses du Comité Central du Parti Communiste Italien déclarent aux paragraphes 24 et 25:

«25. *Le Parti Communiste ne réussit à garder son caractère propre et à réaliser tout son programme qu'autant qu'il réunit dans ses rangs chaque partie du prolétariat qui, étant organisée, a perdu la tendance de ne se laisser entraîner au mouvement que sous l'impulsion immédiate de situations économiques déterminées. L'influence des situations sur le mouvement général du Parti cesse d'être directe et définie pour devenir un assujettissement rationnel et volontaire, dans la mesure que la conscience critique et l'initiative volontaire, qui n'ont pour l'individu qu'une valeur fort restreinte, auront été réalisées dans la communauté organique du Parti».*

Que signifient ces développements, si l'on essaie, ce qui n'est pas facile, de saisir le sens des mots qui sentent plutôt les phrases d'une sociologie bourgeoise que le marxisme? Ils ne signifient que ceci: utiliser pour la lutte les situations créées par l'histoire, c'est de l'opportunisme. La conscience critique n'a pas besoin d'attendre les conditions propices à la bataille; elle n'en dépend que fort peu. Elle peut prendre librement l'initiative de la lutte. En raisonnant ainsi, on ne fait que revenir à l'ancienne théorie de l'offensive répudiée par le Congrès. Certes, l'article suivant cherche à voiler ce fait en posant des limites, en trois mots, à cette théorie d'aventurisme, mais celle-ci

reste une partie intégrante et dangereuse des thèses, partie intégrante qui présenterait le plus grand danger pour le Parti si elle existait non pas seulement sur le papier, mais encore dans les cerveaux des membres de l'organisation.

#### 4. Le front unique.

Le 3e Congrès de l'Internationale Communiste, dans ses thèses sur la tactique, a caractérisé comme suit l'essence même de nos efforts tendant à établir le front unique:

«Là où la situation des masses ouvrières devient de plus en plus intolérable, les Partis Communistes doivent tout essayer pour porter les masses ouvrières à défendre leurs intérêts par la lutte. En présence de ce fait qu'en Europe Occidentale et en Amérique, où les masses ouvrières sont organisées en syndicats et en partis politiques, où, par conséquent on ne saurait compter jusqu'à nouvel ordre sur des mouvements spontanés que dans des cas très rares, les Partis Communistes ont le devoir, en usant de leur influence dans les syndicats, en augmentant leur pression sur les autres partis qui s'appuient sur les masses ouvrières, de chercher à obtenir un déclenchement général du combat pour les intérêts immédiats du prolétariat, et si les partis non communistes sont contraints de participer à ce combat, la tâche des communistes consiste à préparer d'avance les masses ouvrières à une trahison possible de la part des partis non communistes pendant l'une des phases ultérieures du combat, à tendre le plus possible la situation et à l'aggraver afin d'être capable de continuer le combat, le cas échéant, sans les autres partis» (voir la *Lettre ouverte* du Parti communiste allemand qui peut servir de point de départ exemplaire pour d'autres actions)» (4).

Ces contre ces thèses que le Comité Central du Parti Communiste Italien se tourne dans l'article 36, en se prononçant pour l'unité de front syndical et contre la création de comités dirigeants de bataille et d'action dans lesquels le Parti Communiste participerait en même temps que le Parti socialiste. A tous les arguments présentés par les thèses du Parti Communiste Italien, nous trouvons une contrepartie dans celles du 3e Congrès qui, dans le chapitre sur les luttes et les revendications partielles de la thèse sur la tactique, s'exprime

comme suit:

«Les ouvriers qui luttent pour leurs revendications partielles sont entraînés automatiquement à combattre toute la bourgeoisie et son appareil d'Etat. Dans la mesure où les luttes pour les revendications partielles, où les luttes partielles des divers groupes d'ouvriers grandissent en une lutte générale de la classe ouvrière contre le capitalisme, le Parti Communiste a le devoir de proposer des mots d'ordre plus élevés et plus généraux, jusqu'à celui du renversement direct de l'adversaire».

Si le Comité Central du parti italien y avait réfléchi, il aurait compris que vouloir limiter la tactique du front unique aux syndicats, c'est se placer du point de vue syndicaliste. Car c'est seulement lorsqu'on admet que les problèmes les plus graves, posés à l'ordre du jour par les intérêts de classe du prolétariat, peuvent être résolus par la lutte syndicale, qu'on peut essayer d'éliminer les partis politiques. Mais puisque la chose ne se présente pas ainsi et que chaque lutte économique, tant soit peu importante, se change en une bataille politique, il est du devoir d'un Parti Communiste de tenter d'engager la lutte pour les intérêts communs du prolétariat en collaboration avec d'autres partis ouvriers, à obliger ces derniers à se joindre au front commun. C'est uniquement de cette façon qu'un Parti Communiste a la possibilité de démasquer ces partis lorsqu'ils hésitent, pris de peur devant la bataille, à participer au front commun. Cette question est actuellement résolue définitivement par la décision du Comité Exécutif élargi. Si le Parti Communiste Italien ne veut pas briser la discipline internationale, et nous sommes persuadés qu'il ne le voudra pas, il doit changer son attitude à l'égard de ces problèmes pratiques et décisifs, et s'entendre avec l'Exécutif pour savoir de quelle façon la lutte pour l'unité de front peut être menée en Italie.

#### 5. Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier.

Le front ouvrier uni est actuellement pour l'Italie d'une importance plus grande que jamais. Les partis ouvriers se révèlent de moins en moins capables d'établir un régime stable. Le Parti socialiste n'a ni le courage de briser avec la bourgeoisie et de passer à une lutte ouverte contre le gouvernement, ni l'audace

de participer ouvertement à celui-ci. Dans une telle situation le Parti Communiste ne peut pas se contenter de lancer le mot d'ordre du gouvernement des Conseils. Il ne peut pas se contenter de dénoncer devant les masses le Parti Socialiste qui refuse de lutter pour un gouvernement des Conseils; il doit déclarer aux masses: – Vous craignez la lutte pour la dictature, vous voulez rester sur le terrain démocratique; eh bien, ce terrain-là ne suffira pas même pour satisfaire les besoins minimaux de la classe ouvrière. Vous serez forcés de tenter la lutte qui est nécessaire pour établir la dictature prolétarienne. Mais regardez donc le désordre, le chaos complet qui règnent en Italie et dont vous souffrez le plus. Si vous voulez persévérer dans la méthode de lutte démocratique pourquoi n'utilisez-vous pas les moyens que vous fournit la démocratie pour essayer au moins de sortir de l'anarchie?

Nous faisons appel au Parti italien et nous lui demandons de lutter pour la dissolution de la Chambre, afin d'établir un gouvernement ouvrier. Les communistes doivent se préparer à former un bloc avec le Parti Socialiste Italien pour établir un programme minimum des conditions qui devront être réalisées par ce Gouvernement ouvrier et à soutenir ce Gouvernement aussi longtemps qu'il représentera les intérêts de la classe ouvrière. Si le Parti Socialiste y consent, des combats commenceront qui ne se développeront pas que sur le terrain parlementaire. C'est ainsi que nous répondons au reproche suivant lequel le mot d'ordre de Gouvernement ouvrier n'est au fond qu'un prétexte pour des combinaisons purement parlementaires. Si le Parti Socialiste Italien repousse notre proposition, les masses comprendront que nous leur avons indiqué une issue précise, tandis que le Parti socialiste n'ait pas ce qu'il veut. Toutes les craintes des camarades de gauche suivant lesquelles une telle tactique pourrait amener l'effacement des oppositions entre les communistes et les serratistes, sont tout simplement ridicules.

Ou bien il n'est pas vrai que le Parti Socialiste Italien trahisse à chaque pas les intérêts du prolétariat, non seulement futurs mais immédiats, et alors il serait ridicule de tenter de l'affirmer et d'en persuader les ouvriers, le Parti Communiste ne pouvant pas baser son existence sur

une propagande mensongère; ou bien il est vrai que nous seuls représentons les intérêts vitaux du prolétariat italien, et alors tout essai réussi ou raté d'établir le front unique démasquera le Parti Socialiste et fortifiera le Parti Communiste.

Nous espérons que le Parti Communiste Italien ne s'inclinera pas devant les décisions du Comité Exécutif élargi seulement extérieurement, mais encore que la discussion, qui a eu lieu dans cette réunion, amènera la clarté dans les problèmes posés et l'adoption par le Parti Communiste Italien du point de vue de l'Exécutif.

Nous renonçons à analyser ici en détail toutes les formules fausses que nous trouvons dans le projet de thèses du Comité Central italien, car ce qui a été dit suffit pour montrer que ces thèses sont fausses dans leur principe même. L'article 49 des thèses italiennes dit:

«**Libéré des soucis qui sont inhérents à toute période de début**, le Parti doit concentrer toute son attention à sa pénétration de plus en plus profonde dans les masses, sur la multiplication des organes qui l'unissent à elles».

L'Exécutif serait heureux d'avoir pu se ranger à cette opinion exprimée par le Parti Italien. Malheureusement ce n'est pas le cas. Les thèses de l'organe directeur du Parti prouvent qu'il n'a pas encore surmonté sa maladie infantile, qui est un radicalisme jeune et stérile s'épuisant en une peur sectaire du contact avec la vie réelle, un manque de confiance dans ses propres forces et dans les tendances révolutionnaires de la classe ouvrière au moment où celle-ci entre en bataille, même pour des buts provisoires. L'Exécutif est persuadé que le Comité Central verra ces faiblesses et tâchera de s'en débarrasser. Il faut qu'il commence dès maintenant en changeant les thèses. Il est préférable que le parti se contente des thèses du 3e Congrès et de la Conférence du Comité Exécutif élargi, qu'il renonce à l'élaboration de thèses à lui, plutôt que de présenter les thèses en question qui obligeront l'Exécutif à combattre ouvertement et de la façon la plus énergique les con-

ceptions du Comité Central italien.

Le Présidium du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

(1) C'est sous ce titre que la critique des Thèses de Rome furent publiées en français sur *L'Internationale Communiste*, l'organe de l'Exécutif, d'octobre-novembre 1922 dont nous reprenons le texte. Il était précédé de la note suivante: «*Cette lettre de l'Exécutif, écrite au milieu du mois de mars, a été, sur certains points dépassée par les événements; elle peut toutefois contribuer, dans son ensemble, à rendre plus claires certaines questions de tactique et de programme*». Rappelons au passage que le nom exact du parti était: *Parti Communiste d'Italie*. Ce n'est qu'à l'époque stalinienne qu'il adoptera définitivement l'adjectif *italien*, conformément aux orientations nationalistes en vigueur.

Ce texte fut publié pour la première fois en italien sur les colonnes de *Stato Operaio*; le PC d'I était alors dirigé par Gramsci et ses camarades, nommés là par la direction de l'Internationale qui profita du fait que Bordiga et d'autres militants de gauche avaient été arrêtés par les Fascistes, pour installer une équipe chargée de ramener le parti dans le rang. Bordiga adressa la lettre suivante au journal:

*Cher «Stato Operaio»;*

*Il est nécessaire de publier la déclaration suivante que je fais en ma qualité de membre du Comité exécutif du parti à l'époque où les faits se sont produits.*

*La lettre du présidium de l'IC au CC du parti d'Italie contenant une critique des thèses sur la tactique présentées au Congrès de Rome de 1922, n'a aucune valeur officielle. Nos délégués du retour de l'Exécutif élargi de février de cette même année, Terracini et Roberto, le déclarèrent au nom du Présidium lui-même. La lettre fut écrite par un membre du présidium qui en avait été chargé: ce camarade partit de Moscou aussitôt*

*après avoir rédigé la lettre que le Bureau du Secrétariat, par erreur, envoya au Parti Communiste alors que le présidium dans une réunion ultérieure, après examen du texte, ne le trouva pas opportun. Puisque la lettre a été publiée en tant qu'expression de l'Internationale Communiste, je crois que, remettant les choses au point selon le rappel précis des faits cités, il faut rectifier qu'elle ne le fut pas.*

*Ajoute, si tu veux, cher «Stato Operaio» que le rédacteur de la lettre était Radek à qui je reparlai de la question lors de la Conférence prolétarienne de Berlin. En fait il ignorait alors qu'après son départ, le texte n'avait pas été approuvé. Je m'abstiendrai ici de toute appréciation politique.*

*Salutations communistes, Amadeo Bordiga.*

(2) Une lettre du Comité Exécutif du parti du 20/4/22 aux dirigeants de l'Internationale précisa que les Thèses n'étaient pas un projet de programme comme il semblait découler d'une erreur de la traduction en allemand, mais bien un texte spécifique sur les questions de la tactique. cf *Storia della Sinistra Comunista*, vol. IV, p. 457.

(3) La *Märzaktion*: il s'agit de la tentative du Parti Communiste Allemand en mars 1921 de transformer des grèves locales en une grève générale insurrectionnelle, suivant ladite «théorie de l'offensive». Cf: «L'action de mars en Allemagne et la théorie de l'offensive», *Programme Communiste* n°101.

(4) La «lettre ouverte» avait écrite début 1921 par le KPD (PC allemand) en direction du SPD (socialistes «majoritaires»), de l'USPD (Parti Socialiste Indépendant) et du KAPD (Parti Communiste Ouvrier, scission du KPD); elle proposait à ces partis de mener des actions communes pour une série de revendications ouvrières. Cette initiative envers des partis jusque-là dénoncés et combattus suscita beaucoup de surprise et de perplexité dans les rangs des partis communistes et même au sein du Comité Exécutif de l'Internationale.

## Amadeo Bordiga

# Les Tâches de notre parti

(*Il Comunista*, 21/3/1922)

A la veille désormais du Congrès national nous ne voudrions pas traiter encore trop longuement la question de la tactique que le Congrès examinera à fond, en même temps que la question qui lui est liée de l'activité passée du parti.

Les articles des camarades Pursutti et Mersù qui reflètent l'opinion de quelques autres camarades, nous poussent cependant à tenter d'indiquer encore une fois les raisons de notre attitude. Plutôt que de partir d'élucubrations théoriques auxquelles les dirigeants du parti n'ont pas le temps de se consacrer, nous voudrions lier les conclusions tactiques d'ordre général qui sont résumées dans nos thèses, à la conception de la tâche du parti communiste en Italie, découlant de ce qui a été pour nous le point concret de départ: l'expérience pratique de la crise du Parti socialiste et de cette première année de lutte du parti communiste.

Les expériences internationales bien connues de la lutte prolétarienne de l'après-guerre ont conduit à établir une thèse vitale, dont on voudra pardonner qu'elle soit présente dans la doctrine: la thèse selon laquelle la voie pour que la classe prolétarienne puisse faire triompher sa propre cause passe par la destruction violente de l'appareil d'Etat actuel. Que le parti possède cette thèse ne signifie pas qu'il se satisfasse d'en connaître la vérité, cela signifie beaucoup plus. Cela signifie que pour la victoire du prolétariat, il est nécessaire, y compris dans la période qui précède la lutte suprême où cela devient une nécessité matériellement tangible, qu'existe précisément un parti qui fonde sur cette thèse son programme et son organisation, et deviennela force principale qui, en intégrant l'évolution des événements vers cette solution ultime, prépare le prolétariat aux exigences de celle-ci.

Cette affirmation est répétée plu-

sieurs fois dans nos thèses et elle se reflète aussi dans beaucoup d'attitudes tactiques prises par le parti; non pas parce qu'il s'agit d'un dogme indiscutable et d'un précepte sacré, mais parce que, à notre humble avis, elle est confirmée continuellement par l'expérience pratique de la lutte prolétarienne.

La faillite du parti Socialiste est liée à l'illusion d'une tactique «à usage universel» dans laquelle il nous semble qu'aujourd'hui encore il existe un peu partout un sérieux risque de rechute. Le parti pouvait comprendre en son sein des forces non tournées vers les buts maximaliste mais orientées dans des directions opposées, comme celle du maintien et de l'utilisation de l'appareil d'Etat bourgeois, parce que ces forces étaient l'expression de couches du prolétariat; il fallait rester uni avec elles afin de porter toute la masse sur le terrain révolutionnaire dès que la situation le permettrait. Il est bien connu que faire partie du même organe de direction des masses que ces forces de droite empêcha les courants maximalistes d'accomplir la tâche de préparation et de développement des conditions révolutionnaires jusqu'à ce qu'il devienne absolument évident qu'à tout moment, y compris dans des périodes où la situation irait vers l'issue révolutionnaire, cela torpillerait toute action: d'où la scission.

Si autrefois la majorité du parti n'avait pas compris que les propositions maximalistes étaient incompatibles avec la présence dans le parti de ceux qui sont par principe opposés à la lutte révolutionnaire et la dictature, la preuve a été faite que c'était là le signe assuré de l'impuissance du parti dans les situations «pratiques» ultérieures. Pourquoi le prolétariat italien s'est-il si souvent arrêté sur la voie des actions révolutionnaires? Parce que les révolutionnaires n'avaient pas au préala-

ble établi une plate-forme d'action politique qui, dénonçant ouvertement les positions anti-révolutionnaires de la droite, aurait pu lui arracher la direction de l'action parlementaire et syndicale des masses, ou au moins pu éviter que des mouvements de masse soient dirigés par les contre-révolutionnaires, protégés par le fait que les révolutionnaires semblaient porter une commune responsabilité dans les mots d'ordre et les résultats.

Personne ne conteste qu'après la rupture avec le Parti socialiste, nous nous sommes trouvés face à un changement objectif de la situation. Une grande insurrection des masses se dirigeant agressivement contre le pouvoir de la bourgeoisie, apparaissait beaucoup moins facile (au moins pour tous ceux, nombreux, qui en 1919 et 1920 avaient cru être à la veille de la révolution italienne). Dans un certain sens, la perspective de la lutte pour la dictature s'est éloignée.

Nous observons qu'au plan international comme au plan national, et de façon plus marquée dans ce dernier, le changement et l'aggravation de la situation ne peuvent ouvrir aux masses une autre voie que celle de l'attaque contre l'Etat, en soulignant énormément l'antithèse entre la constitution et les lois en vigueur et les intérêts prolétariens; hier il n'était pas possible d'introduire dans les institutions existantes de grandes conquêtes, mais on pouvait obtenir d'elles la satisfaction d'intérêts prolétariens partiels et limités; aujourd'hui même cela n'est plus possible et la survie du régime implique l'écrasement y compris économique et syndical du prolétariat; C'est la leçon que nous donne la réalité, et il faut beaucoup y insister.

Dans la situation présente les masses sont encore en grande partie dominées par les partis opportu-

nistes, parce qu'elles ignorent que ceux-ci ne peuvent pas réaliser leurs promesses minimalistes. Qu'il soit impossible de sortir de cette difficulté par la propagande théorique, mais seulement par la participation à l'action et aux mouvements des grandes masses, c'est une affirmation avec laquelle nous sommes tous d'accord. Mais, alors que nous la traduisons dans une solution pratique concrète, il nous semble que nos critiques, en renversant la perspective, font de cette assertion un sophisme. L'idée de Presutti et de Mersù est que la participation à des initiatives de grands mouvements de masse d'où qu'elles viennent constitue la voie sûre pour arriver aux buts révolutionnaires. C'est ce dit clairement Presutti quand il affirme que pour garantir que le déroulement de l'action des masses se dirige vers l'issue révolutionnaire il suffit que le Parti communiste d'exister en tant que tel. Mersù pense la même chose lorsqu'il affirme que l'opposition du parti communiste à la formation d'un gouvernement social démocrate ne peut en réalité se concevoir qu'après que ce gouvernement soit devenu un fait; et que ce serait de bonne tactique pour la préparation révolutionnaire ultérieure que de participer à la lutte générale pour un gouvernement social démocrate.

Ce qui est sans aucun doute exact dans l'appréciation de la situation actuelle, c'est que les grandes masses sont disposées à se mobiliser pour des objectifs immédiats mais qu'elles ne ressentent pas le besoin d'objectifs révolutionnaires plus lointains dont au contraire le parti est conscient; il faut utiliser pour ces objectifs cette disposition des masses en participant au mouvement qui les pousse vers les objectifs que leur pose la situation. Est-ce que cela est vrai au-delà de toutes les limites? Non.

Quand nous fixons à notre tactique la limite de ne jamais abandonner notre attitude pratique d'opposition à tout gouvernement bourgeois et aux partis légaux, est-ce que nous faisons de la théorie ou est-ce que nous nous basons directement sur l'expérience? C'est le noeud de la question.

Pour nous l'indépendance du parti communiste n'est qu'une formule vague si on ne précise pas toute l'importance de cette indépen-

dance par les raisons qui ont imposé d'y arriver par la scission, et qui sont condensées dans son bagage programmatique et sa discipline organisationnelle de parti.

La nature et l'orientation programmatique du parti, qui n'est pas une machine brute mais qui, dans ses militants et la couche plus large encadrée par lui, est un produit en même temps qu'un facteur du processus historique, peuvent être influencées négativement par des orientations tactiques erronées. La solidité de ses organisations dépend de la possibilité de contrôler le mouvement des forces dirigées par le parti.

L'action que propose Mersù visant à faciliter directement la formation d'un gouvernement social démocrate, semblable à celle que mènerait un parti qui aurait décidé de remplacer la lutte pour la dictature par un expédient conciliable avec la nouvelle situation, compromettrait l'orientation programmatique du parti et son existence indépendante. L'action que préconise Presutti dans les *Arditi del Popolo* impliquerait de confier le contrôle et la direction des mouvements de force à une centrale politique mixte: situation identique à celle des mouvements passés dirigés par le Parti Socialiste, le Syndicat et le Groupe parlementaire, où le sabotage réformiste compromettrait la méthode révolutionnaire par les inévitables défaites qui démoralisaient les masses.

Une alliance politique crée les mêmes rapports que ceux qui étaient créés par la coexistence dans le parti socialiste de tendances opposées dont les effets négatifs sont bien connus. Sans doute l'unité du parti socialiste permettait d'affirmer qu'on y participait à des actions regroupant une très grande partie du prolétariat italien, mais cela n'empêchait pas qu'on finissait dans l'opportunisme. Aujourd'hui, nous dit-on, l'existence du parti communiste organisé de façon indépendante suffirait à éviter de telles conséquences. Comment et pourquoi?

C'est là qu'il y a véritablement du doctrinarisme et du mécanisme et un mauvais usage de la dialectique. Le Parti Socialiste n'était qu'une coalition de partis, un véritable parti laboriste. Il paralysait la gauche non par le fait que l'organisation était commune mais par le fait c'était la **direction des mouvements**

qui était commune. Le dirigeant du parti qui, sous prétexte d'*aller aux masses*, accepterait ce que nous refusons, c'est-à-dire qu'un centre politique anonyme et incontrôlable comme celui des *Arditi del Popolo*, donne des ordres aux sections communistes, sans même avoir passé un accord avec le parti, montrerait qu'il fait de cette formule une application dogmatique et aveugle; il ruinerait à jamais l'organisation et l'indépendance du parti: celle-ci disparaît si la norme selon laquelle les directives d'action passent par une structure unitaire et centralisée n'existe plus. Et la chose est encore plus grave quand il s'agit d'un centre davantage militaire que politique si l'on réfléchit un peu que direction militaire signifie connaissance, nous ne dirons même pas de responsabilité suprême affrontée par tous ceux qui se mettent à disposition, mais des moyens de préparation ou d'armement, contrôle et disposition de ces moyens.

C'est pourquoi nous restons fermes sur ces bases de la tactique du parti qui synthétisent les expériences les plus utiles du mouvement italien: faire nôtres les revendications immédiates des masses et provoquer le mouvement d'ensemble de ces dernières pour ces revendications, mais en conciliant (et c'est tout à fait possible) toute l'utilisation de cette puissante poussée prolétarienne avec la garantie que ne soit pas remis en cause l'état de préparation révolutionnaire déjà atteint dans l'organisation indépendante du parti et son contrôle indépendant d'une partie des masses. Nous travaillons donc pour l'Alliance syndicale et pour la défense des intérêts immédiats menacés par l'offensive bourgeoise, non seulement d'ordre économique mais aussi d'ordre politique, mais uniquement à travers une pression exercée de l'extérieur des institutions et au moyen de la lutte des masses contre la bourgeoisie et son Etat.

Le parti ne devra donc en aucun cas déclarer qu'il fait sien des postulats et des méthodes d'action en contradiction avec son programme, comme ce serait le cas si on proposait l'utilisation de l'appareil bourgeois par le prolétariat pour sortir de la situation actuelle. Et il ne devra pas accepter la co-responsabilité d'actions qui peuvent demain être dirigées par d'autres forces politi-

## Les tâches de notre parti

ques dans une coalition dont la discipline est acceptée à l'avance (ce qui est la condition d'une coalition)

Pour ce qui est de la question du gouvernement social démocrate, il est nécessaire de démontrer, avant même sa constitution, qu'il ne peut pas être une solution, afin d'éviter que le prolétariat ne soit complètement emporté par la faillite de cette expérience. Que cela ne retarde pas la réalisation de cette expérience, c'est ce qui est dit dans les Thèses, et il est curieux que Mersù, en se contredisant, l'admette quand il affirme que cette éventualité est accélérée par la pression révolutionnaire des masses. Le Parti communiste ne fait que devenir le protagoniste, dans son attitude, dans sa pratique et dans sa lutte, de cette pression de la partie la plus révolutionnaire des masses, en refusant de se ranger parmi les forces qui appellent à un gouvernement social démocrate. Voilà comment l'antithèse devient non seulement théorique mais aussi pratique, contredisant la dialectique de Mersù qui correspondrait à un changement d'attitude du parti. La dialectique correctement comprise explique au contraire précisément comment l'opposition à l'expérience social démocrate, avant et après celle-ci, est un facteur de l'accélération des événements dont cette expérience fait partie.

Cette même admission contradic-

toire contient le germe de la réponse à une autre objection que nous nous permettons de trouver aussi vague qu'abstraite – celle d'un dilemme bâti dans le vide: ou agir avec le mouvement qui va vers un gouvernement social démocrate, ou rester inactif en se contentant de critiquer, intention que nous prête l'ami Presutti en nous imaginant consacrés à l'élaboration laborieuse de travaux théoriques.

La réponse se trouve dans l'oeuvre de notre parti. Il s'agit de se tenir sur le terrain des acteurs et des facteurs de la pression révolutionnaire des masses, orientant dans cette direction la lutte pour les objectifs immédiats. L'attitude et le travail intense de notre parti face à l'offensive patronale nous ont permis et nous permettent, sans avoir besoin de s'engager dans des mouvements qui sont la négation de notre programme et qui présentent de graves dangers pour le prolétariat, d'édifier et de développer un formidable plan d'action des masses où prennent place tous les problèmes y compris concrets qui les intéressent. Quant sera faite la preuve que même l'expérience d'un gouvernement de gauche de l'appareil d'Etat bourgeois ne fait pas avancer d'un pas la solution de ces problèmes vitaux pour les travailleurs, alors l'action des grandes masses à travers le réseau de travail et d'organisation

que nous avons tracé se dirigera efficacement sur la voie révolutionnaire; elle y trouvera un point d'appui qui sinon lui manquerait comme il lui a manqué lors de toutes les occasions classiques qui ont mis en évidence l'impuissance du vieux Parti socialiste; alors pourra devenir un constat basé sur les faits, ce qui n'est pour l'instant que la prévision consciente des communistes: le facteur contre révolutionnaire que constituent les propagandistes actuels des voies légales et démocratiques pour l'émancipation du prolétariat.

Il y a des limites tactiques qui sont tracées non par la théorie, mais par la réalité; cela est si vrai que sans vouloir jouer les oiseaux de mauvais augure, nous pouvons prévoir que si on continuait dans cette voie des oscillations tactiques illimitées et des alliances contingentes avec des partis politiques opposés, on détruira peu à peu le résultat des sanglantes expériences de la lutte des classes vécues par le prolétariat, non pour aboutir non pas à des succès sensationnels, mais à l'extinction de l'énergie révolutionnaire du prolétariat, de sorte qu'on risque de voir une nouvelle fois l'opportunisme célébrer ses saturnales sur la défaite de la révolution, dont il décrit déjà les forces comme incertaines, hésitantes et prêtes à s'engager sur le chemin de Damas.

---

### **«La Commune a été grande par ce qu'elle a été contrainte d'être non par ce que ses artisans ont voulu qu'elle soit»**

(Brochure A5; Août 2011; 76 pages; prix: 2 €; 4 FS)

#### **Au sommaire:**

- Introduction
- La Commune a été grande par ce qu'elle a été contrainte d'être non par ce que ses artisans ont voulu qu'elle soit («programme communiste» n° 51-52; Avril-Septembre 1974)
- Léon Trotsky. Les leçons de la Commune (Zlatoouste, 4 février 1921)
- Amadeo Bordiga. De la Commune à la Troisième Internationale («L'Unità», 29 mars 1924)
- Karl Marx. La guerre civile en France (Texte adopté et diffusé par l'Association Internationale des Travailleurs, Londres, le 30 mai 1871 - Extraits)
- Karl Marx. Lettre à Kugelmann (Londres, le 12 avril 1871 - Extraits)
- V. Lénine. L'Etat et la Révolution (1902 - Extraits)

## **le prolétaire**

parti communiste international (programme communiste)



**La Commune  
a été grande  
par ce  
qu'elle a été  
contrainte  
d'être, non  
par ce que  
ses artisans  
ont voulu  
qu'elle soit**

**34**

# La Guerre d'Espagne

## Une première synthèse des positions du parti (1)

Nous présentons ici une première synthèse de la position du parti sur les événements d'Espagne dans la période 1931 – 1939, qui correspond à la phase de la Seconde République et de la guerre civile. S'il est vrai que jusqu'alors le parti ne dispose d'aucun travail traitant de manière spécifique la guerre et la montée de la lutte des classes en Espagne durant la période précédente, il est aussi vrai que la Gauche communiste avait déjà élaboré ses positions sur la question durant ces événements à travers des articles publiés dans *Bilan* et *Prometeo*. En outre, le travail de bilan accompli par le parti sur la période contre-révolutionnaire qui s'est ouverte avec la défaite de la révolution bolchevique en Russie et la destruction de l'avant-garde du marxisme révolutionnaire dans le monde entier réalisée par la réaction stalinienne, a traité magistralement le thème de la Guerre d'Espagne en faisant référence à certains aspects des développements internationaux des événements et à travers la critique des postulats stalinien. Nous nous référons concrètement à la politique du *Front Populaire* adoptée par les partis communistes stalinisés en 1935, mais aussi au travail accompli sur le fascisme et la démocratie, sur la signification des démocraties après la Deuxième Guerre Mondiale etc. Il n'est pas correct d'affirmer que l'absence d'un parti marxiste en Espagne durant la période en question ait entraîné une absence totale de positions marxistes sur celle-ci. Depuis l'existence du *Manifeste* la critique marxiste a une base internationale et n'a pas besoin d'être au centre des événements pour se situer dans sa perspective. Ceux qui pensent ainsi, et qui par conséquent considèrent que ne sont valides que les positions soutenues par les participants directs, igno-

rent le rapport dialectique entre le moment de la *critique des armes* et celui des *armes de la critique*. Ils veulent faire de la théorie et de la pratique marxistes une sorte de bilan annuel où l'on suppose qu'à tant de théorie doit correspondre tant de pratique. Il s'ensuit que pour eux et pour leur bilan, la pratique qu'ils développent finit toujours par un bilan négatif.

Le travail qui suit n'est pas une prise de position originale sur la Guerre d'Espagne. Il n'y a aucune nouvelle enquête ou découverte de dernière heure. Selon les universitaires, la Guerre d'Espagne est le thème historique sur lequel a été écrit le plus grand nombre d'articles et de livres. Quelques-uns sont d'excellente qualité et, sans représenter une vision marxiste sur la question, ils sont capables de clarifier les points les plus obscurs sur le sujet, dans la mesure où ils se réfèrent à la lutte entre les classes comme axe central des événements. Nous renvoyons à ces études pour une vision historiographique du sujet; notre effort dans ce texte est de rassembler, mettre en ordre et exposer correctement les données historiques les plus pertinentes pour exprimer les thèses centrales de la Gauche sur les différentes questions abordées. A celles brièvement indiquées ci-dessus, il faut ajouter la thèse centrale que nous considérons comme démontrée: **le développement de la lutte de classe du prolétariat est à l'origine des convulsions sociales qui menèrent à la guerre civile. En même temps, son immaturité politique l'a conduit à la défaite, dont nous datons l'épicentre en 1934 et non en 1937, les années qui suivirent 1934 ayant été un prolongement du processus de désarmement politique et organisationnel qui avait débuté après l'octobre asturien.**

## Thèses et contre-thèses

### CONTRE-THÈSE 1.

**La Guerre Civile a été une «guerre uniquement espagnole».**

Elle soutient que tant les causes que le développement de la Guerre civile répondent exclusivement ou principalement à des facteurs internes à l'Espagne et que ses conséquences aussi se réduisent au cadre national. Elle est défendue par tous les courants qui prirent part à d'une façon ou d'une autre aux instances gouvernementales.

### THÈSE 1.

**La Guerre d'Espagne a été tout à**

**la fois une guerre impérialiste et une guerre civile, qui s'est développée à l'intérieur des frontières nationales, en impliquant toutes les forces sociales espagnoles.**

Le fait qu'il en fut ainsi n'empêche pas la caractérisation de la guerre comme impérialiste, c'est-à-dire comme une guerre entre bourgeoisies qui ont désormais dépassé historiquement leur phase progressive et qui utilisent le prolétariat pour les objectifs qui, dans aucune de deux alliances bourgeoises en conflit, ne peuvent servir à un pro-

grès historique: la victoire d'aucun des fronts bourgeois impérialistes n'aurait pu libérer le prolétariat des entraves qui s'opposaient à son développement, ni n'aurait posé la nécessité de lutte révolutionnaire anti-bourgeoise finale.

En Espagne, les guerres nationales révolutionnaires n'ont pas manqué; ce furent:

a) La soi-disant Guerre d'Indépendance contre les armées napoléoniennes, où les forces unies des classes dominées ont dirigé la lutte autant pour l'indépendance nationale que pour le bouleversement révolutionnaire des bases de

## La guerre d'Espagne

l'ancien régime.

b) Les guerres carlistes des années trente et soixante-dix du XIXe siècle, qui virent le combat de la bourgeoisie urbaine, aux côtés de la partie libérale de l'armée, de la paysannerie (à l'exception de la Navarre) et du prolétariat naissant contre la réaction absolutiste de la noblesse. La question dynastique Isabelle-Carlos dissimulait derrière elle la lutte entre un parti bourgeois progressiste partisan de la division des terres communales, de la fin des «privileges foraux» (institutions particulières de Navarre et des régions basques) et de l'instauration dans le pays d'une monarchie constitutionnelle contre les forces féodales appuyées par la partie aisée de la paysannerie qui tirait bénéfices de la persistance des terres communes. Sa défaite par la «faction isabellienne» marque définitivement le passage du système féodal à la domination de l'oligarchie terrienne et de la bourgeoisie industrielle et financière.

c) La guerre cantonaliste de 1874 fut le dernier soulèvement d'une petite bourgeoisie révolutionnaire exclue du gouvernement du pays et incapable de progresser. Strictement liée à l'ancienne splendeur du commerce maritime et agricole du sud-est et de l'est du pays, cette classe a entraîné avec elle une bonne partie du secteur artisanal en déclin ainsi que des forces ouvrières encadrées dans le parti anarchiste de l'Internationale.

La période des révolutions nationales s'étant achevée en 1876, l'époque devient celle de la guerre civile révolutionnaire, qui voit essentiellement l'affrontement entre prolétaires et bourgeois, ou celle de la guerre impérialiste, nationale et internationale. Pour situer la Guerre civile dans cette dernière catégorie il suffirait de rappeler que le conflit de 1936 – 1939 n'a pas été une guerre révolutionnaire; mais pour écarter l'argument selon lequel une guerre n'est impérialiste que lorsque elle implique deux nations capitalistes rivales, illustrons brièvement les forces en jeu :

– *Portugal*: intéressé à avoir un gouvernement ami en au-delà des frontières, il appuie les mouvements décisifs des troupes pour les nationalistes dans les premières semaines de guerre.

– *Italie*: intéressée à empêcher le passage des Français vers les colonies africaines et à maintenir ses po-

sitions en Méditerranée (Baléares), elle soutient le camp nationaliste qui lui offre des garanties dans les deux sens.

– *Allemagne*: intéressée à affaiblir la France, à empêcher l'URSS d'obtenir des appuis en Europe occidentale et à limiter le rayon de l'influence britannique, elle soutient le camp nationaliste qui, par-dessus le marché, lui garantit la liberté d'exploitation des gisements miniers de la péninsule.

– *Grande-Bretagne*: principal investisseur étranger en Espagne et partisane d'une politique de reprise des hostilités contre l'Allemagne, elle appuie, par son «silence étourdissant» et avec des facilités financières, le camp nationaliste dans lequel elle voit un allié puissant contre l'influence soviétique.

– *France*: intéressée à maintenir un gouvernement ami au sud des Pyrénées et près de ses colonies en Afrique, mais opposée à un affrontement avec l'Allemagne et préoccupée par l'influence des événements du côté républicain, elle ne fait tout simplement pas obstacle aux objectifs de la diplomatie du gouvernement de Madrid.

– *URSS*: intéressée par une politique de rapprochement avec les puissances françaises et anglaises et à la limitation des revendications allemandes, elle intervient officieusement par l'intermédiaire des Brigades Internationales qui, en évitant à Madrid de tomber à coup sûr entre les mains de Franco, font en sorte que la guerre continue pendant encore deux ans et demi.

Les trois premières puissances (Portugal, Allemagne et Italie) appuient ouvertement Franco avec des armes et des hommes qui seront décisifs pour sa victoire dans une guerre de longue durée pour laquelle le camp nationaliste n'était pas préparé. Les autres expriment leurs intérêts dans le contexte d'un Pacte de Non-intervention, qui visait à maintenir la stabilité internationale.

Le déroulement des opérations militaires durant les presque trois années de guerre avait davantage à voir avec les intérêts des puissances impérialistes qui opéraient sur le terrain espagnol qu'avec la nécessité de la victoire militaire en elle-même.

Nous avons déjà dit que ce n'est pas le caractère mondial, mais le caractère inter-bourgeois qui caractéri-

se comme impérialiste la Guerre d'Espagne; mais il faut souligner que même dans les années qui suivirent, avec l'éclatement de la Deuxième Guerre Mondiale, les lignes fondamentales subsisteront comme le montrent les accords de Yalta, Téhéran et Potsdam: l'URSS soutient prudemment le bloc militaire antifasciste alors que la Grande-Bretagne, grand bénéficiaire, maintint tout comme les États-Unis, ses principales relations commerciales avec l'Espagne.

### CONTRE-THÈSE 2.

#### La Guerre Civile a été un affrontement entre fascisme et antifascisme.

Position partagée par absolument tous les courants politiques ayant une présence significative en Espagne, elle exprime le contraire de la précédente; elle conforte le caractère international qui se révèle évident par la présence des troupes étrangères en Espagne, mais elle ne s'accorde pas avec le discours nationaliste d'une guerre exclusivement espagnole.

### THÈSE 2.

#### En Espagne il n'y a pas eu un mouvement fasciste important et l'antifascisme ne fut qu'une couverture idéologique pour la guerre impérialiste et la répression prolétarienne de la part de la bourgeoisie républicaine.

Selon les positions du marxisme, le fascisme est caractérisé comme étant:

a) La réaction de la bourgeoisie contre la lutte révolutionnaire du prolétariat. Dans ce sens, le fascisme réalise la concentration maximale des forces bourgeoises, au dessus des différences politiques des diverses factions rivales, pour agir comme un parti unique de la contre-révolution destiné à détruire l'avant-garde communiste du prolétariat et à réaliser l'intégration de son réseau syndical dans l'appareil d'État.

b) La limitation, sur le plan économique, des tendances centrifuges de la classe bourgeoise elle-même, comme résultat de la concurrence entre capitalistes qui crée l'anarchie du système économique basé sur la «liberté d'entreprise». Face à la crise capitaliste qui est une crise de surproduction affectant les profits de la bourgeoisie, le fascisme centralise

ainsi le capital en unités plus grandes par rapport aux entreprises particulières, en mettant des limites à la libre concurrence; il augmente de cette façon le taux de profit global de l'économie nationale, qui bénéficie également de la suppression des conflits politiques et économiques engendrés par un prolétariat se situant sur le terrain de la lutte de classe révolutionnaire.

Etant donné ces deux caractéristiques essentielles, il est évident qu'en Espagne, le fascisme n'a pas existé ni comme mouvement politique anti-républicain ni comme système institutionnel résultant de la victoire de Franco dans la guerre (même si quelques secteurs de la droite cherchaient à imiter la propagande fasciste et son esthétique, comme les partisans de Gil-Robles, et constituaient des groupes d'inspiration ouvertement fasciste, comme la Phalange).

Pour ce qui est le premier point, en Espagne il n'y avait pas un prolétariat révolutionnaire à l'attaque et guidé par un parti communiste révolutionnaire influent qui puisse contraindre la classe bourgeoise à centraliser ses forces autour d'un parti unique qui emploie alors pour vaincre des méthodes inspirées de la doctrine marxiste. C'est une différence fondamentale par rapport au cas de l'Italie, mais aussi de l'Allemagne où un parti marxiste, faible sur le plan théorique et tactique, mais en mesure de revenir sur la bonne voie, représentait réellement une menace pour la bourgeoisie nationale.

En Espagne il y avait un puissant mouvement syndical, avec une force croissante à partir de 1930 qui dans les campagnes comme dans les villes agissait sous l'impulsion des convulsions économiques qui jetaient les prolétaires dans la misère.

Ce mouvement ouvrier était fortement influencé par des partis ouvriers opportunistes (PSOE et POUM principalement) et par des partis ouvertement bourgeois (*Esquerra Republicana de Catalunya*). En définitive, cette influence a été le facteur décisif pour que dans les rangs du prolétariat ne se pose pas la question du pouvoir, axe central de la lutte révolutionnaire dans tous les pays et en toute circonstance. La bourgeoisie espagnole ne lutta pas contre une révolution ouvrière de type communiste mais contre le chaos généré par un mouvement syndi-

cal fort au point de lui causer continuellement des problèmes sous forme de grèves et tentatives insurrectionnelles durant les 5 ans de vie de l'État républicain. Tout cela est essentiel pour comprendre que la lutte de la bourgeoisie contre ce prolétariat ne doit pas être attribuée exclusivement à la faction de Francisco Franco.

Le gouvernement républicain qui a connu une histoire nourrie d'affrontements avec le prolétariat, assumait l'initiative de la répression sur deux questions. La première est l'intégration des organisations syndicales dans l'État, par le biais de la cooptation de la CNT et de l'UGT réalisée par les gouvernements de Madrid et de Barcelone et l'imposition de la syndicalisation obligatoire pour tous les travailleurs (mesures assurément de type «fasciste», mais réalisées par un gouvernement démocratique). La seconde est l'écrasement des prolétaires qui résistaient aux injonctions des deux gouvernements, national et régional. Cette politique répressive a été introduite par des gouvernements dirigés par le PSOE et par le PCE avec la collaboration locale du POUM en Catalogne.

De la part de Franco, la répression, plus directe dans la mesure où il n'a pas eu affaire à une grève armée du prolétariat après la révolte, s'est concrétisée sur le plan politique par l'extermination physique des militants politiques et syndicaux et, sur le plan économique, par la création d'un syndicat vertical auquel ont été appelés les éléments considérés comme «sains» de l'UGT et de la CNT. Si dans ce dernier objectif les franquistes n'ont pas eu de succès dans un premier temps, il faut noter que, à distance d'une génération de prolétaires, ce sera le PCE lui-même (et une partie de la CNT) qui s'intégrera volontairement dans l'organisation syndicale d'État.

Concernant le second point, la centralisation économique caractéristique du fascisme se réalise sur la base d'une quantité déterminée de capital investi dans l'économie nationale. Ce capital minimum nécessaire n'existait pas en Espagne. Il n'y a pas de phénomène de concentration analogue à celui d'Italie ou d'Allemagne, mais l'économie reste, dans les limites nationales, aux mains de capitalistes autonomes, qui comptent sur les faveurs du gouvernement, mais qui ne répondent pas à un plan.

Il n'y a pas de doute qu'il ait existé une tentative de diriger l'économie nationale au moyen de l'État et, dans la mesure où l'effort de guerre le réclamait, cette tentative a eu du succès. Il y a eu aussi des phénomènes caractéristiques du fascisme comme le parti unique ou le syndicat vertical. Mais il n'y a pas eu de processus de formation de cartels ou de trusts similaires à ceux observés en Europe. Vingt ans après la guerre, avec le début du développement économique du pays par le biais des investissements de capitaux étrangers, l'Espagne adoptera, comme le reste des impérialismes européens et américains, une politique de forte intervention de l'État dans l'économie; ce phénomène n'a cependant aucun lien avec une exception fasciste en terre espagnole, mais avec le capitalisme moderne ultra-développé actuel. Les tendances apparues durant la guerre pour gérer centralement l'économie, liées, comme on disait, à l'effort de guerre, mèneront à cela et au commencement d'une longue période connue comme «autarcie», où l'Espagne resta en dehors des grands circuits commerciaux internationaux.

De son côté, le gouvernement républicain, avec les décrets de nationalisation œuvra dans la même direction grâce aux principales industries qui pouvaient être utilisées pour la production de guerre. Ainsi la structure traditionnelle des petites entreprises catalanes fut soumise à un plan unique destiné à produire toujours plus rapidement que l'ennemi. C'est pourquoi, si l'économie conçue par les nationalistes de Franco peut se définir comme fasciste, au même motif, il faudrait faire de même pour les nationalistes républicains.

### CONTRE-THÈSE 3.

**La Guerre Civile a été le prélude à la Deuxième Guerre Mondiale comme affrontement entre démocratie et fascisme.**

Cette thèse, qui répond au même critère d'interprétation des faits que la thèse précédente et qui est donnée elle aussi comme certaine par tous les courants politiques existants de manière significative en Espagne, assimile la Deuxième Guerre Mondiale à un affrontement entre démocratie et fascisme. En partant de la caractérisation donnée à la

## La guerre d'Espagne

Guerre d'Espagne que nous avons expliquée dans la contre-thèse 1, on arrive à la conclusion qu'elle a été le prologue du grand conflit mondial de 1939 – 1945.

### THÈSE 3.

**Le conflit impérialiste en Espagne obéit aux tensions entre grandes puissances selon la manière dont elles se configurèrent en 1936 et non selon le schéma final de 1939.**

Expliquons cette position en quelques mots :

– 1936: la Grande-Bretagne et l'Allemagne ne cherchent pas encore la guerre. La France suit la Grande-Bretagne et ne la cherche pas non plus. L'URSS, par une autre pirouette de sa politique extérieure, cherche à se rapprocher des puissances européennes contre l'Allemagne. Les États-Unis ne s'expriment pas clairement.

– 1938: Traité de Munich, concessions en Tchécoslovaquie à l'Allemagne de la part de la France et de la Grande-Bretagne. La Russie est isolée.

– 1939 : (août): Traité Germano-soviétique, l'Allemagne alliée de l'URSS qui sort de son isolement et ouvre la voie au partage de la Pologne avec l'Allemagne.

– 1939 (septembre): début de la Deuxième Guerre Mondiale avec l'invasion de la Pologne par l'Allemagne. Il se passe presque deux ans avant que l'URSS et l'Allemagne rompent leurs relations.

L'alliance Italie – Allemagne de 1936 en Espagne contre la Russie et la France ne sera pas définitive et extensible au reste de l'Europe ; en effet elle changera au moins deux fois de positions avant le début de la Deuxième Guerre Mondiale. L'historiographie ultérieure, en particulier celle stalinienne qui a voulu cacher le soutien à l'Allemagne nazie et en conséquence la politique de conciliation avec le fascisme défendue par les partis nationaux-communistes, était fortement intéressée à présenter idéologiquement la Guerre Civile espagnole comme anticipation de l'opposition entre démocratie et fascisme qui sera le *leitmotiv* de toutes les bourgeoisies du monde lors de la Deuxième Guerre Mondiale.

### CONTRE-THÈSE 4.

**La Guerre Civile a été un affrontement entre féodalisme et capitalisme.**

Il s'agit d'une position défendue essentiellement par le PCE et reprise par le POUM. Selon cette position, le nationalisme représenté par Franco, et surtout en son sein par les propriétaires terriens du sud et de l'ouest du pays, correspondrait à une réponse des classes féodales du pays qui s'opposaient à la révolution démocratique bourgeoise en cours dont la République représentait la cristallisation politique de première importance.

### THÈSE 4.

**Le coup d'État de 1936 est une réaction de la bourgeoisie et non des classes féodales.**

Il est nécessaire de souligner cette thèse dans la mesure où la contre-thèse décrite ci-dessus est régulièrement utilisée pour définir la République et toute l'œuvre du gouvernement républicain durant la guerre comme facteurs de progrès pour le prolétariat qui aurait dû sous leur drapeau combattre seulement le féodalisme. Il s'agit évidemment d'une position qui se base sur l'identification du fascisme au féodalisme, c'est-à-dire, sur la définition du fascisme comme une réaction essentiellement agraire, celle de l'oligarchie terrienne pré-bourgeoise, plutôt que comme mouvement de la classe bourgeoise appuyée essentiellement par les industriels (ce n'est pas par hasard que ce soit Togliatti qui ait défendu pour la première fois cette position dans un article de 1929).

En substance, concernant l'identification fascisme – réaction féodale, les travaux du parti sont suffisamment clairs pour ne pas devoir répéter ici la thèse centrale de la Gauche à ce sujet. D'autre part, nous avons exposé ci-dessus quelle est la réalité du fascisme espagnol. Par conséquent nous laissons à la thèse suivante sur l'histoire de l'Espagne le soin de clarifier la question sur le présumé régime féodal qui aurait régné dans les campagnes espagnoles en 1936.

### CONTRE-THÈSE 5.

**L'Espagne, en 1936, est un pays féodal.**

Elle soutient que la survivance de la monarchie, le pouvoir limité du parlement, la question du nationalisme catalan et basque et le pouvoir des propriétaires terriens, seraient, sur le plan politique, caractéristiques d'un pays non bourgeois, qui avait sa contrepartie économique dans la prédominance agraire des latifundia, dans la rare industrialisation du pays et dans l'absence d'une importante classe moyenne. Thèse défendue par le PSOE, le PCE et la CNT.

### THÈSE 5.

**L'Espagne, en 1936, est un pays capitaliste.**

Le XIXe siècle en Espagne, comme dans le reste de l'Europe, est la période où le mode de production féodal cesse d'être prédominant. *Le Capital* explique le modèle anglais de transition entre le féodalisme et le capitalisme. Il résume parfaitement la tendance générale à la conversion de la propriété féodale en propriété capitaliste, à l'expropriation de la paysannerie, à l'émergence du prolétariat dans les campagnes et dans les villes et à la naissance, par conséquent, de la grande industrie capitaliste. Ce modèle ne se répète pas exactement dans tous les pays, mais il se déroule de manière différente soit en relation à l'histoire particulière de chaque pays, soit par le fait que la transition entre le mode de production féodal et le mode capitaliste de production ne s'effectue pas simultanément dans toutes les aires historiques et pas même dans les différentes régions qui font partie de chacune d'elles. Mais le contenu de cette transition est en revanche identique : libération de la main-d'œuvre soumise à la servitude féodale, apparition du capital comme accumulation des moyens de production dans les mains de la bourgeoisie moderne et contrôle du pouvoir politique national par celle-ci.

Ainsi, la guerre entre l'Autriche et l'Allemagne de 1866 et la guerre franco-prussienne de 1870 posent les bases pour le triomphe définitif de la bourgeoisie en Allemagne, qui ne se réalisera pleinement que plusieurs années plus tard et sous une forme qui témoigne encore de la transaction effectuée avec l'aristocratie féodale. Ce triomphe de la bourgeoisie ne ressemble en rien au modèle révolutionnaire classique de la Grande-Bretagne ou de la France ; mais fina-

lement le contenu est le même dans les deux cas.

En Espagne le modèle est encore moins pur : l'existence d'une large base d'économie monétaire déjà au XIII<sup>e</sup> siècle ; la naissance d'une proto-bourgeoisie associée à elle ; la domination coloniale ultérieure grâce à laquelle des matières premières sont extraites et qui nécessite des investissements de capital ; la sortie de l'Espagne du circuit mercantile européen à partir du XVII<sup>e</sup> siècle et l'ultérieure cession-bail aux autres bourgeoisies de son propre développement économique, sont des caractéristiques du pays, déjà mentionnées par Marx dans ses articles sur l'Espagne, qui ont déterminé la tardive émergence de la classe bourgeoise, difficilement définissable jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle.

Cette classe bourgeoise, qui n'a pas de base industrielle, hormis dans la région catalane, est faible et elle a des intérêts peu clairs sur le plan des exigences politiques immédiates pour le pays, au point que pour voir son programme historique contre l'ancien régime, il soit nécessaire de suivre le développement des luttes au sein de l'armée, institution dans laquelle s'engagent les fils des secteurs bourgeois et petits-bourgeois les plus dynamiques et qui y mènent les batailles les plus importantes sur les questions cruciales.

La révolution bourgeoise – comprise avec les caractéristiques classiques de la révolution française – n'a pas eu lieu en Espagne: il est plus correct de parler de la consolidation progressive d'une bourgeoisie appuyée sur l'appropriation des terres communales, sur le développement du commerce avec les colonies américaines et sur une croissance industrielle limitée. Une telle bourgeoisie partagera des intérêts économiques immédiats avec l'oligarchie terrienne et, lentement, elles arriveront toutes les deux à prendre en charge l'État, qui adopte cette forme hybride entre autocratie et régime constitutionnel, en réalité jamais abandonnée.

La modernisation capitaliste du pays n'est pas, par conséquent, un brusque changement qui modifie systématiquement les conditions de vie antérieures au XIX<sup>e</sup> siècle, mais c'est un lent progrès qui arrive à son terme seulement dans les années soixante du XX<sup>e</sup> siècle.

Il faut avoir à l'esprit les trois points suivants:

a) La structure de l'exploitation agricole en Espagne au XX<sup>e</sup> siècle est capitaliste. L'exploitation du latifundium et les systèmes de petite exploitation paysanne sont constitués, dans quelques zones bien avant la Guerre d'Indépendance, de grandes masses de paysans libres et sans terre qui sont engagés par des propriétaires terriens. Ceci est la caractéristique typique d'un capitalisme en réalité inachevé et détermine le fait que la classe des propriétaires terriens fait partie ainsi du système des rapports capitalistes, mais l'origine féodale n'a pas disparu de sa physiologie. Les problèmes dérivant de la sous-utilisation des terres se sont ajoutés à l'exploitation de type capitaliste subie par la classe ouvrière agricole en Espagne, mais ce n'est pas l'essentiel.

b) Au XIX<sup>e</sup> siècle l'unité nationale en Espagne s'est pleinement réalisée. L'élimination des privilèges juridiques du Pays basque et de la Navarre, avec leur élimination aussi en Catalogne, qui s'est vérifiée au XVIII<sup>e</sup> siècle, a été la base de l'homogénéisation nationale et de la création d'un État unitaire qui existe depuis la Restauration Alfonsine de 1874. La structuration nationale limitée, à cause de facteurs naturels et du faible développement économique du pays, ne signifie pas qu'ait survécu un système de privilèges locaux, de frontières internes et de différences nationales qui aurait rendu impossible le développement du capitalisme national.

c) La survivance d'un système institutionnel truffé de vestiges nobiliaires ne signifie pas que l'État ne soit pas bourgeois. Monarchie, aristocratie etc. sont des formules légales qui continuent à exister comme résultat de la *transaction* entre pouvoir nobiliaire et pouvoir bourgeois. Ils empêchent le plein développement de la bourgeoisie mais m'en limitent pas la partie essentielle. On peut parler d'une *bourgeoisisation* de la noblesse, qui d'autre part était soutenue par la rente foncière d'origine non féodale, inversée par rapport au processus d'*aristocratisation* de la bourgeoisie au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle.

En ce qui concerne le contenu économique, les formules juridiques relatives à la propriété et, en bref, la domination sociale de la bourgeoisie, à l'heure où est proclamée la Seconde République le capitalisme est

pleinement instauré en Espagne. Les entraves féodales à ce capitalisme étaient pratiquement inexistantes et le faible développement économique du pays ne peut leur être attribué dans la mesure où il est dû à l'histoire particulière du capitalisme espagnol.

### **CONTRE-THÈSE 6. L'Espagne, en 1936, est un pays semi-féodal.**

C'est une dérivation de la position précédente. Défendue par le POUM et par les trotskystes ; cette «thèse» a eu une grande force dans la mesure où elle a servi de base à la lutte pour les tâches démocratiques proposées par Trotsky dans toutes ses prescriptions à la Gauche Communiste d'Espagne [ICE], tout d'abord, et ensuite au groupe bolchevik-léniniste.

### **THÈSE 6. L'Espagne, en 1936, est un pays capitaliste.**

En réalité la contre-thèse 6 n'est pas une véritable «thèse», mais fournit un soutien et un support à la défense des tâches démocratiques, base des positions trotskystes et du POUM : cette défense consistait pour le POUM en une politique de suivisme par rapport au gouvernement et pour les trotskystes en une politique de suivisme par rapport au POUM. Par conséquent la position sur le semi-féodalisme de l'Espagne a les mêmes implications politiques et tactiques que celle sur le féodalisme.

### **CONTRE-THÈSE 7. La Seconde République a comme programme la réalisation de la révolution démocratique bourgeoise en Espagne.**

Selon cette position les forces bourgeoises trouvent dans la crise de la monarchie, qui s'ouvre avec la chute de la dictature de Primo de Rivera, une impulsion qui réussit définitivement à les unir pour réaliser leur révolution en cours. Cette révolution prendra la forme institutionnelle de république dans la mesure où la monarchie était le principal garant du pouvoir féodal.

Cette position est défendue par tous les courants politiques (excepté les anarchistes) pour lesquels, selon leur schéma historique, le pas-

## La guerre d'Espagne

sage du féodalisme au capitalisme n'est pas la condition nécessaire pour la révolution prolétarienne.

### THÈSE 7.

#### **La Seconde République a été la solution politique de la classe bourgeoise espagnole pour freiner la montée de la lutte de classe du prolétariat.**

Sans avoir recours à des interprétations historiques de grande pertinence, il est possible de confirmer cette thèse qui apparaît déjà dans les articles de la Gauche Communiste d'Italie (*Bilan*) dès les premiers instants : aujourd'hui nous poursuivons sur la base du témoignage non seulement des faits mais aussi des protagonistes qui ont établi que la proclamation de la république fut une opération par défaut réalisée par les principaux représentants de la bourgeoisie. Ainsi, Maura pour les propriétaires terriens des oliveraies, Romanones pour les propriétaires céréaliers, Cambò pour les industriels catalans et Lerroux pour les classes moyennes urbaines, organisèrent le départ du roi Alfonso XIII sous prétexte d'une victoire électorale des républicains (dans les districts urbains) en avril 1931.

La réalité, au-delà des mythes qui prétendent toujours trouver l'individu génial (qu'il soit homme d'État, aventurier ou militaire) derrière les événements historiques, c'est que depuis 1929 la bourgeoisie ne pouvait plus gouverner l'Espagne comme elle l'avait fait jusque-là. Le recours à la dictature de Primo de Rivera, avec l'objectif d'une sortie sans heurt de la guerre coloniale du Maroc et de l'épuisement définitif de la lutte du prolétariat catalan, a été brisé quand cette dictature ne s'est pas montrée capable de maintenir droit la barre alors que s'abattaient les tempêtes mondiales. Primo de Rivera tomba et les agitations reprurent ainsi dans les campagnes et dans les usines du pays, les syndicats recouvrèrent des forces et les courants politiques se réorganisèrent. La petite bourgeoisie qui participe à cette situation de tension sociale est absolument incapable d'organiser sa propre intervention et ses tentatives de diriger le prolétariat ont un résultat plus que discutable. La bourgeoisie comprend qu'il est indispensable de s'orienter non pas vers un régime républicain mais, concrètement, vers

un gouvernement parlementaire dirigé par le PSOE et les républicains de gauche. Il faut noter que le PSOE participait à la dictature de Primo de Rivera et donc que le gouvernement du pays ne lui était pas du tout étranger et aussi qu'il soutenait dans son programme la coalition républicaine-socialiste depuis 1910.

Par conséquent, le transfert des fonctions institutionnelles se réalise. Les représentants de la petite bourgeoisie, qui s'est développée à la chaleur du développement industriel du pays dès 1914, sont appelés à former le gouvernement et à concevoir une nouvelle forme pour l'État. On réclame la paix sociale aux syndicats, on favorise les courants (UGT, Syndicats d'opposition de la CNT) qui sont disposés à la soutenir. On parvient aussi à sacrifier les intérêts de quelques grands propriétaires terriens qui sont menacés d'expropriation de leurs terres pour résoudre le problème du chômage et de la pauvreté des prolétaires ruraux.

Il ne s'agit pas d'un programme révolutionnaire bourgeois, mais de l'intervention de l'opportunisme socialiste avec le double objectif de contenir le mouvement ouvrier et de réaliser une série de réformes opportunes pour donner une stabilité institutionnelle au pays qui sortait de 25 années de soubresauts continus.

Il ne s'agit pas non plus d'un programme révolutionnaire petit-bourgeois. Les intellectuels petits-bourgeois qui sont appelés au gouvernement et au parlement, n'ont rien à voir avec les révolutionnaires de leur propre classe un siècle auparavant. Ce sont essentiellement des éléments conservateurs (Azaña, Ortega y Gasset, Ramon y Cajal...) représentants d'une classe qui n'a plus aucune alternative historique qui puisse faire croire en leur rôle providentiel.

Même la présence d'éléments maçonniques dans la constitution du nouveau régime, source de tensions avec l'Église catholique et d'innombrables conflits, a son origine dans la frénésie de contrôler les revendications du prolétariat. L'Église est, en Espagne, un des principaux propriétaires terriens et un des plus grands banquiers. C'est de fait le lien entre l'aristocratie monarchique traditionnelle et la bourgeoisie du XIXe siècle qui est donc en grande partie responsable d'un régime qui a empêché l'ascension sociale de la petite bour-

geoisie. Celle-ci, tournée vers la franc-maçonnerie, a idéalisé une Espagne sans le catholicisme, en identifiant ce dernier avec le moyen-âge dont le nouveau gouvernement parlementaire l'aurait libérée. Il y avait ensuite aussi la question du financement des réformes républicaines; en effet la base matérielle de l'opportunisme, c'est-à-dire la consolidation d'une couche de prolétaires privilégiés, nécessite de l'argent et l'Église possédait d'énormes richesses. Les incendies de couvents et d'églises qui eurent lieu entre 1931 et 1936 sont inscrits dans cette logique et servent à enchaîner le prolétariat à un programme petit-bourgeois dont se vantent encore les opportunistes du XXIe siècle.

Le programme de réformes républicaines-socialistes entrera en collision avec sa propre incapacité et la mauvaise disposition de la bourgeoisie à le mener à son terme. La crise mondiale, ajoutée à un conservatisme atavique et totalement défavorable à toute complaisance face à la plèbe, inhérente aux classes possédantes du pays, montra rapidement les limites du réformisme. Les prolétaires poussés par la faim, ripostèrent rapidement et en moins de deux ans se comptèrent des dizaines non pas de grèves mais d'émeutes insurrectionnelles dans les campagnes espagnoles. Les illusions petites-bourgeoises d'un prolétariat docile furent brisées par Azaña qui ordonna de fusiller les prolétaires sans procès et conféra des privilèges extraordinaires à la Guardia Civil.

La petite bourgeoisie appelée au gouvernement pour contrôler le prolétariat a, par conséquent, failli. Et cette faillite a été le vrai détonateur de la guerre civile.

### CONTRE-THÈSE 8.

#### **Le mouvement ouvrier espagnol, en majorité libertaire, est une exception et dans sa nature exceptionnelle se trouve l'origine de la révolution espagnole.**

La CNT-FAI, dont la politique trouva une justification de la part du POUM durant la Guerre Civile, trace de cette manière une ligne qui va de la prédominance libertaire dans l'AIT jusqu'au phénomène de la collectivisation et des milices syndicales de 1936. Avec cette ligne on prétend expliquer que les événements d'Espagne se situent en dehors du cours

des événements dans le reste du monde, dans la mesure où le prolétariat national aurait conçu une doctrine capable de soustraire le pays à l'histoire. Elle représente la justification aussi bien de la politique anarchiste avant la guerre que de la participation de la CNT-FAI au gouvernement.

### THÈSE 8.

**La caractéristique essentielle du prolétariat espagnol n'est pas son orientation libertaire, mais sa faible constitution en classe dans les termes que Marx a exprimés dans le *Manifeste* de 1848.**

Selon l'explication du «Manifeste du Parti Communiste» (1848) :

*«En général, les collisions qui se produisent dans la vieille société favorisent de diverses manières le développement du prolétariat. La bourgeoisie est toujours en lutte; d'abord contre l'aristocratie, puis contre ces fractions de la bourgeoisie même dont les intérêts entrent en conflit avec le progrès de l'industrie, et toujours contre la bourgeoisie de tous les pays étrangers. Dans toutes ces luttes, elle se voit obligée de faire appel au prolétariat, de revendiquer son aide et de l'entraîner ainsi dans le mouvement politique. Elle fournit elle-même aux prolétaires les éléments de sa propre éducation, c'est-à-dire des armes contre elle-même» [Chapitre 1. Bourgeois et prolétaires].*

L'absence de lutte révolutionnaire entre bourgeoisie et féodalisme implique que le prolétariat n'a pas acquis l'éducation à la lutte politique qui lui aurait été nécessaire. Le faible développement social, avec un État qui n'est pas apparu comme l'expression de la domination de la bourgeoisie sur la classe féodale, mais comme une entité débile qui reflète dans sa nature la lente métamorphose de la société espagnole, génère un prolétariat faible. On peut dire aussi que dans le pays de la révolution prolétarienne, la Russie, la société était absolument arriérée. Il ne s'agit pas cependant de retard en termes absolus, mais de l'implication de ce retard pour la lutte de classe du prolétariat. Dans le cas russe, avec une bourgeoisie en continu renforcement depuis 1870, mais qui, à aucun moment, n'a eu accès à l'État dont elle a été exclue par la noblesse tsariste, la lutte de classe du pro-

létariat va de pair avec la révolution antiféodale (révolution double), dans laquelle elle trouve une véritable école et un grand entraînement qui pousse les masses prolétariennes à la lutte et permet au parti révolutionnaire de définir clairement son programme (base de son existence) et de le défendre face à toutes les classes exclues du pouvoir. C'était un retard social bénéfique pour la lutte révolutionnaire parce que grâce à lui les forces sociales se développaient sans ambiguïté, en un certain sens de façon «pure». Au contraire, en Espagne, le transfert pacifique du pouvoir d'une classe sociale à une autre à travers l'intégration progressive de la bourgeoisie dans l'État, à cause de l'existence d'un capitalisme beaucoup moins dynamique que celui de Russie, empêche que la classe prolétarienne naissante ne se libère définitivement du contrôle que la petite bourgeoisie exerce sur elle.

C'est une des raisons de fond pour laquelle cette petite bourgeoisie contrôla politiquement le prolétariat jusqu'à l'éclatement de la Guerre Civile, en établissant son programme démocratique comme seule aspiration générale des classes inférieures et en influençant directement les organisations syndicales (même sans y être physiquement présente).

En Espagne le prolétariat n'a pas eu un programme révolutionnaire unique, il ne s'est pas organisé autour d'un parti politique national, en bref il n'a pas dépassé l'état de dispersion et d'atomisation (par régions, par industries etc.) caractéristique des phases peu développées tant du capitalisme que de la lutte politique. Sur cette base, la petite bourgeoisie a pu contrôler les manifestations de la lutte prolétarienne dans la mesure où celles-ci continuaient à se subordonner à son programme. En effet, la première fois que toute la classe ouvrière espagnole se manifesta dans une direction unique, sans tendances différentes par région ou par métier, se produit en février 1936 quand les ouvriers se rangent derrière le programme du *Front Populaire*. Et cette situation se produit parce que les désordres et les émeutes continuelles dans les limites régionales, qui avaient lieu plus fréquemment sous la Seconde République mais avaient une longue tradition en Espagne, sont dépassés par un courant unificateur à l'intérieur duquel toutes les tendances ouvrières s'ac-

cordent pour agir... sous le gouvernement de la petite bourgeoisie républicaine.

### CONTRE-THÈSE 9.

**En 1936, en Espagne, débute une révolution prolétarienne.**

Position commune à la CNT-FAI, au POUM, et à des groupes minoritaires anarchistes. Selon cette thèse la révolte militaire de juillet donne lieu à une réaction de la part de la classe ouvrière qui s'approprie les leviers politiques et économiques essentiels (contrôle de l'industrie, des approvisionnements, de la sécurité, etc.) au point d'arriver à affirmer que le pouvoir bourgeois avait disparu et que c'étaient les prolétaires eux-mêmes qui dirigeaient la société. Selon cette position :

– Le prolétariat gouverne à partir de juillet 1936 au travers du Comité des Milices Antifascistes.

– Les collectivisations représentent le contenu économique socialiste de ce gouvernement.

– Les milices ouvrières constituent le pouvoir militaire du prolétariat révolutionnaire.

### THÈSE 9.

**En 1936, en Espagne, la réaction du prolétariat au coup d'État ne se transforme pas en révolution prolétarienne.**

Le principal soutien à la thèse sur la révolution ouvrière de 1936 réside dans le mythe de la Catalogne prolétarienne.

Là, effectivement, la grève générale déclenchée en riposte à la révolte des généraux débouche en quelques jours sur une défaite de l'armée putschiste par les forces ouvrières de choc appuyées par la partie loyaliste de la police et de la Guardia Civil. Une fraternisation se produit entre les soldats incorporés dans les troupes rebelles et les prolétaires en lutte contre elles. Les patrouilles ouvrières, dirigées par les Comités de Défense de la CNT, assument le contrôle des rues à Barcelone et avec lui celui des approvisionnements, de la santé, etc. Peu après a débuté la collectivisation des entreprises. Les colonnes formées par les ouvriers du syndicat sont envoyées sur le front d'Aragon. Même la *Generalitat* de la Catalogne reconnaît que le pouvoir est dans les mains de la CNT-FAI et se place comme organisme auxiliaire

## La guerre d'Espagne

du Comité des Milices Antifascistes de la Catalogne, organe à prédominance libertaire, mais qui comprend aussi le PSUC (parti catalan associé au PCE), l'UGT, le parti bourgeois Esquerra Republicana, l'Union des Rabassaires et le POUM. Cet organisme dirigera la vie de la Catalogne de juillet à octobre.

La première et la plus immédiate conclusion qu'on peut tirer de la séquence des événements est que si une révolution avait eu lieu, elle n'aurait touché que la Catalogne. Madrid, qui voit aussi les forces ouvrières vaincre les rebelles, reste sous le contrôle du gouvernement, soutenu inconditionnellement par la CNT, l'UGT, le PCE, le PSOE et le POUM. À Valence, où les événements sont moins virulents, il se produit la même chose. Au Pays Basque, dans les Asturies, etc., le même modèle se répète. Dans les régions d'Andalousie et d'Estrémadure les municipalités locales se contentent d'exécuter les tâches habituelles et, en quelques semaines, les militaires prennent le contrôle. La thèse de la révolution est, en réalité, «la thèse de la révolution dans la seule Catalogne». De plus, cette position ne se réfère pas exclusivement au fait que le pouvoir soit dans les mains de la classe des travailleurs, mais prétend aussi que le «communisme libertaire» se serait implanté aussi bien en Catalogne que là où arrivèrent les milices ouvrières: nous sommes donc face à une position plus réactionnaire encore que celle du socialisme dans un seul pays, celle du «socialisme dans une seule région»!

La réalité est que dès le début les forces prolétariennes qui se lancent contre les rebelles nationalistes sont encadrées dans les limites d'un programme bourgeois antifasciste. Depuis la répression de l'insurrection dans les Asturies en 1934, l'ensemble des courants politiques et syndicaux présents au sein de la classe ouvrière espagnole avait assumé et soutenu continuellement que la bataille finale aurait lieu, en Espagne comme dans le reste du monde, entre *démocratie* et *fascisme*. Et pour cela il était nécessaire non seulement de rallier toute la classe ouvrière sous ce drapeau, mais aussi faire cause commune avec la petite bourgeoisie antifasciste qui était représentée en Espagne par les forces républicaines de gauche. Il est certain que tant le POUM, que les éléments

plus radicaux de la CNT-FAI soutenaient que seul le fascisme pouvait battre la révolution prolétarienne; mais pour eux cette révolution était quelque chose d'indéfini, d'éthéré et sans réelles implications pratiques. Par conséquent, aussi bien le POUM que la CNT-FAI appuyèrent le Front Populaire parce que leur «révolution antifasciste» n'avait aucune signification concrète au-delà de la répétition d'une phraséologie révolutionnaire. Durant tous les événements qui suivirent le coup d'État de juillet, nous verrons la CNT-FAI et le POUM se ranger aveuglément sous les principes de la bourgeoisie républicaine.

### A PROPOS DU COMITÉ DES MILICES ANTIFASCISTES (CMA)

Après les journées de juillet durant lesquelles les ouvriers bloquent le coup d'État, se constitue, en Catalogne et dans d'autres régions de l'État contrôlées par le gouvernement républicain, un organisme qui réunit les partis opposés au coup d'État et les syndicats ouvriers. Ce n'est donc pas une organisation prolétarienne; il ne regroupe pas uniquement les courants ouvriers, mais permet à l'*Esquerra Republicana de Catalunya* et à l'Union républicaine (partis bourgeois) d'y participer. C'est un organisme interclassiste par sa composition. À travers lui, se réalise la collaboration entre le prolétariat et la petite-bourgeoisie pour faire la guerre contre les militaires rebelles et pour maintenir les rapports avec le gouvernement central, etc. Le Comité est un gouvernement qui concentre toutes les forces dans le cadre du programme antifasciste et c'est l'organe essentiel pour que la bourgeoisie et la petite bourgeoisie, c'est-à-dire les classes sociales qui doivent être exclues immédiatement du pouvoir lors d'une révolution prolétarienne, exercent leur pouvoir sur le prolétariat.

Le Comité aura la vie brève, de juillet à octobre. Une fois que la situation est sous contrôle dans les rues, les organisations participantes le dissolvent, s'intégrant directement dans les organismes institutionnels républicains en les revitalisant, ou créant en apparence de nouveaux organismes institutionnels mais de même nature (comme dans le cas du Conseil de la *Generalitat* de Catalogne). Dans le passage d'une formu-

le à l'autre, la bourgeoisie et la petite bourgeoisie se sont assurées la collaboration des forces ouvrières, leur intégration dans les corps de l'État et, en conséquence, la subordination du prolétariat à la domination bourgeoise chancelante à cause de la mobilisation du prolétariat armé dans les rues.

### À PROPOS DES COLLECTIVISATIONS

Dans les campagnes et dans les villes, les prolétaires prennent le contrôle des terres et des usines, en particulier là où les propriétaires avaient abandonnées ou là où ils avaient été tués par les forces ouvrières. L'occupation et la gestion des champs et des usines a pour fonction première de garantir la subsistance aux prolétaires qui y travaillent et, en outre, celle de contribuer à l'effort de guerre en fournissant des armes, du ravitaillement militaire, etc. Cette collectivisation amène à la situation suivante :

- domination politique de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie;
- production par les ouvriers.

Il est évident que si la bourgeoisie gouverne localement et nationalement, la production est destinée au régime bourgeois. Cette simple explication devrait être suffisante pour établir que les collectivisations ne sont pas la réalisation immédiate en terre hispanique du contenu économique du socialisme (1).

Mais le mythe libertaire de la révolution naît justement de la confusion absolue dans les termes; il est donc nécessaire de clarifier: la propriété légale des entreprises peut être privée, publique ou «collective» sans faire disparaître le fait qu'elles constituent l'unité élémentaire du capitalisme.

Même soumise à un plan supérieur de l'économie planifiée de l'État, la production de ces entreprises est production de plus-value, de sur-travail extorqué aux prolétaires. Le seul plan rendant possible, en perspective, la disparition de la production capitaliste est contenue dans le programme de la révolution prolétarienne internationale qui place *toute la production, et non quelques centaines d'usines*, sous le contrôle de l'État prolétarien, qui commence aussitôt à intervenir dans l'économie dans le but de l'organiser dans une perspective où seront absents

l'échange, les profits, la planification individuelle, etc.

Supposons par exemple qu'une entreprise collectivisée de Barcelone, acquiert ses matières premières auprès d'une autre entreprise. Par cet acte elle échange avec l'autre entreprise de la valeur, indépendamment du fait que cela soit comptabilisé monétairement. Ce faisant, elle commerce avec la plus-value extorquée aux ouvriers qui ont travaillé dans l'entreprise fournisseuse de matières premières; l'échange est avantageux pour les deux usines dans la mesure où s'échangent des valeurs résultant de l'extorsion de la plus-value. L'exploitation aurait-elle disparu ici, en dehors de l'affirmation tout à fait erronée qu'aux travailleurs serait payé «le produit intégral de leur travail»? Non, c'est de la plus-value tirée du travail salarié que vivent toutes les usines reliées entre elles par le marché, seule sphère de la planification économique internationale du capitalisme. La survivance de la monnaie, des bons ou de n'importe quel autre substitut à celle-ci dans la «Catalogne révolutionnaire», est un fait qui indique que le capitalisme n'avait pas disparu mais que seul avait changé la propriété des moyens de production, considérés séparément: ils étaient passés des mains du patron individuel aux coopératives liées entre elles par des relations commerciales.

L'argumentation libertaire poursuit en affirmant que les entreprises et les terres collectivisées coopéraient réellement entre elles; qu'elles avaient arraché à la Generalitat le «Décret de collectivisation» d'octobre 1936, grâce auquel elles étaient placées sous une direction unique.

Pour réfuter cette affirmation il suffirait de rappeler que ce décret, promulgué par un gouvernement bourgeois, plaçait les entreprises collectivisées sous le contrôle d'un organisme de ce même gouvernement, donc au service de la bourgeoisie. Mais il est facile de préciser en outre que même dans le cas absurde où la Catalogne aurait instauré le «socialisme collectivisé», le monde aurait continué à exister au-delà de l'Ebre et des Pyrénées et, qu'avec ce monde, il se serait passé ce que nous avons exposé ci-dessus.

La collectivisation doit être étudiée sur la base de la situation économique réelle de l'Espagne avant 1936. Avec une industrie peu déve-

loppée et une agriculture divisée entre micro-exploitations et grandes propriétés, le problème de la dimension des champs était d'importance vitale dans presque tous les cas. La guerre obligea le gouvernement républicain et Franco à augmenter la production agricole et industrielle pour s'assurer la victoire. Du côté républicain, les collectivisations sanctionnées par le gouvernement local de Catalogne et par le gouvernement national de Madrid, jouent le rôle de réaliser la concentration industrielle nécessaire, condition incontournable pour augmenter la productivité. Augmenter la base productive est un progrès qui se réalise en termes exclusivement capitalistes : il conserve toutes les caractéristiques de la production de biens et de capitaux, respecte la propriété privée, etc. Mais il s'agit d'un progrès nécessaire, pas seulement au vu du triomphe du camp républicain ; aussi dans l'hypothèse où les prolétaires auraient pris le pouvoir le 19 juillet, ceux-ci auraient dû procéder de la même manière, en développant un système industriel à base capitaliste comme unique moyen pour atteindre la capacité productive nécessaire pour faire face à une guerre dans laquelle ils auraient été encore plus isolés de tout ce qui n'eût pas été du camp républicain. C'est seulement en dépassant le retard atavique de la campagne et de l'industrie espagnoles qu'aurait pu se développer une classe prolétarienne suffisamment compacte et puissante pour affronter la guerre.

Et nous ajoutons: le camp républicain a perdu la guerre dans le domaine économique parce que l'augmentation de la capacité productive ne pouvait être réalisée que par la force politique qui dirigeait la majeure partie de prolétariat. Puisque la bourgeoisie et la petite bourgeoisie ont continué à gouverner, leurs tendances centrifuges, qui s'étaient manifestées comme lutte contre la collectivisation dirigée par le PCE et l'UGT, rendent vaine l'unique politique économique valable en cette circonstance.

Quand la bourgeoisie recouvra la propriété privée de ses usines en Catalogne, après février 1939, elle découvrit que celles-ci se trouvaient dans des conditions meilleures qu'elles ne l'étaient au moment où elle les avait abandonnées : la guerre avait permis le processus d'accumulation

du capital que la bourgeoisie n'avait pas été capable d'accomplir; le prolétariat réalisa ce que la bourgeoisie n'avait pu faire en 150 ans d'histoire; mais il le fit pour la classe ennemie, ce qu'il ne voulait certainement pas. Telle fut sa tragédie.

### A PROPOS DES MILICES OUVRIÈRES

Les milices ouvrières étaient des organisations militaires créées par des partis et des syndicats qui partaient combattre en première ligne contre les militaires rebelles, après qu'ils aient été battus dans les principales villes. Surtout à Barcelone, où les milices, parties pour l'Aragon et dirigées par les principaux chefs anarchistes, prirent un caractère romantique de libérateur des paysans opprimés depuis des siècles. Mais au-delà de la mythologie milicienne, les milices devinrent par la suite un phénomène [le lieu] du processus d'encadrement du prolétariat sous le drapeau bourgeois de l'antifascisme et de la collaboration des classes.

Dans un premier temps le prolétariat agit avec les armes des militaires battus et les autorités républicaines sanctionnent légalement l'inévitable. Tout de suite après, en suivant les indications des syndicats et des organisations politiques, les prolétaires armés montent au front pour conquérir les villes alors aux mains des militaires rebelles (de Barcelone à Saragosse), ou pour arrêter leur avancée (de Madrid à la Sierra Norte et à Guadalajara). Les fronts se stabilisent ainsi que l'organisation des miliciens en colonne afin de sauver l'État républicain de la menace militaire. Puis les milices s'intègrent dans l'Armée Républicaine, les irréductibles sont expulsés ou s'en vont volontairement, le désarmement du prolétariat se termine au moment où la répression républicaine à l'arrière n'est pas contrecarrée par les prolétaires encadrés dans les milices prolétariennes du front.

De juillet 36 à mai 37, la bourgeoisie n'avait rien d'autre à faire que d'attendre. Les organisations ouvrières se sont chargées de justifier progressivement le désarmement au nom de l'efficacité militaire. Et la logique est accablante: la direction prolétarienne, dont faisaient partie principalement la CNT-FAI et, dans une moindre mesure, le POUM, pousse le prolétariat à combattre pour la Répu-

## La guerre d'Espagne

blique, qu'ils identifient alors à un régime «prolétarien». Ils sont placés sous la discipline politique de la bourgeoisie; de là à accepter la discipline militaire le pas est vite franchi. En 1936 il n'existe pas d'armée prolétarienne, sinon dans le sens d'une armée formée de prolétaires sous direction bourgeoise, indépendamment du fait qu'il y avait dans la hiérarchie des militants ouvriers de premier plan. D'autre part, les prolétaires qui combattent dans les rangs de Franco sont effrayés par une répression brutale et sans scrupules dès le premier jour. Ce ne sont pas des troupes *anti-prolétariennes* sinon dans le sens d'être dirigées dans ce but. De chaque côté du front, la nature des deux armées est déterminée par le pouvoir bourgeois qui les commande l'une et l'autre et de chaque côté du front la bourgeoisie envoie au massacre les ouvriers les uns contre les autres.

### CONTRE-THÈSE 10.

**En 1936 il n'a pas été possible de développer la lutte révolutionnaire à cause de l'appui insuffisant dont bénéficiaient les courants révolutionnaires organisés.**

Cette position ambiguë a été défendue par les membres de la CNT-FAI qui ont choisi de céder le pouvoir en Catalogne à la bourgeoisie. Il s'agit de la fameuse polémique sur le fait qu'il aurait été possible «d'aller prendre tout» lancée par Garcia Oliver, chef de la CNT et ensuite ministre républicain. Grâce à cette position, la majeure partie de la CNT peut soutenir que, étant donnée la faible force organisationnelle de la CNT dans tout le pays, une «prise du pouvoir» de sa part aurait impliqué une «dictature anarchiste» contraire à ses principes.

### THÈSE 10.

**En 1936 les anarchistes organisés dans la CNT-FAI ne sont pas capables de gérer le pouvoir à cause non pas tant d'une contradiction avec leurs principes que de la politique de collaboration avec la bourgeoisie qui dominait dans cette organisation, exaltant la lutte antifasciste.**

Selon les positions défendues par les leaders anarchistes, après que le prolétariat armé ait empêché le coup d'État dans les grandes villes

du pays, la CNT, la seule organisation de masse qui avait toujours défendu la nécessité de la lutte directe contre la bourgeoisie, ne disposait d'une force prolétarienne organisée que dans la région catalane; toute tentative de prendre le pouvoir en Catalogne aurait signifié son isolement du reste du pays qui était sous le contrôle du gouvernement républicain.

Cette position cache que juste après la victoire sur les militaires, les chefs anarchistes avaient déjà accepté que le gouvernement bourgeois de la Generalitat continue d'exercer ses fonctions: ils reconnaissaient par conséquent le pouvoir de la bourgeoisie comme le seul possible, acceptant de collaborer avec lui, et ce n'est que par la suite qu'ils théorisaient l'impossibilité de le renverser.

En réalité, les journées de juillet montrent que le prolétariat dans toute l'Espagne avait objectivement la force suffisante pour balayer la bourgeoisie. Mais ses leaders avaient écarté cette possibilité en défendant depuis les deux années précédentes le programme antifasciste de collaboration entre les classes.

Les leaders de la CNT affirmaient: nous pouvons compter sur une force réelle seulement en Catalogne, partiellement à Madrid et encore moins à Valence. On voit clairement comment leur «programme révolutionnaire», diffusé sous forme de propagande depuis 1931 et qui prévoyait sa mise en œuvre au moyen de multiples insurrections locales suscitées par la stratégie de «gymnastique révolutionnaire», ne fut rien d'autre que du verbiage; ils disaient compter sur la «spontanéité des masses» mais ils la repoussèrent dès qu'elle émergea dans toute sa force. Tandis que les leaders anarchistes discutaient avec la Generalitat, ils laissaient aux mains de la bourgeoisie républicaine le prolétariat des zones prises aux militaires et, surtout, le prolétariat agricole andalou et de l'Estrémadoure, protagoniste de nombreux exemples héroïques de lutte dans les mois précédant le coup d'État. Ce prolétariat, poussé à la passivité par les chefs de l'opportunisme ouvrier et par la petite bourgeoisie locale, sera massacré au bout de quelques semaines par les troupes marocaines conduites par Franco. D'autre part, en suivant le cours des événements dans l'axe essentiel Barcelone – Madrid – Valence, nous

voyons que les leaders anarchistes se refusèrent à lancer le mot d'ordre de la prise du pouvoir; Madrid sera abandonnée à son destin par le gouvernement central en novembre 1936, laissant aux prolétaires madrilènes tout le poids de la défense de la ville. Le PCE à ce moment préféra ne pas parler de défense de la République, mais de révolution, dans le but de gagner de l'influence sur la classe ouvrière. À Valence, quelques semaines après, la partie la plus irréductible des milices, appuyée par les comités ouvriers locaux, manifesta dans les rues contre la politique du gouvernement. Enfin, au début de mai 1937 et au cours de ce mois, la réaction partira des deux villes, Madrid et Valence, contre une Barcelone ouvrière qui s'était insurgée. Les leaders anarchistes abandonnèrent à leur destin les prolétaires agricoles, refusèrent d'affronter le gouvernement républicain à Madrid et à Valence puis, enfin, acceptèrent la réaction bourgeoise contre la ville qu'ils n'avaient pas voulu contrôler; une Barcelone exclusivement aux mains des ouvriers aurait constitué un exemple pour les prolétaires de tout le pays et aurait peut-être pu constituer un point de départ pour changer le cours des événements. Les forces prolétariennes existaient mais il manquait tragiquement l'influence déterminante et la direction du parti communiste révolutionnaire, un parti qui ne pouvait pas se créer au cours de la guerre civile et surtout *ex nihilo*.

### CONTRE-THÈSE 11.

**En 1936, en Espagne, il n'y a pas eu de révolution, mais un processus révolutionnaire durant lequel, à l'insurrection ouvrière contre le coup d'État, succèdent une vacance du pouvoir de la part de la bourgeoisie et l'apparition d'un pouvoir embryonnaire des comités ouvriers.**

Cette contre-thèse, défendue aujourd'hui par des groupes d'ultra-gauche, est une formulation *ex novo* à partir de la contre-thèse 9 initiale, à laquelle s'est ajoutée l'idée de la «révolution en puissance» pour échapper à l'évidence historique qu'il n'y eut aucune révolution, mais sans rejeter «l'originalité espagnole», qui aurait vu se développer une révolution caractérisée comme anarchiste. Les partisans de cette

position prétendent s'être inspirés des textes de la Gauche Communiste pour l'élaborer.

### THÈSE 11.

**La riposte ouvrière au coup d'État n'a pas été une insurrection révolutionnaire, et les comités ouvriers n'ont pas été des embryons de pouvoir prolétarien.**

La thèse du marxisme révolutionnaire est claire et elle s'applique à tous les pays et à tous les moments de l'arc historique: la révolution prolétarienne peut se réaliser uniquement en présence d'un parti de classe avec un fort enracinement parmi les masses prolétariennes et une organisation solide et compacte, basée sur le programme communiste révolutionnaire, en passant nécessairement par la prise du pouvoir insurrectionnelle et la dictature de classe exercée par le parti.

Le courant libertaire, qui a nié cette thèse dès son apparition en s'affrontant à Marx et Engels dans la Première Internationale, soutient que la Guerre Civile espagnole fournit la preuve qu'une révolution sans parti et sans prise du pouvoir est possible. Pour défendre cette position, il a recouru soit à l'argumentation classique exposée dans la contre-thèse 9, soit à des formes plus raffinées comme celle que nous réfutons dans notre thèse. Au-delà des problèmes d'approche formelle, le contenu est toujours le même: on prétend théoriser la possibilité de faire abstraction de la lutte politique conduite par le Parti Communiste, l'organe de combat de la classe prolétarienne. Et en dernière analyse, on recourt toujours à quelque fatalité insurmontable pour expliquer la faillite du prolétariat et pour soutenir la nécessité de faire la révolution sans le parti.

En l'espèce, il est évident que l'expression «processus révolutionnaire» est un simple jeu de mot destiné à couvrir le vide théorique qui apparaît quand on ne veut pas parler de «révolution». Qu'est-ce qu'un processus révolutionnaire, sinon une révolution, victorieuse ou battue? Les partisans de cette position disent, en réalité, qu'il y a eu une révolution en Espagne, mais ils ne le soutiennent pas ouvertement pour ne pas montrer l'effondrement des théories libertaires après qu'elles aient affronté le feu de la dure réalité.

D'autre part, les comités ouvriers, qui selon eux auraient pu être «un pouvoir prolétarien» s'ils avaient pu se déployer sans entraves, sont simplement des organismes qui ont émergé au sein de la CNT pour satisfaire aux exigences de base (fournitures, etc.) après les combats de rue contre les militaires. Ce sont des organismes techniques du syndicat ayant pour tâche de faire valoir sa force mais ils ne sont en aucune manière, comme ils le prétendent, des embryons de conseils ouvriers, de soviets ou de juntes révolutionnaires. Nous rappelons ici la signification historique qu'eurent les soviets comme forme d'État prolétarien: ses fonctions s'accomplissaient non comme une tâche d'un syndicat, mais comme organisme de combat de tous les prolétaires dirigés par le Parti Communiste révolutionnaire; et les prolétaires appartenaient au soviét au-delà de leurs positions idéologiques, qu'ils soient adhérents ou non au parti, du simple fait d'être des prolétaires.

Les comités des ouvriers en Espagne furent sans aucun doute l'expression de la force de la classe ouvrière et autour d'eux s'organisèrent les travailleurs les plus disposés à combattre non seulement contre les auteurs du coup d'État, mais aussi contre la bourgeoisie du camp républicain. Mais leurs attributions finissent là; ils ne remplacent pas, ni potentiellement ni de fait, la nécessité pour le prolétariat de se doter de ses propres organismes qui constituent la base de son État de classe.

### CONTRE-THÈSE 12.

**La révolution prolétarienne fut étouffée par le stalinisme.**

Selon cette position, commune à tous les courants libertaires en Espagne, il y a eu une contre-révolution stalinienne, dirigée par le PCE en tant qu'agent principal de la lutte contre les conquêtes ouvrières et défenseur de l'État républicain.

### THÈSE 12.

**La «contre-révolution» en Espagne ne fut pas l'œuvre du stalinisme mais de la bourgeoisie des deux camps dans le contexte général de la guerre impérialiste où chaque puissance impliquée luttait pour défendre ses intérêts, dont le premier était de maintenir le prolétariat soumis aux**

**exigences de la guerre; et cet objectif était défendu par tous les courants en présence.**

Au sens strict du terme, si on ne peut parler de «révolution» en Espagne, on ne peut pas parler non plus de «contre-révolution».

Le terme «contre-révolution» peut être entendu aussi dans le sens d'une politique et d'une action *préventive* de la classe dominante bourgeoise face au danger imminent de la révolution prolétarienne. Mais même de ce point de vue il n'est pas correct de parler de contre-révolution en Espagne puisque, en l'absence d'une influence décisive du parti communiste révolutionnaire sur de larges couches prolétariennes et en l'absence d'une tradition de lutte classiste enracinée dans les rangs prolétariens, le mouvement ouvrier espagnol – dirigé par des partis opportunistes liés à la tradition sociale-démocrate, au stalinisme et à l'anarchisme ainsi que par des syndicats tout autant opportunistes – n'a jamais réussi à rompre avec la collaboration interclassiste. C'est pour cela que la combativité particulière et continue que le mouvement ouvrier espagnol a exprimée dans les années trente du siècle dernier n'a pas débouché sur la lutte de classe révolutionnaire.

Le stalinisme est le nom synthétique que nous utilisons pour faire référence à la contre-révolution qui, dans la Russie soviétique et dans tous les pays touchés par la vague révolutionnaire qui s'ouvre avec la prise du pouvoir par les bolcheviks en 1917, a frappé l'avant-garde communiste du prolétariat et liquidé non seulement ses représentants en chair et en os, mais aussi tout le travail de restauration doctrinale initié par Lénine et ses camarades en réponse aux précédentes vagues de dégénérescence opportuniste.

Il est inutile d'approfondir les aspects du bilan de la contre-révolution que notre courant a élaboré dès le moment où il disposa des forces nécessaires pour réaliser cet objectif et sur la base duquel la reconstitution du parti communiste a été rendue possible; c'est un travail auquel le parti actuel se réfère continuellement. Soulignons qu'une des principales conséquences de la contre-révolution a été d'identifier définitivement les intérêts du capitalisme russe à la politique suivie par les

## La guerre d'Espagne

partis communistes dans chaque pays. La lutte pour la révolution prolétarienne fut ainsi rejetée et remplacée par des accords avec les différentes bourgeoisies nationales selon les exigences de la puissance impérialiste russe.

Nous avons expliqué les caractéristiques spécifiques de cette politique en Espagne dans la thèse 1. Il faut noter que cette politique a été adoptée afin de garantir que le prolétariat espagnol ne puisse rompre les liens qui le contraignaient à la collaboration de classe imposée par ses organisations politiques et syndicales avant même la Guerre Civile. Ces liens n'étaient pas solidement assurés par les leaders anarchistes, qui subissaient une pression très forte de la part de la base ouvrière, ni par le POUM ou la Gauche Socialiste qui avaient formellement proclamé la nécessité de prendre le pouvoir dans les années précédant la Guerre Civile, mais qui dans cette période faisaient face à une base rebelle qui ne partageait pas leur mot d'ordre de pacification.

D'autre part, le chaos qui a suivi le coup d'État, quand les prolétaires avaient le contrôle de la rue, a rendu nécessaire un parti centralisé qui soit capable d'imposer les intérêts de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie une fois que celles-ci avaient perdu la force politique donnée par les partis traditionnels, qui, de leur côté, se trouvaient alors dans une situation difficile, étant donné leur politique de permissivité lors des affrontements avec les militaires rebelles.

Le PCE, représentant des intérêts russes en Espagne, le PSUC succursale catalane de celui-ci et surtout la diplomatie et les corps répressifs russes établis en Espagne, accomplirent la tâche de répression préventive contre les prolétaires que les syndicats et les organisations politiques n'étaient pas en mesure d'assumer. Cela a été, par conséquent, une répression typiquement bourgeoise,

physique et non idéologique, apte à encadrer les forces les mieux disposées, parmi les classes moyennes, à mener l'attaque contre le prolétariat au nom des intérêts supérieurs de la patrie en guerre. Ses caractéristiques les plus infâmes – la liquidation des dirigeants du POUM et des milliers d'ouvriers de la CNT et de ceux du courant trotskyste – n'appartiennent pas exclusivement au stalinisme, mais sont communes à toute la bourgeoisie. Si ce furent les services secrets russes qui, sous couvert de mener la «guerre révolutionnaire nationa-

le» préconisée par le PCE, se salirent les mains, cela fut possible parce qu'ils s'appuyaient sur le parti le plus puissant au service de l'ordre républicain. L'expérience russe les aida certainement, mais la contre-révolution en Russie avait été dirigée contre une avant-garde marxiste qui devait être anéantie y compris en doctrine (c'est la caractéristique essentielle du stalinisme), alors qu'en Espagne il suffisait d'utiliser la force militaire que par ailleurs la bourgeoisie espagnole avait mise à disposition.

---

(1) Même Karl Korsch dans son texte «Collectivisation in Spain», publié dans la revue *Living Marxism* (1939, vol. 4, n° 6, pp 178-182), soutient la signification «révolutionnaire» des collectivisations réalisées en Espagne ; dans ce texte il écrit que «la lutte des ouvriers espagnols contre le capitalisme nous montre un nouveau type de transition du mode de production capitaliste à celui communal réalisée, bien que de manière incomplète, dans une remarquable quantité de formes».

Mais Korsch va bien plus loin, quand il prétend élever les formes syndicales «anti-centralistes et anti-parti», formes qui procédèrent aux collectivisations, comme exemple organisationnel et tactique pour le mouvement révolutionnaire du prolétariat mondial, en soulignant «le rôle important assumé par le **type particulier de syndicat**, représenté d'une façon plus caractéristique par les travailleurs de la Catalogne et de Valence», et le fait que «ces formations syndicalistes, anti-centralistes et anti-parti étaient entièrement basées sur la libre action des masses travailleuses», met en relief que «leurs activités de

*routine comme d'urgence étaient dirigées dès le début non par une bureaucratie professionnelle mais par l'élite des travailleurs dans les différentes industries. Cette même élite consciente, représentée par les comités d'action révolutionnaires créés par les travailleurs en lutte à l'intérieur et à l'extérieur des syndicats pour affronter les divers problèmes au fur et à mesure qu'il surviennent, fournit l'initiative, la consistance, l'exemple et l'action pour les conquêtes fondamentales de la nouvelle période révolutionnaire*»; et il en déduit que «cette leçon historique de la collectivisation est d'une importance permanente pour le développement organisationnel et tactique du mouvement révolutionnaire».

Domage que dans tout son exposé il n'ait pas même fait seulement mention du rôle déterminant du parti de classe révolutionnaire, c'est-à-dire l'organe politique unique, centraliste et centralisateur, préparé à l'exercice du pouvoir prolétarien révolutionnaire, et dont une de ses fonctions est précisément d'assumer la direction des interventions économiques sur tout le territoire contrôlé par la dictature prolétarienne.

# Brève chronologie

## 1931

- Le 12 avril se tiennent les élections municipales: dans les villes les républicains l'emportent. Immédiatement, une plate-forme, réunissant les grands représentants de la bourgeoisie et intellectuels petits-bourgeois, en train de se former comme alternative aux républicains, gère les débuts de la République.

- Le 14 avril les municipalités proclament la République. Le roi quitte le pays escorté par les Jeunesses Socialistes qui se chargent d'éviter qu'il y ait des troubles à Madrid.

- Gouvernement provisoire: Alcalá – Zamora, Lerroux, Azaña, Maura, Caballero., etc. et le Comité Révolutionnaire Républicain Socialiste, appuyé par la *Guardia Civil* (Sanjurjo, le futur putschiste). La première loi votée par ce gouvernement c'est celle de la «Défense de la République»: elle attribue au gouvernement le pouvoir de supprimer les libertés dans le cas où l'ordre républicain serait menacé, loi qui s'appliquera systématiquement contre les prolétaires, vrais ennemis de ce nouveau régime.

- En juin sont convoquées les Cortes Costituyentes (une sorte d'Assemblée Constituante) qui sont élues de manière irrégulière en deux tours avec des petites élections partielles réparties dans tout le pays ; la droite traditionnelle ne présente pas de candidats dans une bonne partie des circonscriptions.

- Au mois de novembre, les Cortes se réunissent, avec comme majorité la Coalition Républicaine-socialiste qui agit sur la base de son programme de 1909.

- En décembre, nouveau gouvernement toujours constitutionnel. Le Ministère du Travail est attribué à Largo Caballero, membre de la gauche du Parti Socialiste (PSOE). Il sera l'auteur des lois tendant à régulariser l'offre de main-d'œuvre: Loi des contrats (Contrats collectifs) et des Jurys mixtes (dans la continuité de celle du dictateur Primo de Rivera).

## 1932

- Janvier: insurrection de l'Alt

Llobregat et de Cardona par des éléments de la FAI. Consécutivement grève générale de 5 jours en riposte à la répression de la part du gouvernement.

- Août: coup d'État de Sanjurjo. Les garnisons de Séville, commandées par Sanjurjo, se soulèvent en comptant sur le fait que celles de Pampelune, Valladolid, Madrid, Cadix et d'autres les suivraient. Le sort du coup d'État est décidé en quelques heures par une grève générale dans la capitale andalouse qui voit l'intervention du gouvernement contre les rebelles. Les ouvriers des quartiers de Triana donnent un exemple d'héroïsme qui leur vaudra une sanguinaire répression quand le même Sanjurjo triomphera en 1936.

## 1933

- Janvier: insurrection de la FAI à Barcelone et dans la province de Séville. Répression de Casas Viejas, où les forces de l'ordre tuent sans pitié les habitants du village qui s'étaient barricadés dans une maison. Attitude bien différente comparée à la facilité avec laquelle le gouvernement d'Azaña laissa fuir Sanjurjo après son coup d'État.

- Décembre: insurrection de la FAI dans le Haut-Aragon.

## 1934

- Les affrontements politiques augmentent de jour en jour.

- Avant l'entrée de la CEDA (droite) au gouvernement, le PSOE décrète la grève insurrectionnelle avec l'intention de rétablir le précédent gouvernement de 1933 (Coalition Républicains-socialistes).

- 5 octobre: échec de l'insurrection «Insurrection du secteur radical du PSOE».

- En Catalogne, le gouvernement de la *Generalitat* [gouvernement autonome] proclame l'État Catalan. La CNT refuse de participer à la grève. La répression de l'armée met fin à la brève indépendance de la région.

## 1935

- Fondation du POUM.

- Plus de 35000 prisonniers en conséquence de la révolution d'octobre 1934. À Valladolid, par exemple, la CNT et le PC disparaissent, complètement écrasés. «Les vrais socialistes sont pour la majeure partie en prison».

- Dans le cours de cette année, le nombre de conflits de travail est minime. La répression des mois précédents a été si dure que les ouvriers ne se sentent pas à l'abri face à l'attitude hostile du gouvernement envers tout type de manifestation. La brutale répression des organisations et des syndicats de gauche a entraîné la domination absolue de la classe patronale favorisée par le gouvernement de droite. On constate, en même temps, des actes de violence perpétrés par des fascistes et des droitiers comme l'assaut du Casino républicain de Valladolid de la part des éléments jonsistes [membres des JONS – Juntas de Ofensivas Nacional Sindicalista].

## 1936

- 16 février: les élections sont remportées par le Front Populaire dans les villes de plus de 1000 habitants. La pression si longtemps contenue des travailleurs ne pouvait plus être supportée (...). On réclamait des améliorations salariales, la réintégration des licenciés, l'amnistie pour ceux qui avaient été traduits en justice pendant la révolution d'octobre 1934, etc.

- Mars: occupation des exploitations agricoles en Estrémadure et dans d'autres zones.

- Juin: grève du bâtiment à Madrid, pour la première fois la CNT, le syndicat dans lequel se sont organisés les travailleurs les plus pauvres de la ville, dépasse l'UGT et impose la grève illimitée.

- Dans les semaines qui précèdent la guerre, le meurtre du lieutenant Castillo (socialiste) et de Calvo Sotelo (de droite) précipite les événements.

- 17 juillet: insurrection militaire de Franco d'abord au Maroc puis dans toute l'Espagne. Les organisations ouvrières lancent la grève générale.

## Brève chronologie

Les ouvriers se battent contre les militaires. Tout d'abord à Barcelone et puis à Madrid, ils battent l'armée, tandis que les leaders du gouvernement lancent des messages pour le retour au calme et sont prêts à négocier avec les rebelles. Ce qui semblait être un coup d'État de quelques heures se transforme, à cause de la riposte ouvrière, en une véritable guerre civile.

- Des colonnes ouvrières se mettent en mouvement pour prendre Saragosse. C'est le début des «milices ouvrières». La Brigade Lénine est formée avec des trotskystes provenant d'autres pays, à laquelle se joignent aussi des membres de la minorité de la Fraction de Gauche du PCI.

- En novembre, les forces franquistes arrivent à Madrid. Le gouvernement abandonne la ville. Les prolétaires de la capitale se battent contre les troupes rebelles. Les

Brigades Internationales font leur apparition, envoyées par la Russie. Madrid résiste et la guerre se transforme en un conflit de positions qui durera pendant deux ans et demi.

### 1937

- Journées de mai: face à la tentative du gouvernement de la Generalitat de reprendre le siège du central téléphonique, occupé par les ouvriers de la CNT, les barricades réapparaissent en ville. En l'espace de quelques heures les ouvriers contrôlent pratiquement en totalité Barcelone et certains leaders proposent de prendre le contrôle absolu. Les leaders anarchistes, poumistes etc. appellent au calme et à déposer les armes. Seules quelques petites sections libertaires, comme les *Amis de Durruti*, d'autres poumistes (cellule 27) et quelques

trotskystes s'y opposent.

- Après la reddition ouvrière, une colonne militaire envoyée de la capitale (Valence) occupe la ville, laissant dans son sillage des militants ouvriers tués.

- Répression contre les prolétaires et leurs organisations: assassinat d'Andrés Nin, incarcération des leaders du POUM. Meurtre des leaders de la Jeunesse Libertaire. Les révolutionnaires entrent dans la clandestinité.

### 1939

- Février: Barcelone tombe sans combats.

- Mars: coup d'État des socialistes et anarchistes contre le gouvernement de Negrin. Révoltes à Madrid. Le nouveau gouvernement déclare Madrid ville ouverte.

- Avril: fin de la guerre civile espagnole.

### «Marxisme et classes moyennes»

(Brochure, Septembre 2017 2015, format A5, 74 pages, Prix: 2 €)

#### Au sommaire:

- Introduction
- Marxisme et classes moyennes («Programme communiste», n°55, Avril-Juin 1972)
- La fonction historique des classes moyennes et de l'intelligentsia
- Introduction à la «Fonction historique des classes moyennes et de l'intelligentsia»
- La conférence du camarade Bordiga à l'«Université prolétarienne» («L'Unita», 24 mars 1925)
- Amadeo Bordiga - Conférence du 21 mars 1925. La fonction historique des classes moyennes et de l'intelligentsia
- Sur le fil du temps. Les intellectuels et le marxisme («Battaglia Comunista», n°18, 4-5 novembre 1949)
- La demi-classe, notre bête noire («Il Programma Comunista», n°15, 4 août - 1er septembre 1963)
- Léon Trotsky. Petite-bourgeoisie et fascisme
- La seule Voie» (Septembre 1932 - Extraits)
- Où va la France?» (Octobre 1934 - Extraits)

## le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

### Marxisme et classes moyennes

Suivi de:

- La fonction historique des classes moyennes et de l'intelligentsia

- Sur le fil du temps  
Les intellectuels et le marxisme

- La demi-classe, notre bête noire

- Léon Trotsky  
Petite-bourgeoisie et fascisme

36

## *Notes d'actualité*

# Sur la situation des sans-papiers en Belgique

Comme les autres pays impérialistes européens anciens colonisateurs, la Belgique connaît de longue date une présence de prolétaires immigrés, issus le plus souvent des anciennes colonies. Le racisme y est utilisé comme ailleurs pour diviser les rangs prolétariens et donc affaiblir les potentialités de résistance des ouvriers face aux capitalistes. Depuis quelques années cette situation s'est envenimée en raison de la crise capitaliste qui oblige les bourgeois à attaquer plus durement les conditions de vie et de travail des prolétaires pour sauver leurs profits, alors même que, poussés par la misère et les guerres de nombreux migrants tentent de gagner les pays européens. Nous donnons ci-dessous des extraits d'une interview d'un militant actif dans la solidarité avec les prolétaires immigrés. Cette interview est déjà parue sur divers organes de presse, mais elle nous semble intéressante par les informations qu'elle donne.

Il n'est cependant nécessaire de préciser que nous ne partageons pas du tout les positions politiques de ce militant. Nous sommes complètement en désaccord avec l'idée qu'il y aurait la possibilité de *«faire payer la crise aux riches»* (1). Plus précisément: *«En prenant l'argent là où il est, il y a moyen de financer des politiques, sociales économiques et écologiques qui correspondent aux besoins de la collectivité»*. Avec une bonne politique utilisant l'argent existant il serait de satisfaire les besoins sociaux? C'est là un grossier mensonge réformiste. Certes une politique plus sociale est toujours possible dans les pays impérialistes les plus riches, même si l'heure n'est plus pour les bour-

geois à la redistribution de quelques miettes pour obtenir la paix sociale; mais **il n'y a pas moyen** de «financer des politiques» correspondant aux besoins du **prolétariat** – et non de la «collectivité», ensemble interclassiste par définition – dans le cadre des structures économiques, sociales et politiques bourgeoises. Les intérêts du prolétariat sont **antagoniques** à ceux du capitalisme: ce n'est que par la **lutte** directe contre les patrons et les capitalistes qu'il est possible d'arracher des concessions; ce n'est qu'après le renversement de l'Etat bourgeois, garant de la domination capitaliste (et non par son utilisation au travers de son système électoral), qu'après l'instauration sur ses ruines du pouvoir prolétarien dictatorial nécessaire pour briser la résistance des classes possédantes et commencer à extirper le capitalisme, qu'il sera possible de répondre réellement aux besoins des prolétaires. Un *«développement économique au service des besoins de l'ensemble de la population»* est une pure absurdité dans une société divisée en classes aux intérêts et aux besoins opposés: sous le capitalisme le développement économique n'est pas autre chose que le développement du capital, et il profite avant tout à la classe dominante. Un développement économique profitant à l'ensemble de la population, à l'ensemble de l'humanité, sera possible seulement après la disparition de la société du capital, après la disparition du marché et de l'argent, des classes sociales, des frontières et des Etats, après donc la victoire de la révolution prolétarienne dans le monde entier. Voilà ce qu'il faut répéter sans se lasser aux prolétaires!

*En mai dernier, les policiers ouvrent le feu sur une camionnette transportant des sans-papiers. Une gosse de 24 mois est abattue. Triste résultat de la criminalisation de l'immigration?*

Freddy Bouchez: Les personnes migrantes n'ont jamais été aussi criminalisées, que ce soit en Belgique ou dans l'ensemble de l'UE. En Belgique, des partis comme la NVA n'hésitent pas à créer des amalgames entre migrants et délinquants. Il y a quelques semaines, on a posé la première pierre d'un nouveau centre fermé pour étrangers qui doit être construit à Anvers d'ici 2020-2021. Lors de cet événement, le bourgmestre NVA de cette ville, Bart De We-

ver n'a pas hésité à dire que cela permettrait d'arrêter les trafiquants de drogue qui sont pratiquement tous, selon lui, des illégaux. Les soi-disant illégaux, dans notre pays, ce sont des demandeurs d'asile qui se sont vu refuser de façon subjective le statut de réfugiés. Quand même 50% de refus sur l'ensemble des gens qui font une demande d'asile. Ce sont aussi par exemple des personnes qui, pour des raisons économiques sont entrées sur le territoire avec un visa touristique et qui sont restées ou encore les personnes adultes ou mineures du Parc Maximilien et de la Gare du Nord à Bruxelles, souvent des soudanais et qui veulent rejoindre l'Angleterre. Dans les personnes qui entrent avec un

visa touristique il y a aussi celles auxquelles la Belgique a refusé une possibilité de regroupement familial. Les conditions du regroupement familial se sont durcies et cela entraîne des séparations familiales ou entre époux durant de nombreuses années qui sont difficiles à supporter. Dès lors, au bout de nombreuses tentatives infructueuses de demandes de regroupement, on utilise le visa pour arriver en Belgique et puis on reste sans statut et on est donc considéré comme illégal. Il n'est pas vrai comme le dit le bourgmestre d'Anvers que les centres fermés sont construits pour protéger du trafic de drogue qui serait presque toujours le fait de gens qui sont en situation illégale. Les centres fermés sont des lieux

de privation de liberté, de véritables prisons pour des gens qui n'ont rien fait de mal à part chercher un coin sur la terre pour avoir une vie un peu meilleure. Et en Belgique, le gouvernement est en train de construire un centre où l'on pourra à nouveau enfermer des familles avec enfants. Nous connaissons certaines de ces familles. Elles vivent comme vous et moi. Les enfants sont dans nos écoles primaires et secondaires avec les nôtres, un bon nombre d'entre eux sont d'ailleurs nés en Belgique et ne connaissent pas du tout leur pays d'origine. Quant aux parents, pour survivre, la plupart du temps, ils travaillent en noir dans des conditions de surexploitation inacceptables, y compris parfois sur des chantiers publics. Les parents et les enfants connaissent rapidement notre langue et se lient avec des associations, participent à des activités sociales ou culturelles. Rien à voir avec des dealers de drogue. Mais pour le gouvernement Michel, il est important de faire peur et de criminaliser les sans-papiers pour justifier la création de nouveaux centres fermés et une politique axée sur l'expulsion plutôt que sur l'accueil. (...)

On voit là que l'idée de criminalisation des sans-papiers et des migrants en général atteint même la sociale démocratie belge. (...)

Le gouvernement Michel et son secrétaire d'état d'extrême droite à l'asile et à la migration ne comptent pas s'arrêter là.

Sur la table de travail de ce gouvernement, un projet de loi dit de « visites domiciliaires » permettant à la police d'organiser de véritables perquisitions au domicile de sans-papiers ou dans les lieux où ils se trouvent afin de pouvoir les arrêter et les mettre en centre fermé pour ensuite les expulser. Ce projet de loi vise non seulement à la criminalisation des sans-papiers mais aussi à celles des personnes qui les aident. Il a aussi pour fonction de faire peur aux gens solidaires des sans-papiers puisque la police pourrait aussi venir perquisitionner chez des hébergeurs. C'est un projet de loi d'une violence extrême. Ces pratiques sont des intrusions insupportables dans la vie privée des gens et mettent en cause les principes d'inviolabilité du domicile qui font partie pourtant des réglementations internationales qui protègent les droits humains.

Tout cet arsenal répressif et cet-

te diffusion de l'idée que les migrants, surtout dits illégaux, représenteraient à tel point un danger qu'il faudrait aller les arrêter chez eux, crée une pression sur la police qui peut conduire à des drames. Aujourd'hui, en Belgique, l'étranger dit illégal est traqué. Sur nos axes d'autoroute, les autorités ont même fait abattre des arbres pour que les cachettes soient moins nombreuses ! La soi-disant lutte contre les passeurs a amené il y a quelques mois à une poursuite entre des policiers et une camionnette remplie de personnes et d'enfants migrant-e-s qui a abouti à la mort d'une petite fille de deux ans, la petite Mawda qui a été inhumée dans un cimetière de la région bruxelloise il y a peu.

C'est sur les parents victimes que la NVA veut faire peser la responsabilité de la mort de cette enfant tuée par le tir d'un policier. Pour le président de ce parti, c'est la décision d'avoir quitté leur pays d'origine qui au bout du compte a provoqué ce drame. Or, cette famille venait d'Irak, un pays fortement perturbé depuis que l'Occident et les Etats-Unis l'ont mis à feu et à sang. Il ne viendra pas à l'idée bien entendu de la NVA d'accuser la Grande Bretagne qui s'est fortement impliquée avec les Etats-Unis dans cette guerre pour le pétrole et qui a fait les choux gras des entreprises d'armement pendant des années. Grande Bretagne, pays dans lequel cette famille voulait se rendre pour vivre un peu en paix et en tranquillité. Cet accès à l'Angleterre qui leur est tout le temps refusé alors que celle-ci, après avoir détruit leur pays, leur doit bien ça. Qui devrait se sentir coupable ?

Enfin signalons un dernier épisode très inquiétant qui touche actuellement une dizaine de personnes qui ont hébergé des migrants.

Elles sont inculpées de traite d'êtres humains et il y aura un procès d'ici la fin de l'année. Des gens ont été mis sous écoute téléphonique. Une journaliste hébergeuse a été perquisitionnée et tous ses outils professionnels ont été emportés : ordinateur, portable, ... Certaines de ces personnes hébergeuses, de nationalité étrangère mais vivant depuis longtemps en Belgique ont été carrément arrêtées et emprisonnées en détention préventive. Par exemple, Walid a été gardé en détention préventive pendant huit mois parce qu'il était étranger et que la justice avait

la crainte qu'il quitte alors la Belgique. Walid qui n'a rien fait à part avoir hébergé une personne migrante sans abri risque une condamnation pour traite d'êtres humains. Ces huit mois de prison ont détruit toute sa vie car le jeune homme migrant qu'il a hébergé est soupçonné être un passeur. Voilà donc maintenant que le gouvernement belge se sert de la loi sur la traite des êtres humains pour criminaliser aussi la solidarité. Une manière de créer en Belgique le délit de solidarité.

### **CETTE RÉPRESSION DES SANS-PAPIERS NE DATE PAS D'HIER...**

F.B.: La répression des sans-papiers ne date pas d'hier, en effet. Depuis longtemps, le mouvement des sans-papiers veut faire entendre l'idée que ce sont les politiques migratoires qui les mettent en danger mais qu'eux ne sont pas dangereux. Entre 2005 et 2009, les sans-papiers ont occupé en Belgique plus de 50 églises dans tout le pays, en Wallonie, en Flandre et à Bruxelles. Cette lutte a abouti à une opération de régularisation limitée dans le temps. Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont pu, grâce à cette mobilisation très déterminée, obtenir la régularisation. Les sans-papiers avaient créé leur propre organisation qui s'appelait l'UDEP (Union pour la défense des sans-papiers). Cette auto-organisation de leur lutte leur avait permis d'aller à la rencontre de la population belge, des associations et aussi des organisations syndicales. Le fait de l'émergence de cette lutte menée et organisée par les sans-papiers eux-mêmes a permis que petit à petit une solidarité se développe de la part de belges, des syndicats et du monde associatif. Le mouvement des sans-papiers avait des revendications précises et fixait lui-même l'agenda des actions poussant ainsi les grandes organisations sociales du pays à bouger avec eux.

Cette lutte d'envergure de plusieurs années avait amené le gouvernement de l'époque à fléchir. Aujourd'hui, la situation n'est plus la même. Le combat est plus large car c'est toute la politique migratoire de nos gouvernements qu'il faut contester et par rapport à laquelle il faut imposer des alternatives. L'accès même au droit d'asile est mis en question et la convention de Genève

ve risque de devenir petit à petit un vulgaire bout de papier dont on ne tiendra plus compte tout comme la déclaration universelle des droits de l'homme dont on commémorera le septantième anniversaire le 10 décembre 2018. La solidarité est plus difficile à obtenir car l'austérité détruit aussi les droits des travailleurs avec et sans emploi et de l'ensemble des allocataires sociaux. La sécurité sociale ne protège plus autant qu'avant et certains d'entre nous en ont été carrément exclus et se trouvent à devoir vivre avec des minimas sociaux en dessous du seuil de pauvreté. Depuis 17-18 ans, la précarité et la pauvreté ont encore augmenté. Dès lors, «l'étranger» peut passer plus facilement comme quelqu'un de dangereux. «S'il n'était pas là, notre situation serait sans doute meilleure» L'extrême droite, les populistes jouent sur toutes ces peurs mais la droite classique et moderne (Macron et Michel) et la social démocratie aussi. Il est dès lors beaucoup plus difficile aujourd'hui de développer de la solidarité par rapport au thème de la défense des droits des personnes migrantes. En même temps que les mobilisations qu'il faut bien sûr continuer à organiser, il faut sensibiliser, déconstruire les préjugés et montrer qu'un combat commun à tous les travailleurs belges et étrangers, avec et sans emploi, avec et sans papier, est incontournable. C'est le capitalisme et les partis qui les soutiennent qui sont dangereux pour nous les travailleurs et pas les étrangers qui n'ont pas le choix de quitter leur pays pour envisager une vie un peu meilleure.

**Cette chasse aux sans-papiers fait écho à la traque des plus précaires, chômeurs et allocataires sociaux. A y regarder de plus près, on a l'impression que ça pèse sur les salaires et les conditions de travail des prolétaires ayant encore un boulot. Et à travers les sans-papiers, on tente de criminaliser les mouvements sociaux et les éventuelles ripostes des travailleurs...**

F.B.: En fait, les gens doivent comprendre que les partis au gouvernement qui prennent des mesures

contre les personnes migrantes ne sont pas leurs amis pour autant. Théo Francken, le secrétaire d'état à l'asile et à la migration du gouvernement Michel est particulièrement anti-migrants. Mais en même temps, il est membre d'un gouvernement qui applique une austérité sévère détruisant la Sécurité Sociale et notamment dans celle-ci, les droits aux allocations de chômage et à la pension. Les droits des personnes malades sont aussi passés à la moulinette. Nous sommes face à un gouvernement très dur avec les migrants mais ce n'est pas pour autant que la vie de tous les autres s'améliorent. La politique migratoire très répressive menée par Théo Francken et avant lui par Maggie De Block (dans le gouvernement précédent) a fait diminuer fortement le nombre de demandeurs d'asile dans notre pays. En parallèle de cette politique qui vise à accueillir le moins possible de migrants, les attaques contre les droits des personnes les plus fragiles se poursuivent :

Ce gouvernement a appliqué la mesure de limitation dans le temps des allocations de chômage d'insertion qui a provoqué, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, l'exclusion de dizaines de milliers de personnes qui ont dû faire appel à l'aide des centres publics d'action sociale (CPAS) Certain-e-s exclu-e-s, particulièrement des femmes, parce que cohabitantes, n'ont pas même eu droit à cette aide et ont perdu tout revenu personnel. Il a supprimé, pour les jeunes qui sortent de l'école à partir de 25 ans, la possibilité d'accéder à des allocations de chômage d'insertion. Il a rétabli la possibilité de visites au domicile des chômeuses et chômeurs pour autant qu'il y ait l'autorisation d'un juge... Il voudrait faire travailler les chômeuses et chômeurs de longue durée (2 ans de chômage) pour rien, ...

Les centres publics d'action sociale ont subi de nouvelles réformes: Généralisation du projet individualisé d'intégration sociale (contrat) à tous les bénéficiaires du revenu d'intégration dans lequel ceux-ci doivent s'engager à des démarches particulières sous peine de subir des sanctions qui peuvent aller jusqu'à trois mois de suspension ; Possibilité pour les CPAS de mettre sur pied des ser-

vices communautaires, c'est-à-dire de faire travailler pour rien des bénéficiaires de l'aide sociale; Organisation d'une soi-disant chasse à la fraude sociale par l'organisation de visites domiciliaires, en tout temps, sans prévenir les personnes pour vérifier leur composition familiale. Celles-ci sont de véritables intrusions dans la vie privée des gens. Les CPAS peuvent pratiquer ces visites quand ils le veulent et il n'y a pas de balises particulières pour empêcher les abus et les atteintes à la vie privée.

Les travailleurs malades de longue durée doivent, quant à eux, entrer dans un parcours de réinsertion au travail. Il s'agit là de leur faire signer une convention. Si celle-ci n'est pas respectée, sanction de 5 à 10% sur le montant des allocations de mutuelle.

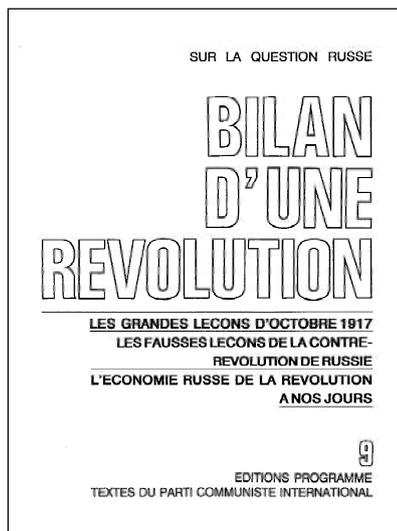
Et on pourrait ajouter tout ce qui touche et a touché les travailleurs victimes de licenciements comme le fait que les pré-pensions sont supprimées pour être remplacées par un système de chômage avec complément de l'employeur qui oblige à demeurer disponible sur le marché du travail sous peine de subir une sanction financière. C'est aussi le gouvernement de Charles Michel et de Théo Francken qui a décidé de porter l'âge de la pension à 67 ans au lieu de 65 ans. Et c'est encore ce même gouvernement anti-migrants et antisocial qui continue à démanteler et à privatiser l'ensemble de nos services publics.

Enfin, s'il y a criminalisation des migrants, il y a également criminalisation des travailleurs qui se rebiffent : Le droit de grève est attaqué et le service minimum a été imposé à la SNCB (société nationale des chemins de fer).

Non, vraiment, Théo Francken et Charles Michel ne sont ni les amis des migrants, ni ceux de l'ensemble de la population. Tout le monde trinque et belges et étrangers, avec et sans emploi, avec et sans papiers, nous devons nous unir pour défendre nos droits.

---

(1) Les citations sont tirées de sa profession de foi pour le scrutin régional de Soignies (mai 2014).



**Bilan d'une révolution**  
(Brochure A5, 192 pages, Prix: 10 €)

**AU SOMMAIRE:**

- **Introduction**
- **Les grandes leçons d'Octobre 1917**
- **Les fausses leçons de la contre-révolution de Russie:**
  - Seul le marxisme tire les leçons de l'Histoire
  - La «leçon» bourgeoise
  - L'économie marchande, berceau du capitalisme
  - La révolution capitaliste n'est qu'une demi-révolution
  - L'incompatibilité de la production sociale et de l'appropriation privée, secret du cours tragique de la domination bourgeoise
  - Vaines tentatives bourgeoises d'harmonisation
  - La contradiction fondamentale du capitalisme appelle la solution révolutionnaire
  - La mission historique du prolétariat
  - La «leçon» social-démocrate
  - La «leçon» anarchiste
  - La «leçon» du socialisme d'entreprise
  - La «leçon» trotskyste
- **L'économie russe de la révolution à nos jours:**
  - Programme économique initial des bolcheviks et socialisme
  - Les mesures économiques après l'insurrection
  - Le communisme de guerre
  - La «Nouvelle Politique économique»
  - Faillite de la N.E.P.
  - Le débat économique et la lutte principale dans le Parti bolchevique de 1923 à 1928
  - La crise de 1927-28 et la liquidation de la N.E.P.
  - La Russie capitaliste No 2



**La Syrie dans la perspective marxiste**  
**De la colonisation française à la guerre civile**  
(Brochure "le prolétaire", Mars 2015, format A5, 68 pages, Prix : 2 €)

**AU SOMMAIRE**

- **INTRODUCTION**
- **PREMIÈRE PARTIE :**
  - La domination sanglante de l'impérialisme français («le prolétaire», N° 500, Mai-Septembre 2011)
  - La domination française («le prolé-

**«Les fondements du communisme révolutionnaire marxiste dans la doctrine et dans l'histoire de la lutte prolétarienne internationale»**

( Brochure A5, Août 2004; 88 pages, Prix: 3 €, 6 FS)

**Au sommaire:**

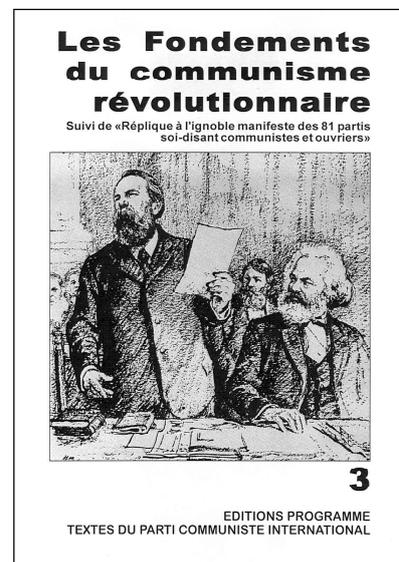
- Présentation
- Introduction de l'édition de sept. 1970
- Les fondements du communisme révolutionnaire marxiste dans la doctrine et dans l'histoire de la lutte prolétarienne internationale. Prémisse
- Première partie. Parti et Etat de classe, formes essentielles de la révolution communiste
- Seconde partie. Les organisations économiques du prolétariat ne sont que de pâles substituts du parti révolutionnaire
- Troisième partie. La conception

taire», N° 501, Octobre 2011 / Janvier 2012; «le prolétaire», N° 502, Février - Avril 2012)

- La Syrie indépendante («le prolétaire», N° 504, Août - Octobre 2012 ; «le prolétaire», N° 506, Janvier - Février - Mars 2013 )
- L'économie syrienne («le prolétaire», N° 507, Avril - Mai 2013 )
- Quelques chiffres économiques de la Syrie
- **DEUXIÈME PARTIE :**
  - Non à la mobilisation pro-impérialiste autour du Kurdistan! («le prolétaire», N° 513, Octobre - Novembre 2014)
  - A bas la guerre impérialiste en Irak et en Syrie ! («le prolétaire», N° 513, Octobre - Novembre 2014 )
  - Nouveau massacre en Syrie après d'autres, avec des armes chimiques ou conventionnelles: les impérialistes attendent l'occasion pour intervenir et ramener la paix... des cimetières. Seule la reprise de la lutte de classe révolutionnaire pourra les arrêter et les vaincre ! ( Prises de position sur [www.pcint.org](http://www.pcint.org) - 24.08.2013 / publié dans «le prolétaire», N° 509, Oct.-Nov. - Déc. 2013
  - La révolte atteint la Syrie : le régime répond par des massacres ! (Prises de position sur [www.pcint.org](http://www.pcint.org) - 22.04.2011)

petite-bourgeoise de la société communiste chez les syndicalistes et les «socialistes d'entreprises»

- Conclusion
- Annexe: Réplique à l'ignoble manifeste des 81 partis soi-disant communistes et ouvriers



« Il Comunista » organo del partito comunista internazionale Nr.156 - Novembre 2018

No 156, novembre 2018
••• L'Italia e i suoi disastri idrogeologici. Cause fisiche? NO! solo cause sociali!
••• L'assassinio di Khashoggi e i crimini dell'imperialismo
••• Brasile. Elezione di Bolsonaro: significato e compiti dei proletari d'avanguardia
••• Gli effetti prolungati della crisi capitalistica spingono i proletari più combattivi ad organizzarsi spontaneamente sul terreno dell'antagonismo di classe, cioè del contrasto di interessi tra proletari e borghesi
••• Il capitalismo mondiale di crisi in crisi (3)
••• Un giorno di luglio, su "la Repubblica" (2)
••• Venezuela. Contro

la catastrofe capitalista, una sola prospettiva: la lotta rivoluzionaria del proletariato
••• Catalonia, frangiflutti della Spagna
••• Bollettino d'Informazione sulla situazione della classe lavoratrice in Algeria
••• Giornata mondiale contro i disastri ambientali
••• Alcuni estratti dai volantini e prese di posizione degli organismi proletari che hanno partecipato all'assemblea pubblica indetta per il 28 settembre 2018 a Palazzo Corigliano, Napoli (ma tenuta alla mensa dell'Università centrale)
••• Operai morti per amianto? Come se non esistessero...
••• La manifestazione contro gli sfratti, il 10 ottobre a Napoli
••• Le manifestazioni del 26 e 27 ottobre
••• Un ulteriore Comitato di lotta di Napoli, alle prese con rivendicazioni proletarie classiste e rivendicazioni politiche resistenzial-democratiche
••• Peter



« le prolétaire » Organe du parti communiste international

531 ( Octobre - Novembre 2018 )
••• Du mouvement des Gilets Jaunes a la reprise de la lutte prolétarienne de classe
••• Le capitalisme mondial de crise en crise (fin)
••• Allemagne 1918-1919: le tragique retard du parti
••• « Gilets Jaunes » en Belgique : L'interclassisme est contraire aux intérêts des prolétaires
••• «Gilets Jaunes» ou drapau rouge ? Contre le capitalisme, seule la lutte prolétarienne de classe peut être victorieuse
••• La main tendue de Lutte Ouvrière
••• Brésil. La signification de l'élection de Bolsonaro et les tâches des prolétaires d'avant-garde
••• Les élections en République Démocratique du Congo n'élimineront pas la domination bourgeoise et impérialiste
••• Californie: Dans les flammes de l'enfer capitaliste
••• Belgique. Baromètre,

paupérisme et lutte entre les classes
••• Ford Blanquefort. Quand Le Maire félicite Poutou...
530 ( Octobre - Novembre 2018 )
••• L'assassinat de Khashoggi et les crimes de l'impérialisme
••• Macron amplifie les attaques au service du Capital. Seule la lutte de classe anticapitaliste permettra de résister et de vaincre !
••• Nécessité primordiale du parti
••• Enième catastrophe annoncée ! L'effondrement du viaduc de Gènes fait une quarantaine de morts et une dizaine de blessés. Sa Majesté le Profit ne cesse de dévorer des vies humaines !
••• Le capitalisme mondial de crise en crise (3)
••• Venezuela. Contre la catastrophe capitaliste une seule perspective: la lutte révolutionnaire du prolétariat
••• Bulletin d'Information sur la situation de la classe laborieuse en Algérie
••• L'impérialisme français, complice des tortionnaires en Egypte
••• Les divagations du CCI sur le populisme
••• Zig-

zags opportunistes sur la Révolution russe. Lutte Ouvrière avec les mencheviks contre les bolcheviks
••• Peter



«el proletario» Órgano del partido comunista internacional

Especial Cataluña - Octubre de 2018
••• Cataluña, rompeolas de las Españas
••• Proletarios, ¡Recordad 1934!
••• Los Comités de Defensa de la República, organismos para la colaboración entre clases
••• La cuestión de las nacionalidades en España
No 16 - Enero - Mayo de 2018
••• Cataluña, punto de ebullición del orden burgués
••• El capitalismo mundial, de crisis en crisis
••• Primero de mayo de 2018. La clase dominante burguesa y sus partidarios falsamente obreros festejan otro año de altos beneficios capitalistas mientras

las grandes masas proletarias sufren la explotación más bestial y la miseria cotidiana
••• Nuestro partido nunca será virtual
••• El Comunista y las posiciones falsamente marxistas acerca del «problema catalán»
••• Muerte contra el protocolo

Último folleto teórico
«Cuarenta años de valoración orgánica de los eventos de Rusia en el dramático desarrollo social e histórico internacional»
(Textos del partido N° 3, Octubre de 2017, A5, 24páginas)
Precio: Europa: 2 €. América del Norte: US \$ 2. América Latina: US \$ 1

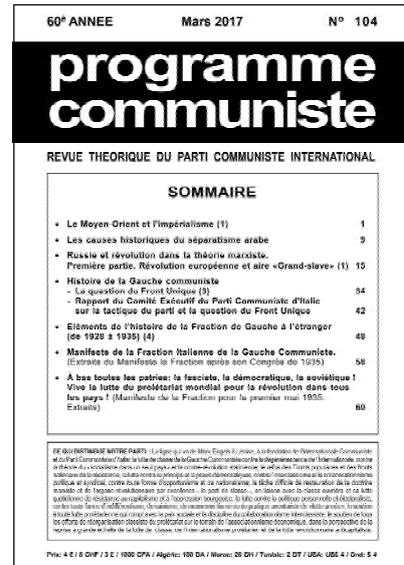


« programme communiste »
Revue théorique du parti
comunista international

No 104 (Mars 2017) ••• Le Moyen-Orient et l'impérialisme (1) ••• Les causes historiques du séparatisme arabe ••• Russie et révolution dans la théorie marxiste. Première partie. Révolution européenne et aire «Grand-slave» (1) ••• Histoire de la Gauche communiste ••• La question du Front Unique (3) ••• Rapport du Comité Exécutif du Parti Communiste d'Italie sur la tactique du parti et la question du Front Unique ••• Eléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935)(4) ••• Manifeste de la Fraction Italienne de la Gauche Communiste (Extraits du Manifeste de la Fraction après son Congrès de 1935) ••• À bas toutes les patries: la fasciste, la

démocratique, la soviétique ! Vive la lutte du prolétariat mondial pour la révolution dans tous les pays ! (Manifeste de la Fraction pour le premier mai 1935. Extraits) No 103 (Janvier 2016) ••• Sur la période historique actuelle et les tâches révolutionnaires ••• Le programme révolutionnaire de la société communiste élimine toute forme de propriété de la terre, des installations productives et des produits du travail (fin) ••• Histoire de la Gauche communiste: La question du Front Unique (2) / Amadeo Bordiga. La tactique de l'Internationale Communiste (Il Comunista n° 11, 13, 15, 19,25, respectivement du 13, 15, 18, 22, 29 janvier 1922) ••• Résumé du point de vue du Parti Communiste d'Italie sur la tactique de l'I.C. dans la période actuelle, pour servir de normes à la délégation lors de la réunion du C.E. International Elargi à Moscou ••• «Communisme-ouvrier» ou démocratisme petit-bourgeois? ••• La disparition de l'individu en tant que sujet économique, juridique et

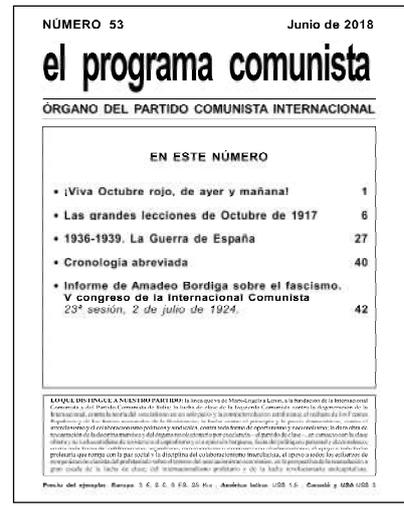
acteur de l'histoire, fait partie intégrante du programme communiste original (extraits)



« el programa comunista »
Revista teórica

No 53 - Junio de 2018
••• ¡Viva Octubre rojo, de ayer y mañana! ••• Las grandes lecciones de Octubre de 1917 ••• 1936-1939. La Guerra de España ••• Cronología abreviada ••• Informe de Amadeo Bordiga sobre el fascismo. V Congreso de la Internacional Comunista. (23ª sesión, 2 de julio de 1924)
No 52 - Octubre de 2016
••• El capitalismo imperialista habla de la paz, mientras prepara la guerra Siguiendo el Hilo del Tiempo. «Puntos» democráticos y programas imperiales. (Battaglia Comunista, n° 2 de 1950) •••

A cien años de la primera guerra mundial. Las posiciones fundamentales del comunismo revolucionario no han cambiado, al contrario, son todavía más intransigentes en la lucha contra la democracia burguesa, contra el nacionalismo y contra toda forma de oportunismo, mortífera intoxicación para el proletariado ••• Proletariado y guerra. "La Izquierda de Zimmerwald" ••• Informe de Amadeo Bordiga sobre el fascismo. IV congreso de la Internacional Comunista. 12ª sesión, 16 de noviembre de 1922 ••• Noticias de actualidad: Turquía: ¡no son las elecciones ni los llamados a la paz, sino la guerra de clase lo único que podrá terminar con la explotación, la opresión y la represión! / Puño de hierro en Turquía/ ¡En el referéndum sobre Europa, los proletarios británicos no tienen nada que elegir!



« Proletarian »
Supplement to «le prolétaire»

No 15 (Winter 2018):
••• Wave of Strikes in Education in the United States. Workers Must Fight on Class Terrain to win their Struggle! ••• Considerations on the Party's Organic Activity When the General Situation is Historically Unfavourable ••• Brazil caught between economic crisis, political rivalries and class struggle ••• Nicaragua: The bloody end of Sandinism and the need for a class struggle orientation ••• Energy, Ports, Plantations: Flaming up of Workers' Combativity in Sri Lanka ••• Haiti. The proletarians of the textile industry confront the bosses, the State and their henchmen ••• Oil pollution in Nigeria: Capital pollutes and kills. Only the proletarian revolution will end this greedy and criminal system ••• Elections in Catalonia: "Nationalist" parties and "constitutionalist" parties with one single objective:

to maintain electoral, democratic and legalistic illusions within the proletariat ••• When the ICC "polemicizes" it is in order to evade the issue! ••• Canada: a good Indian...
No 14 (Autumn - Winter 2017):
The beacon of October 1917 illuminates the way to the revolution of tomorrow ••• What is occurring in Cuba after Castro's death is not a new phase of a «socialist revolution» that never existed, but the repositioning of Cuban capitalism on the world market ••• Trump's America shows its muscles ••• Standing Rock (North Dakota, USA): Ecology against class struggle ••• Overdose of capitalism ••• Venezuela: Faced with the petty-bourgeoisie thrust into street actions by the capitalist crisis, the proletariat needs its independent class organization and its revolutionary party! ••• Venezuela: The New Constituent Assembly is just so much smoke and mirrors in the eyes of proletarian Mexico: Gasolinazo, proletarian anger and reformist impasse ••• Spain: «National

strike» in Catalonia. Collaboration with the bosses and the bourgeoisie will lead the proletariat to an assured defeat ••• Attacks in Barcelona. Jihadist terrorism and democracy, two flags of the bourgeoisie Manchester Arena: a massacre used cynically to strengthen the so-called «sacred union» between the proletariat and the bourgeoisie ••• London: the Grenfell Tower was completely reduced to ashes. Thanks to real estate speculation! ••• USA: proletarians immolated on the altar of profit ••• The Spartacists, from the defense of Soviet imperialism to the defense of doping



# Programme du Parti Communiste International

**Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):**

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses et les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

\* \* \*

**La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:**

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux,

allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchevik, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les insuccès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.

